

Digressions sur la révolution allemande

1918-1923

RENÉ BERTHIER

IL Y A PLUS de 90 ans, le 28 janvier 1918, débuta en Allemagne une grève générale des ouvriers pour la « conclusion rapide d'une paix sans annexion », pour la levée de l'état de siège imposé à la population depuis le début de la guerre et la libération des prisonniers politiques. Un million de travailleurs s'arrêtèrent de travailler pendant six jours.

À la mi-avril, des grèves éclatent à Berlin. Le 1^{er} octobre, la Ligue spartakiste appelle à la formation de conseils ouvriers. Le 25 octobre, à la tribune du Reichstag – le parlement allemand – le député Otto Rühle, membre du Parti socialiste, le SPD, exige l'abdication de l'empereur et en appelle à la révolution socialiste.

La famille régnante est chassée par une émeute.

8 novembre : Rosa Luxembourg est libérée de prison. Appel du SPD pour une grève générale. Des soulèvements ont lieu à Leipzig, Francfort, Dresde et des conseils d'ouvriers et de soldats sont créés ; celui de Munich proclame la République. La révolution s'étend à Berlin.

La République allemande est proclamée deux fois le même jour : le 9 novembre à 14 heures par Philipp Schneidemann, membre du SPD ; à 16 heures par Karl Liebknecht, de la Ligue spartakiste, qui proclame la République socialiste libre d'Allemagne.

L'empereur Guillaume II s'enfuit en Hollande le 10 novembre. Le SPD et l'USPD ¹ (Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne, fondé en 1917) créent un conseil des commissaires du peuple.

11 novembre 1918 : signature de l'armistice.

Le 6 décembre 1919, le Conseil des commissaires du peuple convoque des élections pour élire une assemblée constituante le 15 février 1919.

* * * * *

La révolution allemande est peu connue des militants. Pourtant, un enjeu de taille se jouait à ce moment-là. La révolution russe, qui avait abattu le tsarisme, commençait à s'enliser ². Lénine lui-même, admirateur de la social-démocratie allemande, avait toujours considéré que la révolution en Russie ne devait être que le prélude à la révolution allemande et que ce n'était que lorsque le prolétariat allemand, organisé par un parti qui se réclamait de l'héritage de Marx, prendrait le relais, que les choses sérieuses pourraient commencer.

La victoire de la révolution prolétarienne en Allemagne n'aurait pas seulement modifié le destin de la révolution russe, elle aurait pu être le début d'une révolution s'étendant à toute l'Europe. C'est en grande partie l'échec de la révolution allemande qui a scellé le destin de la révolution espagnole, vingt ans plus tard.

Les prises de position de la gauche communiste allemande seront tellement déterminées par leur opposition à la politique, aux pratiques et aux nombreuses institutions mises en place par la social-démocratie allemande et le mouvement syndical qu'il est nécessaire de faire un détour pour expliquer brièvement le contexte. Si l'échec de la révolution allemande doit d'abord être mis sur le compte de la puissance de la réaction, son évident sabotage par le pouvoir bolchevik joua également un rôle non négligeable. Mais on verra que les divisions et les inconséquences de la gauche révolutionnaire allemande jouèrent aussi un rôle déterminant.

¹ *Unabhängige sozialistische Partei Deutschlands.*

² Cf. René Berthier, *Octobre 1917 : le Thermidor de la révolution russe*, éditions CNT Région parisienne.

LE CONTEXTE

Le 4 août 1914, le groupe parlementaire social-démocrate vote les crédits de guerre. Le parti allemand était un modèle pour le mouvement socialiste international, une référence. Les militants ouvriers sont frappés de stupeur. La victoire de l'Allemagne est annoncée comme un progrès. Elle permettra notamment de renverser le régime semi-féodal qui règne en Russie.

Lénine pense que la rumeur du ralliement de la direction social-démocrate à l'Union sacrée avec la bourgeoisie est un faux. Pourtant, cela n'a au fond rien de surprenant car les dirigeants socialistes allemands se placent dans la continuité des analyses de Marx et d'Engels qui, au début de la précédente guerre, en 1870, avaient déclaré que la victoire de l'Allemagne sur la France aurait signifié la prépondérance du mouvement ouvrier allemand³. Marx avait vivement critiqué Wilhelm Liebknecht qui s'était abstenu lors du vote des crédits de guerre. Par ailleurs, les fondateurs du « socialisme scientifique » avaient passé leur vie à espérer une guerre contre la Russie, qu'ils dénonçaient comme le centre de la réaction en Europe. Il y avait une réelle cohérence dans les orientations de la direction du parti social-démocrate. Il conviendrait donc de reconsidérer l'accusation de « trahison » portée contre elle. Qu'elle ait « trahi » la classe ouvrière ne fait pas de doute ; qu'elle ait « trahi » les principes fondamentaux de Marx et Engels est tout à fait contestable.

3 « La prépondérance allemande transformera en outre le centre de gravité du mouvement ouvrier de l'Europe occidentale, de France en Allemagne ; et il suffit de comparer le mouvement dans les deux pays, depuis 1866 jusqu'à présent, pour voir que la classe ouvrière allemande est supérieure à la française tant au point de vue théorique qu'à celui de l'organisation. » (Lettre de Marx à Engels, 20 juillet 1870)

Prenant le contre-pied de toutes les résolutions des congrès socialistes internationaux, l'appareil du parti considère désormais que l'Internationale socialiste n'est qu'un instrument « valable en temps de paix ». Les dirigeants social-démocrates qui refusent la logique de guerre sont rares. Rosa Luxembourg passe une grande partie de la guerre en prison. Karl Liebknecht – le fils de Wilhelm – votera contre les crédits de guerre, sera envoyé au front, puis en prison pour avoir manifesté en uniforme, le 1^{er} mai 1916, en clamant que « l'ennemi principal est dans notre propre pays »⁴.

La classe ouvrière allemande est paralysée, sous le choc. La trahison de la social-démocratie va déterminer très largement les événements de l'immédiat après-guerre et expliquer les positions que prendront les révolutionnaires allemands.

Le capitalisme a connu en Allemagne une expansion importante à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècles. De nouveaux secteurs apparaissent à côté des secteurs traditionnels. À côté du charbon, de la sidérurgie et du textile on trouve maintenant la chimie, l'électricité et l'automobile. La grande industrie domine. Le nombre des travailleurs de l'industrie s'accroît de 40 % entre 1882 et 1895 : leur nombre passe de 7,3 à 10,2 millions, suscitant l'essor du syndicalisme.

Ce dernier subit également des mutations dans son organisation : les fédérations d'industrie remplacent les fédérations de métier.

Le mouvement socialiste, divisé, s'unifie en 1875 pour constituer le parti social-démocrate au congrès de Gotha. En 1885 et 1888 seront constitués les homologues du SPD en Belgique et en Autriche.

En Allemagne, les choses se passent mal dans les années qui ont suivi la victoire prussienne sur la France en 1871. Le pouvoir militaire contient fermement le mouvement ouvrier. En 1878 une loi interdit la propagande et l'activité socialistes. Pour contourner cette loi et échapper autant que possible à la répression, les militants

⁴ En fait, c'est plus compliqué que ça. En août 1914, une minorité du parti social-démocrate est contre le vote des crédits de guerre, mais se plie à la discipline de parti. Un deuxième vote a lieu en décembre et K. Liebknecht vote contre. Un troisième vote a lieu en mars 1915 : la minorité opposée à la guerre ne prend pas part au vote, mais Liebknecht maintient son opposition, alors rejoint par Otto Rühle.

s'investiront dans les syndicats locaux en adoptant un mode fédéraliste d'organisation.

Cette loi sera levée le 1^{er} octobre 1890 mais les syndicats, pour être reconnus, se voient imposer l'obligation de ne pas s'occuper de questions politiques. La majorité des syndicats, représentant 350 000 membres, acceptent cette loi au congrès de Halberstadt en 1892 et adoptent une structuration centralisée. Une petite minorité de 10 000 ouvriers, les « localistes », refusent de se plier, maintiennent leur mode d'organisation fédéraliste et continuent de se réclamer de la lutte anticapitaliste. Ces militants, dont le noyau dur est constitué par les maçons de Berlin, formeront la première organisation syndicaliste révolutionnaire en Allemagne, la *Freie Vereinigung Deutscher Gewerkschaft*, l'Association libre des ouvriers allemands⁵, qui se constituera en syndicat au congrès de Halle, les 17-19 mai 1897.

Couper avec ses racines est difficile. Beaucoup d'adhérents sont encore au SPD et on ne se réclame pas encore ouvertement du syndicalisme révolutionnaire. Pourtant, une résolution du congrès condamne le centralisme. Ce n'est qu'en 1907 que la situation se clarifie. Le Parti socialiste, irrité, exige que les militants du SPD intègrent l'ADGB⁶, la grande centrale syndicale. Le parti menace d'exclusion les militants qui n'obtempèrent pas.

« L'affaire était grotesque. Les dirigeants localistes avaient conservé la forme d'organisation locale, précisément parce qu'elle leur donnait l'occasion d'agir plus efficacement en faveur de leurs idées sociales-démocrates, et ils se retrouvaient désormais menacés d'exclusion par le parti qu'ils servaient fidèlement depuis des années⁷. »

Rocker raconte que les représentants des « localistes » se virent offrir de bonnes places dans les fédérations centralisées. Certains ne résistèrent pas à la proposition⁸. Un congrès extraordinaire ratifiera la scission entre ceux qui se plient à l'ultimatum et ceux qui refusent.

5 Dont le président était Fritz Kater.

6 *Allgemeine Deutsche Gewerkschaftsbund*.

7 Rudolf Rocker : « Fritz Kater et les origines du syndicalisme révolutionnaire en Allemagne », *A contretemps*, Bulletin de critique bibliographique, n° 28.

Ces derniers se définirent alors explicitement comme syndicalistes révolutionnaires. La FVdG volera désormais de ses propres ailes, avec 10 000 adhérents. L'organisation est implantée dans la Ruhr, les villes portuaires, le sud et le centre de l'Allemagne.

L'influence du syndicalisme révolutionnaire français est indéniable, mais il y eut entre les militants français et allemands une réelle incompréhension. Au début du XX^e siècle, les syndicalistes révolutionnaires français de la CGT n'envisageaient pas le syndicalisme autrement que comme un mouvement de masse et avaient tendance à faire la leçon à leurs camarades allemands, leur demandant pourquoi ils n'entraient pas dans la grande centrale syndicale pour y faire de la propagande en faveur de leurs positions. Or, les militants allemands venaient de *sortir* de cette centrale, et leurs camarades français n'en comprenaient pas les raisons.

« Selon F. Kater ⁹, la CGT jugeait la situation des autres pays à l'aune des possibilités particulières qu'offrait la France, sans tenir compte des spécificités nationales. Face à la bureaucratie mise en place par les centralistes et à ses pratiques d'intimidation ou d'exclusion, il était tout simplement impossible aux localistes de conquérir ou de retourner les syndicats allemands. Par ailleurs, l'entrisme chez les centralistes avait déjà servi de positionnement tactique aux sociaux-démocrates de la FVdG (...) pour justifier leur goût de l'opportunisme et leur volonté de capitulation. Enfin, dans l'esprit des militants localistes, centralisme et fédéralisme s'excluaient mutuellement. Pour eux, les concessions accordées au centralisme – concessions que la FVdG croyait d'ailleurs déceler dans certaines positions de la CGT, à propos des fédérations d'industrie, par exemple – détruisaient nécessairement toute perspective communiste. À leurs yeux, la tactique scissionniste s'imposait donc d'elle-même ¹⁰. »

8 Fritz Kater retrace cette histoire dans *Über die Entwicklung der deutschen Gewerkschaftsbewegung* (1912).

9 Fritz Kater (1861-1945) est un militant « historique » de l'anarcho-syndicalisme allemand.

10 Gaël Cheptou, Scolies et notices biographiques, *A Contretemps* n° 28.

La FVdG coupa ses relations avec la CGT française. Il est possible que cette dernière, consciente qu'un conflit se préparait entre les deux pays, donna la priorité à ses relations avec la grande centrale syndicale allemande. La CGT avait boycotté, entre 1903 et 1909, les rencontres syndicales internationales parce que les centralistes allemands refusaient d'inscrire à l'ordre du jour la question de la grève générale et de l'antimilitarisme. En 1909, un rapprochement entre les deux organisations s'était opéré. La CGT suggérait aux syndicalistes révolutionnaires allemands de suivre, au plan national, la politique de rapprochement qu'elle suivait au plan international, ce que les « localistes » ne pouvaient accepter ¹¹.

Pour aggraver la situation, une délégation française se rendit à Berlin en 1911 et se laissa manifestement impressionner par les réalisations de la centrale allemande. Une série d'articles élogieux fut publiée dans la presse syndicale en France. Pour les localistes allemands, c'était trop.

La FVdG elle-même subissait une crise à la veille de la guerre. Une minorité importante de ses effectifs voulait se rattacher aux fédérations centralisées. En 1908 les maçons de la FVdG intégrèrent la centrale social-démocrate avec plus de 2 000 adhérents, moins d'une centaine d'entre eux restant dans l'organisation. De 1907 à 1910, celle-ci perdit 11 000 adhérents alors que les effectifs de la centrale réformiste étaient de 2,5 millions.

11 « La CGT était affiliée au Secrétariat de Berlin. Créé en 1903 pour faciliter et coordonner les contacts internationaux entre syndicats réformistes, ledit Secrétariat n'était rien d'autre qu'un simple bureau d'information, dont le bureau central de l'Allgemeine Deutsche Gewerkschafts Bund, sous la direction de Carl Legien, assurait les fonctions. Aux conférences internationales n'assistaient que les dirigeants des syndicats associés, qui n'y discutaient que de questions techniques en écartant tout problème théorique qui eût risqué de les entraîner sur le terrain politique, réservé aux seuls partis sociaux-démocrates. » (Arthur Lehning, « La naissance de l'Association internationale de travailleurs de Berlin ».) Cette structure internationale était dominée par la personne de Legien qui, tout social-démocrate de droite qu'il fût, jouera un rôle déterminant dans l'échec d'un coup d'Etat d'extrême droite en 1920. En 1909, la CGT proposa d'organiser un congrès chargé d'examiner les questions générales de la lutte syndicale : la proposition fut rejetée, mais l'organisation française continua d'adhérer au bureau de Berlin.

« Dans ses mémoires, un dirigeant du SPD, Wilhelm Bloss (1849-1927) estime que le “grand mérite de la social-démocratie allemande” est d’avoir bâti un rempart solide – tant concret que mental, précisons-nous – contre toute intrusion anarchiste – “anarchiste” au sens où pouvait l’entendre un social-démocrate de cette époque, c’est-à-dire incluant toutes les tentatives de rupture autonomiste, et donc, *a fortiori*, le syndicalisme révolutionnaire – dans le mouvement ouvrier, ce dont auraient été incapables, toujours selon Bloss, de réaliser... le gouvernement et sa police ¹². »

Le passage progressif des « localistes » au syndicalisme révolutionnaire se matérialisa par la mutation sémantique du concept de neutralité syndicale. Celle-ci était jusqu’alors interprétée, dans les syndicats centralistes, comme le refus de se mêler des affaires du parti au profit des tâches quotidiennes de la défense des intérêts de salariés. Les localistes au contraire, refusaient d’abandonner leurs idées socialistes.

La guerre mondiale viendra briser l’essor de l’organisation : ses journaux sont interdits et ses militants passent dans la clandestinité.

« En Allemagne, le mouvement syndicaliste révolutionnaire fut aussitôt victime de la guerre. Alors que les grandes fédérations centralisées des syndicats allemands et le Parti social-démocrate, soutenant envers et contre tout le régime impérial auquel ils rendirent de fiers services, ne furent pour cette raison jamais importunés, l’Association libre des syndicats allemands, la Fédération anarchiste d’Allemagne et quelques petits groupes pacifistes furent immédiatement persécutés et leur presse interdite. En ces temps de démence collective, ils étaient les seuls à se prononcer contre la guerre et à en payer le prix. La petite organisation put cependant subsister dans la clandestinité ¹³. »

12 Gaël Cheptou, in Rudolf Rocker, « Fritz Kater et les origines du syndicalisme révolutionnaire en Allemagne », *A contretemps* n° 28.

Pendant la guerre et jusqu'en 1917, Fritz Kater fit clandestinement circuler à Berlin, parmi les anciens adhérents, une feuille d'information, *Mitteilungsblatt*, puis *Rundschreiben*. La guerre finie, cette organisation clandestine permit l'organisation d'une première rencontre nationale de la FVdG à Berlin (26-27 décembre 1918) et la publication d'un nouvel organe, *Der Syndikalist*, dès le 14 décembre 1918¹⁴.

A Berlin, Rocker retrouve son vieil ami Fritz Kater dans les locaux de la FVdG.

« Pour l'heure, c'est le temps des prises de contact. Le siège de la FVdG et de *Der Syndikalist* – une boutique de la Waeschauerstrasse – bruit comme une ruche. Les débats y vont bon train. Dissoute pendant la guerre, l'organisation syndicaliste révolutionnaire connaît une rapide reconstruction. Auréolé de son expérience acquise à l'étranger, Rocker y devient rapidement un personnage très écouté. Il est de ceux qui pensent qu'on ne doit pas se contenter d'une simple remise en marche des anciennes structures de l'organisation ouvrière. À ses yeux, il est nécessaire d'en refonder une nouvelle, dont le terreau serait celui de la FVdG, mais qui trancherait le lien avec ses anciennes origines sociales-démocrates pour se revendiquer clairement de l'anarcho-syndicalisme¹⁵. »

13 Rudolf Rocker, « Fritz Kater et les origines du syndicalisme révolutionnaire en Allemagne », écrit à l'occasion de la mort de F. Kater.

14 Les mots allemands *Syndikalist*, *Syndikalismus* (les substantifs en allemand prennent une majuscule) ne signifient pas « syndicaliste », « syndicalisme » mais « anarcho-syndicalisme » ou « syndicalisme révolutionnaire ». Il en est de même dans l'ensemble des langues germaniques et l'anglais. « Syndicalisme » se dit *Gemeinschaft* en allemand. Aucune confusion n'est possible. L'ignorance de ce détail a conduit des militants de langue latine à des attitudes sectaires fâcheuses, refusant de soutenir des *Syndikalisten* « parce qu'ils n'étaient pas libertaires ». Gaston Leval avait coutume de dire qu'« on ne fait pas de bons militants avec des ignorants ».

15 Freddy Gomez, « R. R. ou l'Apatride conséquent », *A contretemps* n° 27.

La situation terrible de la classe ouvrière après la guerre avait provoqué, au début de 1919, des grèves contre les syndicats traditionnels qui tentaient de canaliser le mouvement ouvrier. La FVdG connut alors une importante expansion avec l'afflux de militants et de jeunes ouvriers écœurés par les syndicats et partis réformistes. Dans la Ruhr et en Westphalie, des groupes de syndicalistes révolutionnaires et d'unionistes opérèrent un rapprochement, afin de constituer une organisation. En septembre 1919, plusieurs groupes, dont les localistes, fondèrent à Düsseldorf l'Union libre des ouvriers de Rhénanie et de Westphalie (*Freie Arbeiter Union für Rheinland und Westfalen*).

Lors d'un congrès tenu à Berlin en décembre 1919, la FVdG fusionna avec les FAU qui s'étaient constituées et prit le nom d'Union libre des ouvriers allemands–Syndicalistes révolutionnaires (*Freie Arbeiter Union Deutschlands–Syndikalisten*, FAUD[S]). La puissante Union rhénane se joignit à la FAUD(S). Le renforcement de l'organisation conduit celle-ci à se doter d'instances inspirées de la CGT française : fédérations d'industrie, bourses du travail. Son implantation se situe surtout chez les mineurs, les métallurgistes, le transport et le bâtiment.

Plus tard, en novembre 1921, la FAUD(S) deviendra la FAUD(AS), c'est-à-dire anarcho-syndicaliste en adoptant le principe : « Le syndicalisme révolutionnaire allemand est la forme d'organisation pratique du communisme anarchiste. »

Les socialistes parlementaires adhéraient à une Internationale créée en 1889 lors d'un congrès qui se tint à Paris. Reprenant la campagne lancée aux États-Unis, le congrès décida d'organiser le 1^{er} mai 1890 une manifestation internationale pour la journée de huit heures. Il décida également de convoquer régulièrement des réunions internationales. En 1893, le congrès fixe les conditions d'adhésion :

« Le Congrès reconnaît, comme membres du Parti socialiste démocratique révolutionnaire international, toutes les organisations et sociétés qui admettent la lutte des classes et la nécessité de socialiser les moyens de production et qui acceptent les bases des congrès internationaux socialistes. »

Cette formulation permet non seulement aux partis, mais aux syndicats d'adhérer. Pendant encore quelque temps, les anarchistes participeront aux congrès de l'Internationale, jusqu'à ce qu'on y impose la stratégie électorale.

Les années 1880-1890 furent l'âge d'or du socialisme et du syndicalisme en Allemagne. Ce fut une période de luttes acharnées pendant laquelle le mouvement ouvrier se renforça. Un phénomène jusqu'alors inédit apparaît : la formation d'appareils bureaucratiques dans les organisations politiques et syndicales. Celles-ci ne sont plus contraintes à la clandestinité. Les luttes sont souvent couronnées de succès, les adhésions affluent. Beaucoup de militants deviennent des permanents. Les succès électoraux font passer le nombre de députés socialistes de 12 en 1877 à 56 en 1898.

« Il faudrait décrire cette bureaucratie ouvrière, conservatrice et routinière, installée dans l'ordre existant, ces "bonzes" repus et satisfaits, régnant, avec les gros sous des travailleurs, dans de somptueux buildings intitulés "maisons du peuple" ; conquérir un mandat législatif ; s'incruster dans un bureau syndical est devenu la règle de vie des chefs de ce socialisme dégénéré. Ils ne croient plus, ils jouissent. Et ils veulent des troupes à leur image, des troupes sans idéal, attirées seulement par les avantages matériels ¹⁶. »

À la mort d'Engels en 1895, le SPD jouit d'un grand prestige ; c'est le principal parti de l'Internationale, autour duquel gravitent d'innombrables structures : syndicats, coopératives, associations constituant une véritable contre-société. Cependant, quelques fissures apparaissent dans ce bel édifice. Un député socialiste, von Vollmar, envisage, dans un discours prononcé en 1891, de s'entendre avec les classes dirigeantes. « À la bonne volonté, la main ouverte ; à la mauvaise, les poings fermés. » On parle toujours de révolution, mais les pratiques des dirigeants révèlent tout autre chose.

16 Daniel Guérin, *Fascisme et grand capital*, Maspéro, p. 74.

Karl Kautsky a pris la relève d'Engels, dont il avait été le collaborateur. Son marxisme est une belle mécanique : le socialisme est inévitable :

« Nous savons que nos buts ne peuvent être atteints que par une révolution ; nous savons aussi qu'il n'est pas en notre pouvoir de faire cette révolution, pas plus qu'à nos adversaires de l'empêcher. Aussi n'avons-nous cure de la préparer ou de la mettre en route ¹⁷. ».

En fait, les moyens de l'action politique (les élections) finissent par supplanter l'objectif (la révolution). Les prévisions de Bakounine se sont accomplies et le parti finit par s'engager totalement dans la mécanique parlementaire, faisant, comme l'avait prédit le révolutionnaire russe, des « alliances contre-nature ».

Il est vrai que l'expansion économique entre 1895 et 1914 n'incite pas à remettre en cause l'ordre établi. En 1898, un proche d'Engels, Édouard Bernstein, provoque un coup de tonnerre. Dans une lettre au congrès de Stuttgart, il écrit :

« Je me suis opposé à la propagation de l'idée que l'écroulement de la société bourgeoise fût proche, que la Social-démocratie doive régler sa tactique sur cette grande catastrophe sociale imminente et l'y subordonner... »

Bernstein veut opérer une révision du marxisme fondée sur l'idée que, contrairement à la doctrine établie, la concentration du capital n'est pas aussi importante que ce qui a été prédit. Par ailleurs, il n'y a pas de prolétarianisation de la classe moyenne, celle-ci se reconstitue en permanence. Enfin, la crise capitaliste ne va pas mener à son effondrement. Ces positions justifient à ses yeux qu'on abandonne l'idée de révolution au profit d'un changement progressif par les

17 Curieusement, le déterministe économiste du réformiste Kautsky procède d'un mode de pensée étonnement proche de celui de la « spontanéiste » Rosa Luxembourg pour qui le socialisme est inéluctable, son avènement étant scientifiquement prouvé. Aussi faut-il s'en remettre à la spontanéité créatrice de la classe ouvrière que le parti ne doit aucunement diriger.

réformes. Il faut, dit-il, abandonner la phraséologie révolutionnaire et avoir le courage de dire que nous sommes réformistes.

« Il faut que la social-démocratie ait le courage de s'émanciper de la phraséologie du passé et de vouloir paraître ce qu'actuellement elle est en réalité : un parti de réformes démocratiques et socialistes. (...) Est-ce que vraiment la social-démocratie est aujourd'hui autre chose qu'un parti visant à la transformation socialiste de la société par le moyen de réformes démocratiques et économiques ¹⁸ ? »

Les thèses révisionnistes de Bernstein sont vigoureusement critiquées, dans le parti et au sein des syndicats. Il reçoit peu de soutien. Ignaz Auer, qui fut secrétaire du parti entre 1890 et 1904, lui déclare vertement : « Édouard, tu es un âne ; on n'écrit pas ces choses, on les pratique. »

Les syndicalistes « localistes » ¹⁹ allemands avaient leur idée sur la crise révisionniste que traversait le parti social-démocrate :

« Il n'est pas nécessaire ici de répéter que si nous, les syndicalistes révolutionnaires, concédons que Marx s'est trompé plus d'une fois sur l'évolution de la société capitaliste, nous en tirons des conclusions bien différentes de celles de Bernstein. Nous pouvons seulement souhaiter que le révisionnisme l'emporte le plus tôt possible au sein de la social-démocratie car l'échec du réformisme fera alors prendre conscience aux ouvriers que seule la grève générale permet la transformation de la société capitaliste en société communiste. Plus vite le révisionnisme vaincra, plus vite le syndicalisme révolutionnaire aura la possibilité de devenir un mouvement de masse ²⁰. »

¹⁸ Bernstein, *Socialisme théorique et social-démocratie pratique*, 1899.

¹⁹ Cf. ci-dessus : il s'agit des militants syndicalistes qui s'opposèrent à la centralisation imposée par la loi de 1890.

²⁰ « Der Revisionismus in der Sozialdemokratie » (Le révisionnisme dans la social-démocratie), *Einigkeit*, 17 juillet 1909.

Aux congrès de Paris (1900) et d'Amsterdam (1904), les thèses révisionnistes sont condamnées²¹. Cependant, Bernstein avait posé un vrai problème en soulevant la contradiction qui existait entre la parole et les faits. En France, le socialiste Millerand participe à un gouvernement où siège un général qui a participé à la répression de la Commune²².

Kautsky, gardien de l'orthodoxie, trouve la formule de compromis : la participation de socialistes au gouvernement ne peut être que circonstancielle, car « la lutte des classes interdit toute alliance avec une fraction quelconque de la classe capitaliste ». Kautsky ajoute qu'il est « admis que des circonstances exceptionnelles peuvent rendre nécessaires par endroits des coalitions (bien entendu sans confusion de programme ou de tactique) ». Ainsi tout le monde est content – sauf Bernstein. Les socialistes vont pouvoir continuer à parler de révolution tout en se livrant aux « alliances contre-nature » que dénonçait Bakounine.

La tentative de Bernstein conduisit Rosa Luxembourg à écrire sa fameuse réfutation des thèses révisionnistes, *Réforme ou révolution*. Ainsi le parti se constitue-t-il en trois tendances : la tendance « orthodoxe », la droite et la gauche. Pendant quelques années, la droite sera tenue en échec par une alliance entre le centre orthodoxe et la gauche. La révolution russe de 1905 et le débat sur la grève générale viendront bousculer cet ordre de choses.

À la veille de la Première guerre mondiale, le mouvement syndical a plus de deux millions de membres, le Parti socialiste un million. Une bureaucratie politique et syndicale bien payée gère tout un ensemble d'institutions : caisses de secours, coopératives etc. Les permanents ont un niveau de vie qui les apparente à la petite bourgeoisie. Les militants deviennent des gestionnaires, des administrateurs. Les appareils politique et syndical sont aux mains de permanents. Les succès électoraux renforcent la bureaucratie, et c'est parmi les élus qu'on trouve surtout les révisionnistes. Dans le Sud de

21 Bien entendu il faut comprendre le terme « révisionniste » dans le contexte marxiste de révision de la théorie de Marx.

22 A ce sujet, les anarchistes déclarèrent en substance que, si Millerand n'avait pas existé, il aurait fallu l'inventer, car il montrait mieux que tous les discours la nature profonde du socialisme parlementaire.

l'Allemagne, contrairement à la tradition du parti, les socialistes votent le budget du Land et parfois s'allient avec les partis de centre-droit.

« En 1912, l'Internationale ouvrière enregistrait 3 372 000 adhérents ; en outre, son influence s'exerçait sur 7 315 000 coopérateurs, 10 830 000 syndiqués, 11 à 12 millions d'électeurs et les lecteurs de 200 grands quotidiens ²³. »

Mais c'est en Allemagne que la social-démocratie était la plus développée.

Le principe de réalité allait, à partir du début du XX^e siècle, apporter un démenti à la validité des thèses révisionnistes. L'expansion économique provoque une hausse des prix et les luttes sociales s'étendent. Une vague de grèves déferle sur le pays. Le gouvernement introduit des restrictions au mode de scrutin pour tenter d'enrayer les progrès du Parti socialiste.

Les débats sur la grève générale font craindre aux directions syndicales de se laisser dépasser par les événements : elles déclarent qu'elles n'ont pas les moyens de la soutenir. Les révisionnistes sont opposés à une grève de masse. Rosa Luxembourg, de retour de Russie, affirme que c'est par la lutte que les travailleurs peuvent s'organiser et s'auto-émanciper, ce qui lui vaut d'être traitée d'« anarchiste » par les bureaucrates syndicaux. La direction du parti, comme celle des syndicats, se sent dépassée par les événements devant la montée des luttes ouvrières. En 1906, le parti et les syndicats décident que les décisions importantes seront prises en commun : il s'agit de tout faire pour freiner les luttes. L'idée d'une transformation graduelle de la société vers le socialisme n'est plus à l'ordre du jour. En outre, le spectre de la guerre se rapproche.

Les États européens avaient constitué un jeu d'alliances qui divisaient l'Europe en deux : la Triple entente regroupait les pays qui avaient des colonies : France, Angleterre et Russie. La Triple alliance regroupait ceux qui n'en avaient pas : Allemagne, Italie, Autriche-

23 Kostas Papaioannou, *Les Marxistes*, J'ai lu 1965.

Hongrie. Au sein du mouvement socialiste international, la question de savoir ce qu'il fallait faire en cas de guerre est discutée, mais tout le monde n'est pas d'accord.

Les révisionnistes soutiennent la politique d'expansion coloniale, Bernstein souhaitant une « politique coloniale socialiste » !²⁴. Karl Kautsky considère que le colonialisme développe le capitalisme dans les pays dominés, donc aussi le prolétariat. Pannekoek²⁵ lui oppose que le colonialisme, c'est le renforcement de la bourgeoisie.

Mais c'est à partir du congrès de 1907 que le débat sur la guerre va s'ouvrir. Les Allemands rejettent la proposition des délégués français de provoquer une grève générale en cas de guerre. Bebel craint qu'elle ne détruise toutes les organisations ouvrières. Un amendement de compromis est adopté :

« Au cas où la guerre éclaterait néanmoins, ils ont le devoir de s'entremettre pour la faire cesser promptement et d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la

24 Là encore, il y a une parfaite cohérence avec les positions de Marx et d'Engels.

Marx se réjouissait de l'occupation de l'Algérie par la France : « Si nous pouvons regretter que la liberté des bédouins du désert ait été détruite, nous ne devons pas oublier que ces mêmes bédouins étaient une nation de voleurs. » (Marx, article pour *The Northern Star* du 20 janvier 1848.)

L'occupation britannique de l'Inde y fut la « seule révolution sociale » que ce pays eût connue et, quels qu'aient pu être les crimes de la colonisation, « l'Angleterre a été l'instrument inconscient de l'histoire en menant à bien cette révolution » (K. Marx, « Chroniques anglaises », 1852-1854, in Œuvres, IV, Politique I, Paris Gallimard La Pléiade, pp 719-720.)

L'annexion de la Californie par les Américains fut une excellente chose : « Et Bakounine reprochera-t-il aux Américains une “guerre de conquête” qui porte, certes, un rude coup à sa théorie fondée sur la “justice et l’humanité” mais qui fut menée purement et simplement dans l'intérêt du progrès de la civilisation ? Ou bien est-ce un malheur que la splendide Californie soit arrachée aux Mexicains paresseux qui ne savaient qu'en faire ? [...]“L'indépendance” de quelques Californiens et Texans espagnols peut en souffrir, la “justice” et autres principes moraux peuvent être violés çà et là, mais qu'est-ce en regard de faits si importants pour l'histoire du monde ? (Engels, « Le panslavisme démocratique ».)

Etc., *ad nauseam*.

25 Anton Pannekoek milita en Allemagne au sein de la gauche de Brême contre les positions du parti socialiste allemand, le SPD.

guerre pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste. »

Lors de son congrès de 1910 à Copenhague, l'Internationale socialiste affirme que « les guerres ne sont actuellement causées que par le capitalisme et particulièrement par la concurrence économique internationale des États capitalistes sur le marché du monde... ». Elle ajoute que « la chute du capitalisme signifie la paix universelle ». Mais la social-démocratie allemande se rallie progressivement au nationalisme. Ainsi Bebel refuse de faire la distinction entre guerre défensive et guerre offensive ²⁶.

En 1911, une crise oppose la France et l'Allemagne. August Bebel menace les deux parties en présence si elles décident de se faire la guerre : « Vous récolterez ce que vous avez semé, dit-il. Le crépuscule des Dieux approche pour le régime bourgeois... » En novembre 1912, l'Autriche et la Russie sont en guerre pour soutenir l'une la Serbie et l'autre la Bulgarie. Un congrès extraordinaire de l'Internationale se tient à Bâle les 24 et 25 novembre. Jean Jaurès menace :

« J'appelle les vivants pour qu'ils se défendent contre le monstre qui apparaît à l'horizon ; je pleure sur les morts innombrables couchés là-bas vers l'Orient et dont la puanteur arrive jusqu'à nous comme un remords ; je briserai les foudres de guerre qui menacent dans les nuées. Oui, j'ai entendu cette parole d'espérance. Mais cela ne suffit pas pour empêcher la guerre. Il faudra toute l'action concordante du prolétariat mondial. »

Le 25 novembre, les délégués approuvent à l'unanimité un Manifeste :

« Le Congrès [...] demande aux travailleurs de tous les pays d'opposer à l'impérialisme capitaliste la force de la solidarité

²⁶ Lors de la guerre franco-prussienne de 1870, Marx, qui était favorable à une victoire allemande, s'est efforcé jusqu'à l'éclatement de la Commune de montrer que les Allemands étaient sur la défensive. Après la Commune, il ne pouvait évidemment plus défendre le même point de vue.

internationale du prolétariat ; il avertit les classes dirigeantes de tous les pays de ne pas accroître encore, par des actions de guerre, la misère infligée aux masses par le mode de production capitaliste [...]. Que les Gouvernements sachent bien que dans l'état actuel de l'Europe et dans la disposition d'esprit de la classe ouvrière, ils ne pourraient, sans péril pour eux-mêmes, déchaîner la guerre. »

Le jeu d'alliances interne au parti bascule : désormais le centre et la droite se rapprochent. Bebel se retire en 1911 et est remplacé par Ebert, qui devient président du SPD. C'est un apparatchik qui a fait toute sa carrière dans la bureaucratie du parti. En 1913, le congrès du SPD approuve la création d'une taxe pour couvrir les dépenses militaires. La machine est lancée. Les dirigeants socialistes abandonnent l'internationalisme prolétarien et se rallient à leur classe dominante.

A l'intérieur du parti, la répression s'abat sur les opposants. Rosa Luxemburg est privée de moyens d'expression. A l'extérieur du parti la répression gouvernementale frappe également les opposants à la guerre. Une nouvelle crise des Balkans conduira à un conflit généralisé. L'Internationale n'aura pas été capable d'empêcher la guerre. Les députés socialistes, en France comme en Allemagne, votent les crédits de guerre. Dans presque tous les pays, sauf en Serbie, en Bulgarie et en Russie, les socialistes se rallient à l'union Sacrée²⁷.

A partir de 1916, l'opposition à l'union sacrée s'accroît ; des mouvements de grève apparaissent et semblent s'étendre, ainsi que les mutineries, en Allemagne comme en France. La minorité opposée à la guerre est exclue du parti social-démocrate à la fin de 1916. Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht, Franz Mehring et Clara Zetkin créent le 1^{er} janvier 1916 la Ligue Spartacus.

L'USPD (ou SPD « indépendant ») est fondé en avril 1917 par des exclus du SPD opposés à la guerre. L'une des principales figures

27 Il est significatif que c'est dans les mouvements socialistes des pays slaves que l'opposition à la guerre se soit manifestée, confirmant les intuitions de Bakounine.

en est Karl Kautsky qui, à partir de juin 1915, avait dénoncé les objectifs annexionnistes du gouvernement. Les Spartakistes en sont membres, mais conservent leurs propres orientations politiques. L'USPD comptera, selon les périodes, de 100 000 à 700 000 adhérents.

Les vagues de grèves d'avril 1917, une mutinerie de marins à Kiel, les grèves de janvier 1918 avaient suscité à Berlin l'apparition d'un phénomène nouveau, les *Revolutionäre Obleute* – délégués révolutionnaires. Il s'agissait d'un regroupement de délégués syndicalistes de base qui avaient rompu avec les appareils syndicaux. C'était une structure souple, un état-major informel de délégués d'usines. Ils joueront un grand rôle jusqu'en 1919.

« ... Les Délégués révolutionnaires des grandes usines de Berlin, un groupe d'une centaine d'hommes, avec un noyau d'une douzaine de responsables ; de vrais ouvriers, expérimentés, des cadres qui avaient fait leurs preuves. A l'inverse de Liebknecht, ils n'étaient pas connus hors de leur milieu mais ils avaient une organisation, celle des ouvriers de leurs usines (...) Ce groupe s'était constitué au cours de la grande grève de l'hiver précédent. Ses membres en avaient été les véritables dirigeants. Après la grève, ils étaient restés secrètement en contact ; depuis quelques semaines, ils préparaient la révolution ; et le 4 novembre, ignorant tout du raz-de-marée qui prenait naissance à Kiel, ils avaient décidé de renverser le pouvoir à Berlin le 11. Ils s'étaient procuré des armes, les avaient distribuées et avaient préparé un coup de main sur les centres du pouvoir. La suite des événements leur avait quelque peu échappé, mais ils n'avaient pas l'intention de se laisser submerger (...) Ce n'étaient pas de grands théoriciens ni faiseurs de programmes, mais ils avaient l'esprit pratique. Ils virent clairement ce qu'il fallait faire : donner aux masses une direction compétente, mettre à leur tête un organe capable de faire de la politique, un gouvernement révolutionnaire qui balayerait Ebert et les partis ²⁸. »

28 Haffner Sebastian, *Allemagne 18, une révolution trahie*, Editions Complexe, pp. 84-85.

En novembre 1918 une révolution renverse l'Empire allemand et porte au pouvoir le SPD. Rosa Luxembour, libérée de prison le 8 novembre, entreprend de réorganiser la Ligue Spartacus. Elle rédige le programme de la Ligue, en définit la stratégie et en anime son journal, *Die Rote Fahne* (Le Drapeau Rouge).

Les relations entre l'USPD et la Ligue Spartacus se détériorent après les événements révolutionnaires de novembre 1918, lorsque le soulèvement dans les forces armées et dans la classe ouvrière aboutit à la déclaration de la république et à la formation d'un gouvernement SPD-USPD. Ce dernier était dans une position ambiguë : en tant que participant au gouvernement il soutenait le désarmement des travailleurs, tandis que sa base le poussait à la création d'une république des conseils.

L'HISTOIRE

1918 Les conseils ouvriers

Le 30 octobre 1918 à Kiel, les marins de deux navires de guerre refusent d'appareiller. Ils envoient des émissaires dans toute l'Allemagne pour appeler les ouvriers à les soutenir. Quatre cents mutins sont emprisonnés. Aussitôt, des manifestations de marins exigent la libération de leurs camarades. 20 000 ouvriers et soldats forment un conseil ouvrier, demandent la libération des marins emprisonnés et l'abdication de l'empereur. La grève générale éclate à Kiel le 5 novembre, à Hambourg le 6. Des conseils ouvriers apparaissent à Hambourg et à Brême, à Munich, Cologne, Hanovre, Brunswick. Des conseils d'ouvriers et de soldats se forment dans tout le pays entre le 6 et le 9 novembre et se substituent aux structures de l'État. Le 9 novembre, la révolution éclate à Berlin. L'empereur s'enfuit. Six socialistes, trois majoritaires et trois indépendants, baptisés pour la circonstance « commissaires du peuple », forment un gouvernement.

L'état-major signe l'armistice le 11 novembre.

Les « commissaires du peuple » restaurent les libertés démocratiques et annoncent un train de mesures : début de législation du travail (journée de huit heures, conventions collectives, allocations chômage, etc.), que le patronat entérine le 15 en signant un accord avec les syndicats.

Les conseils ouvriers furent des créations naturelles du mouvement ouvrier pour pallier les carences du mouvement syndical et de la social-démocratie. A l'image de leurs équivalents en Russie, c'étaient de nouvelles formes d'organisation de classe dans lesquelles les travailleurs exerçaient une activité autonome. Les travailleurs menaient leurs luttes en dehors des appareils politiques et syndicaux. Ils ne parlaient plus de nationalisation des moyens de

production, ils commençaient à croire qu'ils pourraient gérer eux-mêmes la production.

Mais l'influence hégémonique de cinquante années de social-démocratie ne pouvait pas être liquidée rapidement. Si on parlait encore de dictature du prolétariat, celle-ci ne serait pas exercée par un parti mais par la classe ouvrière elle-même. Ce ne serait pas la démocratie au sens strict du terme, puisque les non-producteurs n'auraient pas voix au chapitre. Mais comme en Russie, la « pureté » originelle des conseils ouvriers dégénéra rapidement. Le gouvernement socialiste entreprit de liquider les conseils en restreignant leur pouvoir et en les ravalant au rôle d'organes consultatifs, que ce soit dans les usines ou dans les localités.

Les conseils ouvriers sont une forme d'organisation qui a été mythifiée à la fois par les courants se réclamant du léninisme et par ceux qui se désignent comme « conseillistes ». En 1905 le parti bolchevik était opposé aux conseils ouvriers parce qu'ils concurrençaient les partis. Lénine voulut même faire exclure les anarchistes des soviets parce qu'ils « ne faisaient pas de politique ». Le mot d'ordre de « tout le pouvoir aux soviets » a été imposé au parti bolchevik éberlué par Lénine, qui menaça de démissionner, en avril 1917. Les soviets devinrent en quelques mois de grosses machines bureaucratiques²⁹. Quant aux « conseillistes », ils s'attachent à une forme qui ne vécut que quelques mois en Allemagne et qui fut immédiatement récupérée par les réformistes. A aucun moment ils ne s'interrogent sur le fait que les conseils ouvriers, création tout à fait circonstancielle du mouvement ouvrier, donc extrêmement fragiles, ne sont peut-être pas la forme la plus adéquate pour assurer le contrôle de la société par la classe ouvrière.

Les conseils d'ouvriers et de soldats tinrent leur congrès à Berlin le 16 décembre 1918. A l'ordre du jour : constitution d'une « *Assemblée nationale ou gouvernement des conseils* »³⁰. « La question cardinale de la révolution » est posée, dit Rosa Luxembourg

29 Cf. Oskar Ahnweiler, *Les soviets en Russie 1905-1921*.

30 Pour l'anecdote, Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht ne purent se porter candidats, parce qu'ils ne travaillaient pas...

dans *Die Rote Fahne*. A quoi *Vorwärts*, l'organe central de la social-démocratie, répond : « *Les masses ne sont pas mûres* ». Selon les réformistes, une assemblée constituante devrait prendre le relais de la révolution.

Le poids politique de la social-démocrate restait énorme. Elle ne s'était pas ouvertement opposée aux conseils ouvriers. Elle avait même proposé de les légaliser. Les conseils ouvriers en Allemagne étaient nés du vide politique de l'État. Mais comme les soviets russes, ceux d'Allemagne se transformèrent rapidement : d'organisations de classe, ils devinrent des instances ou s'affrontèrent les partis politiques : ils devinrent des assemblées de type parlementaire. Et à ce jeu, comme les social-démocrates étaient les plus nombreux et les mieux organisés, ils finirent par dominer. Les conseils cessèrent rapidement d'être l'expression directe des travailleurs des entreprises ; les délégués des conseils ouvriers ne recevaient plus leurs mandats de la base mais des différentes organisations qui y étaient représentées : parti social-démocrate, socialistes de gauche, ceux des syndicats, des coopératives, des consommateurs... La loi légalisant les conseils ouvriers passa au Reichstag et définit en détail les droits et devoirs des conseils, qui devinrent des rouages de la machine d'État.

Les social-démocrates y avaient placé leurs hommes : plus on montait dans l'appareil des conseils, plus ils étaient nombreux. Leur influence était d'autant plus grande que de nombreux militants révolutionnaires avaient refusé de siéger dans les conseils où se trouvaient des social-démocrates. Ainsi, au congrès des conseils, les socialistes réformistes représentaient les quatre cinquièmes des délégués contre une dizaine de Spartakistes. Les résolutions sur le pouvoir des conseils furent rejetées. Le gouvernement Ebert-Scheidemann se vit attribuer les pleins pouvoirs lors du congrès pan-allemand des conseils d'ouvriers et de soldats (16 au 20 décembre 1918).

La social-démocrate avait gagné la partie. En quelques mois, elle avait littéralement avalé la révolution des conseils. Il lui faudra cependant cinq ans de luttes incessantes, souvent violentes, et le massacre de 25 à 50 000 ouvriers pour vaincre tout à fait.

1918-1919 Fondation du KPD

Les Spartakistes, représentant une infime minorité, demandent à l'USPD d'organiser en décembre 1918 un congrès extraordinaire, mais la direction des « Indépendants » refuse. Malgré les réticences de Rosa Luxembour, les Spartakistes quittent alors l'USPD pour fonder, lors d'un congrès tenu du 30 décembre 1918 au 1^{er} janvier 1919, un parti communiste séparé, le Parti communiste d'Allemagne – le KPD(s)³¹. En novembre 1920, une scission de la majorité de gauche de l'USPD rejoindra le KPD. Ce qui restait de l'USPD rejoindra le SPD en 1922.

Dès le premier jour des positions contradictoires se confrontent et la « vieille garde » – Luxembour, Zetkin, Levi, Mehring – se heurte à la tendance « ultra-gauchiste » (*Ultralinke*) d'Otto Rühle, ancien député social-démocrate qui pensait que la révolution était possible tout de suite. Le groupe autour de Rosa Luxembour était minoritaire mais contrôlait la direction du parti – guère plus qu'une secte.

Rosa Luxembour appelle les délégués au réalisme et demande aux impatients de prendre la mesure de la situation. Il ne suffit pas de rédiger des proclamations et d'exiger le renversement du gouvernement pour faire la révolution. Proclamer un gouvernement révolutionnaire à Berlin n'a pas de sens. Il faudra un long travail de préparation pour parvenir au pouvoir. « L'histoire, dit-elle, nous rend la tâche moins aisée que lors des révolutions bourgeoises, où il suffisait de renverser le pouvoir officiel au centre et de les remplacer par quelques douzaines d'hommes nouveaux. » Si nous prenons le pouvoir, « ce sera sous la forme de la volonté claire, indubitable, de la grande majorité des masses prolétariennes, dans toute l'Allemagne. » Rosa Luxembour rejette toute forme de putschisme.

31 L'appellation du Parti communiste allemand, KPD, varie avec le temps et il est parfois difficile de s'y retrouver : KPD-S (pour Spartakusbund) ; VKPD (V pour *Vereinigte*, « unifié) après la fusion avec l'USPD ; puis KPD après 1924. Dans tous les cas, les initiales KPD désignent le même parti.

L'ultra-gauche, majoritaire, fera passer deux résolutions : abandonner les syndicats et boycotter l'Assemblée constituante ³².

La tendance radicale qui s'exprimait au congrès de fondation du Parti communiste (KPD) était issue de deux groupes importants influencés par Anton Pannekoek, Herman Gorter et Otto Rühle, et qui s'étaient séparés du SPD en 1915 pour former Internationale Sozialisten Deutschlands (ISD). Le groupe de Berlin publiait la revue *Lichtstrahlen* (Rayons de lumière) et celui de Brême publiait *Arbeiterpolitik* (Politique ouvrière) ³³. Le mot d'ordre *Heraus den Gewerkschaften !* (Sortez des syndicats !) fut lancé pour la première fois dans *Arbeiterpolitik*. Leurs positions anti-syndicalistes et antiparlementaires, soutenues par des sections entières de la Ligue Spartacus (Francfort, Duisbourg, Dresde avec Otto Rühle) domineront lors du congrès de fondation du parti.

Dans la rhétorique gauchiste d'aujourd'hui, l'appel à « sortir des syndicats » est présenté, à juste titre, comme le symptôme d'un rejet du modèle social-démocrate du syndicalisme, voire du syndicalisme en tant que tel, et par conséquent comme une position éminemment révolutionnaire ; cependant on oublie de dire que cet appel ne fut entendu que par quelques centaines de milliers de travailleurs, et que les effectifs du syndicat social-démocrate passèrent de 2,8 millions en 1918 à 7,3 millions en 1919.

Cette précision donne la mesure de la valeur stratégique d'un mot d'ordre dont l'application resta somme toute confidentielle, à l'échelle du mouvement ouvrier allemand. Elle explique l'isolement dans lequel la Gauche communiste s'enfoncera. Isolement amplifié par le fait que « sortir des syndicats » n'était accompagné d'aucune alternative dans la mesure où les « Unions » auxquelles les travailleurs seront invités à adhérer refusèrent de s'engager dans les luttes économiques, jugées non révolutionnaires.

32 « Ultra-gauche » et « gauchisme » sont des termes polémiques utilisés par Lénine pour désigner les militants révolutionnaires qui se trouvaient à la gauche du parti bolchevik. Le terme exact qu'il conviendrait d'employer est : « gauche communiste ». Comme pour le terme « impressionnisme », qui fut à l'origine un terme péjoratif, il fut repris par ceux qu'il désignait.

33 Anton Pannekoek militait à Brême au sein de la gauche du SPD. « *Les syndicats sont des organes de la stabilité capitaliste* », dit-il Otto Rühle militait à Dresde.

Le mot d'ordre de « sortir des syndicats » n'avait un sens que :

1. Si on avait l'assurance qu'une masse significative de travailleurs étaient prêts à le suivre et
2. Si la masse qui sortait entraînait ailleurs, c'est-à-dire si une alternative crédible était proposée.

De même, contre ceux qui préconisaient l'utilisation de la tribune parlementaire, Otto Rühle déclara : « Nous avons maintenant d'autres tribunes. La rue est la grandiose tribune que nous avons conquise, et que nous n'abandonnerons pas, même si on nous tire dessus ³⁴. » Mais l'écrasante majorité de la classe ouvrière continua d'aller voter.

Ces positions isolent également le KPD des « délégués révolutionnaires » qui, dans une semi-clandestinité, avaient continué à agir pendant la guerre, qui disposaient d'une grande audience et qui n'entendent pas s'isoler de la classe ouvrière.

L'Ultralinke confirmera le lendemain sa victoire politique au congrès du KPD en présentant le rapport sur les luttes économiques : il est impossible de reconquérir les syndicats, dit-on, il faut supprimer toute frontière entre parti et syndicat en créant des unions ouvrières. Rosa Luxembourg s'oppose à cette orientation, car, dit-elle, cela consiste à additionner deux formes anciennes au lieu de poursuivre la lutte avec des formes nouvelles : conseils ouvriers et conseils d'usine. L'affaire est renvoyée en commission ; la lutte interne au parti entre communistes et ultra-gauche va commencer.

1919 Contre-offensive social-démocrate

La social-démocratie va passer à l'offensive, en confiant à Gustav Noske, ministre de la défense, la charge de liquider le mouvement révolutionnaire. « Je hais la révolution comme la peste », disait-il. Il va bien le montrer en confiant le sale travail à des « corps francs » (*Freikorps*) constitués d'anciens soldats et d'éléments déclassés

³⁴ *Der Gründungsparteitag der K.P.D. Protokoll und Materialien*, Cité par Pierre Broué, *Révolution en Allemagne*.

soudés par la haine des « rouges », des « francs-maçons » et des Juifs.

La révocation du préfet de Berlin, Robert Emil Eichhorn ³⁵, le 4 janvier 1919, va fournir le prétexte. Placé à cette fonction par la révolution, il refuse de se démettre. Les délégués révolutionnaires et les socialistes indépendants appellent à la grève générale. Le tout nouveau KPD, où pourtant les « gauchistes » sont majoritaires, ne sait quelle attitude adopter. Pendant deux jours, Berlin est paralysé par la grève générale et des manifestations de masse, et les dirigeants du mouvement sont paralysés par l'indécision. Ils hésitent entre appeler à un objectif limité – le maintien du préfet – ou la prise du pouvoir. Lassés, des centaines de milliers de grévistes finissent par rentrer chez eux. C'est alors que le Parti communiste se réveille : il décide de prendre le pouvoir et proclame un « gouvernement révolutionnaire provisoire » à Berlin, avec Liebknecht à sa tête.

Gustav Noske lâche alors ses *Freikorps* qui balayent les faibles troupes du « gouvernement révolutionnaire ». Luxembourg, Liebknecht, et beaucoup d'autres, sont arrêtés puis assassinés. Ce sera la « semaine sanglante ». Des milliers de travailleurs ont été envoyés au casse-pipe sans rapport de force, sans préparation.

Le même scénario va se répéter dans toute l'Allemagne, avec plus ou moins de résistance. Le gouvernement va écraser le mouvement ouvrier qui revendiquait la socialisation des mines et des usines et la reconnaissance des conseils ouvriers. Ainsi, en Bavière, une république des conseils est proclamée le 7 avril 1919 malgré l'opposition des communistes. Elle durera deux semaines, avant d'être sauvagement réprimée ³⁶. La classe ouvrière continue pourtant de se battre, en ordre dispersé, tentant de s'emparer des moyens de production, de s'armer. Une grève générale éclate de nouveau en

35 Robert Emil Eichhorn faisait partie de ces militants socialistes qui s'étaient opposés à la politique d'union sacrée en 1914.

36 Les anarchistes Eric Mühsam et Gustav Landauer furent membres du conseil ouvrier. Landauer fut assassiné le 2 mai 1919 par les sbires de Noske. Mühsam fut arrêté en juillet 1919 et condamné pour haute trahison à quinze ans de prison. Il sera amnistié cinq ans plus tard. Parmi les victimes de la révolution de Novembre, citons aussi deux dirigeants de valeur du KPD : Leo Jogisches et Eugen Levine. Gustav Landauer mourra dans la nuit du 9 juillet 1934 au camp de concentration d'Orianenburg, après avoir été torturé.

mars à Berlin, réprimée comme en janvier. Partout les régions insurgées, sans coordination, sans direction, tombent une à une sous les coups des *Freikorps*. A la fin du printemps, la révolution de novembre est liquidée.

Il est nécessaire d'avoir à l'esprit ces événements pour bien comprendre la politique du mouvement révolutionnaire allemand dans les années qui suivirent.

Chaises musicales

L'Allemagne connaît un début de reprise économique ; le chômage commence à baisser mais l'inflation apparaît. Les conseils d'usine périssent et les effectifs des syndicats s'accroissent. Le mouvement socialiste va connaître après l'écrasement des Conseils une période de chaises musicales. Comme souvent après les défaites, vient le temps des recompositions et des scissions.

Le Parti communiste, KPD, reste faiblement implanté – environ 100 000 adhérents. C'est vers l'USPD que les travailleurs affluent, provoquant une radicalisation de ses positions : le Parti socialiste « indépendant » prend position contre le système parlementaire et pour le pouvoir des conseils.

Au congrès de Heidelberg (20-24 octobre 1919) Paul Levi désigna les thèses de l'ultra-gauche comme « *Syndikalist* », ce qui signifie syndicaliste révolutionnaire ou anarcho-syndicaliste en allemand, et se situant hors du cadre du parti. L'ultra-gauche quitta la séance et, bien que majoritaire, fut exclue du parti qui se trouva amputé de plus de la moitié de ses effectifs. Les exclus formeront au mois d'avril 1920 un nouveau parti, le KAPD ³⁷.

Dans certaines régions, comme Hambourg et Berlin, il ne restait pratiquement rien du KPD.

³⁷ Radek était opposé à cette scission, qui risquait de transformer le parti en petite secte, mais Paul Levi ne tint pas compte de son avis. A cette époque, le KPD conservait encore une réelle indépendance par rapport à Moscou. Pour peu de temps...

Pourtant, l'enjeu est considéré comme valant la peine : il s'agit de se débarrasser des éléments « fédéralistes, activistes », de corriger les positions définies lors du congrès de fondation sur le syndicalisme et sur le parlementarisme et d'ouvrir la voie à une fusion avec la majorité de l'USPD. Celle-ci aura lieu, mais elle est précédée d'un congrès qui se tient à Halle à partir du 12 octobre 1920, lors duquel l'USPD adhère à l'Internationale communiste. Zinoviev lui-même assiste au congrès. Une majorité de délégués acceptent les « 21 conditions d'admission à l'Internationale communiste », mais sur 800 000 à un million de membres, seuls 400 000 adhèrent au nouveau parti, le VKPD, tandis que 300 000 restent à l'USPD, parmi lesquels la plupart des députés, permanents et dirigeants syndicaux. Environ 200 000 adhérents cessèrent toute adhésion.

La fusion des deux partis a lieu à Berlin du 4 au 7 décembre 1920, et donne naissance au VKPD – *Vereinigte Kommunistische Partei Deutschlands* (Parti Communiste Unifié d'Allemagne) avec 350 000 adhérents, dont 300 000 viennent de l'USPD. On peut dire dès lors qu'un parti de masse, rompant définitivement avec la social-démocratie, est constitué sur les positions et avec le soutien de l'Internationale communiste.

Il y a désormais trois courants qui vont s'affronter par partis interposés : la social-démocratie, les communistes liés à Moscou et l'ultra-gauche.

1919 Une nouvelle forme d'organisation : les « Unions »

De nombreux travailleurs, qui avaient vu les syndicats maintenir la discipline dans les usines pendant la guerre, considéraient que ceux-ci étaient totalement disqualifiés. Par ailleurs, la fulgurante récupération des Conseils ouvriers par la social-démocratie avait quelque peu tiédi l'enthousiasme envers cette forme d'organisation. Sont alors constituées des organisations d'usine rassemblant les ouvriers les plus combattifs, appelées « Unions » : ce ne sont ni des syndicats, ni des partis, un peu des deux. Elles sont organisées de manière régionale – horizontales diraient les anarcho-syndicalistes – afin de rompre avec le corporatisme des syndicats de métiers et de

branche. Les fondateurs des Unions pensaient qu'elles devaient être le lieu privilégié de rassemblement des forces ouvrières.

Il faut comprendre que dans ces années d'après-guerre, tout ce qui pouvait évoquer le modèle social-démocrate faisait horreur à beaucoup de travailleurs les plus conscients. La social-démocratie était assimilée au soutien à la guerre, et sa participation active à la répression anti-révolutionnaire en 1918 aggravait encore la situation. En outre, les syndicats avaient joué un rôle décisif dans le maintien de la paix sociale pendant le conflit. Les revendications des travailleurs, transmises par des délégués issus des ateliers, étaient soigneusement « filtrées » par l'appareil syndical. Les délégués qui insistaient trop étaient envoyés au front, souvent dans des unités spéciales. Les militants les plus actifs dans les ateliers développèrent une véritable haine de l'appareil syndical, et finirent tout simplement par perdre tout contact avec lui.

Les Unions qui se constituaient voulaient rompre avec le modèle social-démocrate et entendaient constituer une étape supérieure dans le mode d'organisation de la classe ouvrière. Leurs orientations venaient essentiellement des délégués d'usine qui avaient vécu les affrontements de l'après-guerre. Les mouvements sporadiques nés de la nécessité finirent par s'unir. La plupart des militants de ce mouvement étaient nouveaux dans le monde du travail, ils avaient d'abord adhéré au SPD et s'étaient radicalisés pendant la guerre.

Les Unions sont des organisations d'entreprise sur des bases politiques, antiparlementaires, opposées aux syndicats considérés comme contre-révolutionnaires ; elles sont favorables aux conseils ouvriers et à la destruction de l'État capitaliste. Le syndicalisme comme mode d'organisation apparaissait dépassé par les nécessités de l'heure et l'évolution du système capitaliste. Cependant, le recrutement dans ces organismes restait handicapé par les présupposés idéologiques hérités de la social-démocratie : ne pouvaient y adhérer que les ouvriers reconnaissant la dictature du prolétariat. Mais après cinquante ans de social-démocratie, le concept n'avait plus beaucoup de sens, si tant est qu'il en ait jamais eu un. En effet, selon les textes d'Engels auxquels on se réfère, la « dictature du prolétariat » a des significations totalement différentes.

L'expression ne figure dans *aucun des trois ouvrages* de Marx ci-dessous dans lesquels est abordée la forme politique de la domination du prolétariat. Cependant, cette forme politique varie à l'extrême :

– Dans le *Manifeste* (1848), elle signifie une république jacobine et démocratique ;

– Dans le *18 Brumaire de Louis Bonaparte* (1851) et *Les Lutttes de classes en France* (1850), elle signifie une dictature révolutionnaire ultra-centralisée sans représentation populaire ;

– Dans *La Guerre civile*, elle signifie une fédération vaguement libertaire.

Mais il y a pire. En 1891, Engels propose deux définitions totalement contradictoires de ce concept : la Commune de Paris est présentée comme la forme enfin trouvée de la dictature du prolétariat³⁸ et, dans la « Critique du programme d'Erfurt », c'est la république démocratique qui est « la forme spécifique de la dictature du prolétariat » ! On s'y perd.

A un moment où le mouvement ouvrier avait des tâches plus urgentes à accomplir, les intellectuels de l'extrême gauche allemande consacreront beaucoup de temps à tenter de donner à la dictature du prolétariat une signification élargie en récusant la dictature de parti au profit de celle de la classe ouvrière dans son ensemble. Il reste que cette clause a dû détourner des Unions de nombreux militants qui, réticents à adhérer à ce principe, n'en pratiquaient pas moins la lutte des classes sur le terrain. Les Unions, dès le départ, ont créé les conditions de leur maintien dans une position minoritaire.

Encore aujourd'hui, on a du mal à saisir quelle était la fonction des Unions : ni parti, ni syndicat. L'anarcho-syndicalisme, au moins, était clair sur cette question : l'organisation de classe recrutant les travailleurs sur la base de leur rôle dans le processus de production était l'organisation qui assumait l'ensemble des fonctions des partis politiques dans la phase de construction de la société socialiste. Mais les Unions restèrent toujours dans un *no-man's land* ambigu, et cette

38 « Regardez la Commune de Paris. C'était la dictature du prolétariat. »
Préface à *La Guerre civile en France*

ambiguïté sera la cause de leur déclin – si l’anarcho-syndicalisme allemand déclina lui aussi, ce fut pour d’autres raisons.

De fait, il existera longtemps une confusion entre anarcho-syndicalisme et communisme des conseils. En effet, la FAUD et le KAPD se distinguaient peu par leurs pratiques, au point que nombre de sections pensèrent à s’unifier. Ce sont les directions des deux organisations qui s’opposèrent à l’unification. De même, des militants de la FAUD et de l’AAUD tentèrent d’unir leurs organisations : ce fut le cas, pour la FAUD, des militants de la Ruhr. La FAUD et l’AAUD regroupèrent ensemble jusqu’à 500 000 travailleurs allemands à l’apogée de la période révolutionnaire.

La FAUD

La FAUD est généralement présentée comme l’organisation anarcho-syndicaliste allemande. Le propos, pour n’être pas faux, doit être nuancé.

En septembre 1919, les unions ouvrières du Rhin-Westphalie se regroupent avec la FVDG syndicaliste révolutionnaire et la Allgemeine Arbeiter Verband (AAV–Syndicat Général des travailleurs) organisés en syndicats de métiers pour former la Freie Arbeiter Union (FAU) de Rhin-Westphalie. Lors d’un congrès tenu à Berlin en décembre 1919, cent neuf délégués représentant 111 000 adhérents décideront d’étendre le modèle à toute l’Allemagne par la formation de la Freie Arbeiter Union Deutschland (FAUD – Union Libre des Travailleurs d’Allemagne).

Ses principes doctrinaux restent relativement flous. Le bouillonnement de cette période révolutionnaire explique que de nombreux militants sont également adhérents à des partis politiques. Il n’y a pas un cloisonnement très précis, d’autant que les pratiques d’une organisation comme le KAPD ne les distinguent pas toujours de celles des Unions. Le KPD, quant à lui, encore dans sa période « gauchiste », condamne le syndicalisme, ce qui conduit de nombreux communistes qui luttent sur le terrain, dans les entreprises, à adhérer à la FAUD.

Lors de son congrès de 1919, la FAUD se réclame de la charte d’Amiens, qui ne condamne pas les partis politiques mais qui insiste sur l’indépendance du syndicat par rapport aux partis. De nombreux

militants d'organisations politiques peuvent donc rejoindre la FAUD. La position de l'organisation se modifia radicalement après que le KPD fût pris en main par les communistes liés à Moscou et que l'Internationale communiste eût mis en place une politique agressive de conquête des organisations syndicales.

Différents courants coexistaient dans l'organisation. A Düsseldorf existait une tendance dite « antidogmatique » regroupée autour du journal *Die Schöpfung* (La Création) :

« Ce courant critiquait ce qu'elle considérait comme le dogmatisme du bureau confédéral de Berlin, il lui reprochait de considérer l'organisation syndicale plus comme une communauté d'idées que comme une communauté d'intérêt de classe. C'était la voix de l'opposition de la Ruhr, région où la FAUD était très présente et très active voire activiste (...) Beaucoup de communautés, d'entreprises autogérées et d'écoles libres ou modernes de l'époque doivent leur création à son initiative. Elle a œuvré à un rapprochement voire une union avec l'AAUD . »

L'organisation était divisée sur l'opportunité de présenter des listes aux élections syndicales. Les militants de la Ruhr ne partageaient pas l'idée du boycott de ces élections et lorsqu'ils présentèrent des candidats, ils obtinrent 40 % des suffrages, à peine moins que l'ADGB. Si la majorité des syndicats prirent position contre les élections syndicales, il fut cependant décidé de ne pas en faire un motif d'exclusion.

Pendant cette première période de la révolution allemande, la FAUD doit donc être considérée comme syndicaliste révolutionnaire plutôt que comme anarcho-syndicaliste ³⁹.

Gaëtan Le Porho, « Anarcho-syndicalisme et syndicalisme révolutionnaire en Allemagne », *Les Temps Maudits* n°10, juin 2001.

³⁹ La différence entre syndicalisme révolutionnaire et anarcho-syndicalisme peut sembler ténue, mais elle est essentielle. Le syndicalisme révolutionnaire est attaché à l'indépendance syndicale et se fonde sur l'idée d'unité de la classe ouvrière, quelles que soient les appartenances politiques de ses adhérents. Cette idée a parfaitement fonctionné jusqu'à l'introduction, par les bolcheviks, de la pratique jusqu'alors inédite des fractions dont l'objectif était de prendre le contrôle des

Les relations entre la FAUD et les Unions ne furent pas toujours faciles car celles-ci, tout en se proclamant organisations de classe du prolétariat, recrutaient sur la base de principes politiques. La première union qui ne soit pas syndicaliste révolutionnaire s'est constituée fin 1919 à Bremen, l'AAU ; son journal, *Kampfbruf* affirmait que l'organisation n'entendait pas « devenir un nouveau syndicat » et se prononçait « pour la conquête du pouvoir politique ». Les syndicalistes étaient désignés comme « des adversaires de la dictature politique du prolétariat »⁴⁰.

La FAUD rompait avec l'organisation en métiers et regroupait les travailleurs en fédérations d'industrie. L'organisation regroupe désormais tous les travailleurs d'une même entreprise, et les organise par fédérations dont l'activité se concentre sur une industrie déterminée : métallurgie, textile, etc. Cette nouvelle structuration, qui remet en cause les tentations corporatistes, s'adapte mieux au projet anarcho-syndicaliste de reprendre en main le contrôle de la production après l'expropriation des capitalistes.

C'est à son 13^e congrès, en octobre 1921, que la FAUD décida de modifier son appellation en FAUD(AS), c'est-à-dire anarcho-syndicaliste. C'était une réponse aux « 21 conditions d'adhésion à l'Internationale communiste », décidées en juillet 1920. La stratégie du Parti communiste avait totalement modifié la donne ; le principe d'indépendance syndicale n'avait plus de sens face à des militants organisés qui entendaient bien ne pas le respecter. Désormais, le principe qui prévalait était celui de l'autonomie du syndicat *contre* le parti. Cette nouvelle orientation allait provoquer un affaiblissement de la FAUD dans la mesure où nombre de militants adhéraient à des partis communistes, notamment le KPD. Certains d'entre eux, regroupés dans une tendance nommée « FAU de Gelsenkirchen »,

organisations syndicales.

L'anarcho-syndicalisme, tout en ne rejetant pas le principe de l'unité de la classe ouvrière, en vint à développer l'idée que le syndicat était l'unique organisation de la classe ouvrière, en *opposition* aux partis politiques. C'était clairement une réaction de défense contre les tentatives de prise en main des organisations syndicales par les communistes. Là où les anarcho-syndicalistes étaient organisés et majoritaires, comme en Espagne, l'organisation syndicale ne fut pas bolchevisée.

40 Cf. *Kampfbruf*, n° 1, 15 octobre 1919, « Was ist die AAU ? »

défendaient cependant l'idée d'indépendance du syndicat. Le sort ultérieur de cette tendance semble pourtant donner raison à ceux qui impulsèrent l'orientation anarcho-syndicaliste de l'organisation. En effet, les militants de la FAU de Gelsenkirchen quittèrent la FAUD, fusionnèrent avec des syndicats autonomes pour former une nouvelle organisation, l'Union des travailleurs manuels et intellectuels d'Allemagne qui adhéra à l'Internationale syndicale rouge et fut finalement contrainte, en application de la politique du Front unique de l'Internationale communiste, à se dissoudre dès 1925 dans l'ADGB. Il ne fait pas de doute que si la FAUD avait suivi cette voie, elle aurait disparu de la même manière.

En 1922, la FAUD atteint son apogée avec 168 700 adhérents. Elle regroupe 126 syndicats dans les mines, 80 dans la métallurgie, 43 dans le bâtiment, 12 dans les transports. Cinq fédérations d'industrie seront constituées : mines, métallurgie, bâtiment, bois, textile et transports. Trente-deux bourses du travail sont créées. Les divisions provoquées par la politique de l'Internationale communiste, le reflux de la vague révolutionnaire, et surtout la répression font chuter les effectifs à 25 000 en 1925.

« L'État, qui a peur d'un nouvel élan révolutionnaire, profite d'une période de relative accalmie sociale pour durcir ses attaques antiouvrières. Des unions locales de la FAUD seront interdites en Westphalie, à Hanovre, dans le Mecklenburg, la Poméranie et la Saxe⁴¹. »

Dans la vallée de la Ruhr, l'occupant français réprime sauvagement toute lutte sociale. Néanmoins, la FAUD conservera, à la veille de la prise du pouvoir par Hitler, plusieurs milliers de militants et s'en sortira bien mieux que les unionistes et les communistes de conseils qui, après avoir scissionné à tour de bras, se réuniront dans la KAUD en 1931, aux effectifs squelettiques. La FAUD continuera à la fois la lutte pour de meilleurs salaires, de meilleures conditions de vie et contre les assassins nazis.

41 Gaëtan Le Porho, *loc. cit.*

L'AAUD

Les Unions apparurent comme de petits groupes d'usine en marge du mouvement syndical « officiel » dominant. Ces groupes s'étaient créés indépendamment les uns des autres, sans concertation, lorsque les grèves sauvages éclatèrent, comme par exemple la grève des mineurs de la Ruhr en 1919. Des militants de Hambourg et de Bremen tentèrent d'unifier ces organisations.

Le 14 février 1920 se réunit le premier congrès de l'AAUD – Allgemeine Arbeiter-Union (Union Générale des Ouvriers d'Allemagne) –, implantée surtout à Hambourg, à Berlin et en Allemagne centrale. En avril 1920 eut lieu la première conférence pour l'unification des conseils d'usine. Des délégués vinrent de chaque région industrielle d'Allemagne. Malgré une tentative de la police de disperser la réunion, l'organisation se constitua, formula ses principes généraux et se désigna sous le nom de *Allgemeine Arbeiter Union Deutschlands* – AAUD.

Rejet du parlementarisme, opposition aux syndicats et aux conseils de travailleurs légalisés étaient les principaux points du programme de la nouvelle organisation. Chaque structure affiliée à l'Union disposait d'un maximum d'autonomie quant à sa pratique.

L'AAUD est une fédération de comités ouvriers d'orientation conseilliste ; elle vit ses effectifs grandir considérablement : 80 000 en avril 1920, 300 000 à la fin de l'année⁴². Mais ces effectifs restaient malgré tout insignifiants en comparaison de ceux du mouvement syndical officiel contrôlé par la social-démocratie. Henk Canne-Meijer donne une estimation : « ...en 1920, les syndicats d'obédience socialiste regroupaient presque huit millions de cotisants dans 52 associations syndicales ; les syndicats chrétiens avaient plus d'un million d'adhérents ; et les syndicats maison, les jaunes, en réunissaient près de 300 000⁴³. »

Rapidement, l'organisation est parcourue de courants qui s'affrontent : ceux qui sont favorables à l'existence d'un parti

42 L'indication des effectifs des différentes organisations qui se constituent et se défont pendant cette période sont extrêmement variables selon les sources. Les chiffres donnés ici restent donc approximatifs.

43 « Le mouvement des Conseils ouvriers en Allemagne », Henk Canne-Meijer (1938).

ouvrier, ceux qui n'y sont pas, comme Otto Rühle et ses amis. Ce dernier vient d'être exclu du KAPD – qu'il avait pourtant contribué à fonder mais dans lequel il développait l'idée que le parti devait se fondre dans l'Union. En novembre 1920, la tendance du KAPD, issu d'une scission du KPD, l'emporte : l'AAUD reconnaît la nécessité du parti, à la fois comme organe séparé avant la révolution et après la révolution.

Le courant de Rühle scissionne alors de l'AAUD. En octobre 1921, la première conférence de l'AAUD-E (« E » pour « Unitaire »⁴⁴) se réunit. Elle rassemble quelques dizaines de milliers d'ouvriers, mais se décomposera encore plus vite que les autres organisations de la gauche radicale. Les effectifs de l'AAUD s'effondreront après le soulèvement en Allemagne centrale en mars 1921.

En cette période d'intense lutte des classes, l'ultra-gauche était parcourue de débats absolument vitaux :

- Herman Gorter se cantonne dans une vision typiquement social-démocrate de la division du travail entre « politique » et « économique » : le parti – le KAPD en l'occurrence – est l'élite ouvrière tandis que l'Union – l'AAUD – est la masse qui se livre à l'action spontanée... mais *pas à la défense économique*. Curieusement, rien ne le distingue du point de vue social-démocrate, commun à Kautsky et à Lénine, sur la conscience ouvrière et le rôle des intellectuels :

« La plupart des prolétaires sont dans l'ignorance. Ils ont de faibles notions d'économie et de politique, ne savent pas grand-chose des événements nationaux et internationaux, des rapports qui existent entre ces derniers et de l'influence qu'ils exercent sur la révolution. Ils ne peuvent accéder au savoir en raison de leur situation de classe. C'est pourquoi ils ne peuvent agir au moment qui convient. Ils se trompent très souvent⁴⁵. »

44 C'est une constante dans le mouvement ouvrier que, lorsqu'on scissionne, on accole « unitaire » au nom de la nouvelle organisation...

- Otto Rühle pense que le parti est une forme périmée qui se détache de « la classe »⁴⁶ ; il est une institution liée à la révolution bourgeoise, tandis que la conscience est l'auto-production de la classe.

- Quant à Pannekoek, il se demande si la distinction entre partis et Unions est valide, dans la mesure où ces dernières sont dans les faits des sortes de comités de base des partis. Il considère que le prolétariat allemand ne se montre pas à la hauteur de sa mission historique.

- Autre question fondamentale qui était vigoureusement débattue : l'organisation doit-elle précéder l'action ?

- Enfin, Canne-Meijer mentionne que « certains allèrent même jusqu'à fonder des organisations anti-organisations⁴⁷... »

C'est au nom de ces questions que l'on scissionne allégrement, chaque scission provoquant une déperdition importante d'adhérents.

L'ambiguïté quant à la fonction des Unions contribua grandement à leur rapide déclin, mais le sectarisme qui y régnait joua également un rôle déterminant. L'Union devint rapidement un lieu de confrontation de stratégies élaborées par des intellectuels ou par des militants professionnels coupés de la réalité. Elle devint un champ clos dans lequel se regroupaient des militants d'une même tendance lorsque ceux de la tendance opposée avaient été exclus ou étaient partis. C'était une organisation fondée sur des bases idéologiques dans laquelle l'ensemble des travailleurs ne reconnaissaient pas.

45 Cité par Canne-Meijer, « Le mouvement des Conseils ouvriers en Allemagne » (1938).

46 Dans le jargon de l'ultra-gauche, on parle de « la classe » pour désigner la classe ouvrière : « la classe a fait ceci », « la classe doit faire cela », comme si seule la classe ouvrière était une classe sociale digne de ce nom. Mais on n'est jamais bien loin du discours de l'instituteur qui parle de sa « classe. »

47 Canne-Meijer, « Le mouvement des Conseils ouvriers en Allemagne » (1938).

Comment ne pas songer aux *disputatio* scolastiques du Moyen Âge lors desquelles des questions fondamentales étaient soulevées, telles que : « La sueur du cuir chevelu pue-t-elle plus que celle des autres parties du corps ? », « Le corps du Christ ressuscité portait-il des cicatrices ? », ou « Les imbéciles sont-ils encore plus bêtes à la pleine lune ? »

Les militants qui animent les Unions sont persuadés que la révolution est proche, que des millions de prolétaires, désertant les syndicats, vont affluer alors même que plusieurs insurrections ouvrières non coordonnées, mal dirigées, échouent.

L'adhésion massive des travailleurs aux syndicats social-démocrates vient simplement de ce qu'ils s'attachent aux conditions immédiates de vie et qu'ils n'ont aucune ambiguïté quant à leur fonction. Pendant la révolution, les revendications continuent... Alors que les révolutionnaires discutent du meilleur moyen d'exercer la « dictature du prolétariat », ceux qui occupent le terrain, ce sont les social-démocrates, puis les communistes « orthodoxes » liés à l'Internationale communiste, qui ont compris que pour rallier la classe ouvrière, il faut se battre à ses côtés. Canne-Meijer, sans doute le membre le plus lucide de la Gauche communiste, dit que « l'activité de ces organisations fut réduite à la propagande pure et à l'analyse, c'est-à-dire à une activité de groupement politique. Découragés par l'absence de perspectives révolutionnaires, les adhérents quittèrent pour la plupart l'organisation ».

« On se réunissait sur la base du quartier, dans une brasserie, où l'on chantait parfois, à l'allemande, en chœur, avec lenteur, les vieux chants ouvriers d'espoir et de colère. »

L'ambiguïté des fonctions devint telle qu'

« il n'y avait plus grande différence entre le KAPD, l'AAUD et l'AAUD-E. Pratiquement, les membres de l'AU et du KAP se retrouvaient les mêmes à des réunions nominalement différentes et ceux de l'AAUD-E étaient membres d'un groupe politique, même s'ils lui donnaient un autre nom ⁴⁸ »

Lorsque le 24 décembre 1931, l'AAUD et le KAPD fusionneront pour constituer l'Union générale des travailleurs d'Allemagne (KAU – Kommunistische Arbeiter Union), celle-ci regroupera tout au plus 400 membres (quatre cents).

48 Canne-Meijer, *loc. cit.*

Précisons que, pendant ce temps, le nazisme s'étend et qu'il n'en est guère question dans les débats de la Gauche communiste ⁴⁹... On en vient à se demander si, plus tard, le rejet de l'anti-fascisme par la Gauche communiste ne sera pas, en grande partie, la théorisation, après coup, de son incapacité à avoir perçu la montée de ce phénomène. Car la victoire du nazisme n'était pas inéluctable, et un événement, peu à l'honneur des révolutionnaires, le prouve.

Le putsch de Kapp

Au début de 1920 la réaction reprend du poil de la bête. Dans les milieux de l'état-major, chez les corps-francs, chez les hobereaux de l'Est, dans la bureaucratie de l'État prussien un mouvement se constitue afin d'en finir avec la république et le mouvement ouvrier. Un groupe de Freikorps tente d'investir Berlin. Le putsch éclate le 13 mars 1920. Une brigade de 6 000 corps francs commandée par Kapp marche sur Berlin. En 24 heures, le gouvernement est balayé et s'enfuit. Wolfgang Kapp, élu au Reichstag en 1917 dans l'idée de remettre l'empereur au pouvoir, forme un gouvernement provisoire.

Les histoires revues et corrigées divergent sur ce qui se passa ensuite. Les tenants des diverses orthodoxies marxistes expliquent que la classe ouvrière a victorieusement fait échec au coup d'État d'extrême droite, ce qui est exact, mais ils évacuent un point important. En effet, c'est sera un vieux bureaucrate syndical blanchi sous le harnais qui sera l'artisan de la contre-offensive ouvrière. Karl Legien est le type même du bonze syndical réformiste, inspirateur de la droite social-démocrate. Il avait combattu Bebel, Liebknecht et Rosa Luxembourg. Pendant la guerre, il avait été le chef de file des

49 La pauvreté des analyses de la Gauche communiste – y compris celles de la Gauche communiste italienne – sur le fascisme tranche avec la qualité de celles produites par les libertaires italiens.

Cf. Luigi Fabbri, *La controrivoluzione preventiva*, Collana « V. Vallera », Pistoia 1975 Editore Licinio Cappelli.

Luigi Fabbri, *Dictature et révolution*, Éditions du Monde libertaire, 1986.

Gaetano Manfredonia, *La lutte humaine. Luigi Fabbri, le mouvement anarchiste italien et la lutte contre le fascisme*, Éditions du Monde libertaire, 1994.

Camillo Berneri, *Œuvres choisies*, Éditions du Monde libertaire, 1988.

social-patriotes, l'initiateur de la chasse aux révolutionnaires dans le parti.

Le 17 mars, Legien lance le mot d'ordre de grève générale, constitue un Comité central de grève auquel il convie toutes les organisations ouvrières, Parti communiste compris. Alors que les ministres et dirigeants social-démocrates s'enfuient, Legien reste à Berlin, passe dans la clandestinité pour diriger une extraordinaire grève générale : *toute vie, toute activité* sont arrêtées tant que Kapp reste au pouvoir. Les troupes ne sont pas ravitaillées, il n'y a plus de moyens de transport, les chefs militaires ont ni téléphone ni moyens de communication.

Le prolétariat allemand suit la grève avec enthousiasme. Mais c'est aussi un désaveu cinglant pour les révolutionnaires. Paul Levi était à ce moment-là en prison ; la direction du KPD se réunit et, sous l'influence de la tendance de gauche dirigée par Thalheimer, lance une proclamation, le 14 mars : le Parti communiste demande aux travailleurs de ne « pas lever le petit doigt pour la défense de la république », c'est-à-dire le gouvernement social-démocrate. En outre, le KPD s'oppose à la grève générale à laquelle l'organisation syndicale social-démocrate appelle.

Rappelons que pour l'instant, le KPD est entre les mains de l'extrême gauche communiste, dont l'une des caractéristiques est son incapacité à percevoir la différence entre régime politique et rapports de production. Quel que soit le régime politique – démocratie parlementaire ou dictature militaire (puis plus tard fascisme) –, les rapports de production restent capitalistes, aussi n'est-il pas nécessaire de prendre position. Le Parti communiste italien bordiguiste réagira de la même manière en 1922 devant la montée du fascisme dont les bandes armées ne sont que l'une des manières par lesquelles le capital assure sa domination (ce qui sous-entend implicitement qu'on ne doit pas se défendre contre la domination du capital)... La direction du parti ira jusqu'à interdire aux militants de participer aux groupes d'autodéfense ouvrière.

Le 16 mars 1920 paraît dans les *Isvestzia* un curieux article de Karl Radek : il soutient le putsch de Kapp, dont la victoire pourrait favoriser la Russie : la France serait ainsi amenée à inciter la Pologne

à se retourner contre l'Allemagne plutôt que contre la Russie soviétique. Ce qui n'empêchera pas Radek, un peu plus tard, de condamner le putsch.

C'est que les travailleurs allemands ne tinrent aucun compte des directives du Parti communiste et répondirent par une grève générale massive. Voyant cela, le KPD change son fusil d'épaule et appelle, le 26 mars, à la grève générale et à la constitution d'une république des conseils dans lequel il agirait comme une « opposition loyale ». Mais entre-temps, le SPD et l'ADGB, la centrale syndicale, avaient abandonné l'idée devant le refus des dirigeants de l'USPD de « négocier avec des traîtres à la classe ouvrière » – entendre : le Parti communiste. Ce qui permit au SPD de continuer à désarmer les travailleurs.

En quatre jours, Kapp démissionne, car la grève générale relance l'agitation ouvrière qui risque de tourner en révolution ! En quatre jours, un bonze syndical réussit à rassembler suffisamment de forces pour casser un coup d'État d'extrême droite !

Après l'échec du coup d'État de Kapp, les ouvriers de la Ruhr refusent de déposer les armes et tentent un soulèvement populaire. A l'initiative en particulier de la FAUD, ils avaient commencé à collectiviser l'économie, comme les transports du Mühlheim ou les entreprises de tissage Mühlheim et Hamborn. Mais alors que les syndicats de la FAUD de Berlin et de Thuringe avaient cessé le combat après l'échec de la tentative de Kapp, ceux de la Rhénanie et de la Ruhr voulaient continuer le combat, prolongeant la grève par l'insurrection armée :

« Entre 50 000 et 80 000 militants, dont la moitié étaient des anarcho-syndicalistes, créèrent la "Rote Ruhr-Armee" (L'Armée rouge de la Ruhr). L'insurrection armée fut écrasée début avril 1920 par la Wehrmacht et les corps francs réactionnaires, faisant des milliers de morts. Ce fut une catastrophe pour l'anarcho-syndicalisme allemand. Les effectifs baissent jusqu'à 25 000 membres en 1925 puis 4000 à 5000 en 1932. La FAUD a perdu sa capacité à déclencher et conduire des grèves de masse⁵⁰. »

50 Lou Marin, « L'anarchisme de langue allemande des origines à nos jours », CIRA.

Les militants de la FAUD n'étaient pas opposés par principe à la violence mais préconisaient la grève générale plutôt que la lutte armée. Ils avaient compris que la réaction disposait de plus de moyens matériels que le prolétariat sur ce terrain-là. La grève générale, elle, permettait d'immobiliser les forces de l'État. Selon Lou Marin, les postes de commandement de l'Armée rouge de la Ruhr ont subi des modifications importantes. Si les conseils des milices étaient au début partagés entre les socialistes indépendants, les anarcho-syndicalistes et les unionistes, à la fin ils étaient tenus pas les gauchistes qui ne voulaient à aucun prix négocier une trêve qui aurait pu éviter un bain de sang.

Le mouvement révolutionnaire dans son ensemble se trouva considérablement affaibli. L'écrasement de l'Armée rouge de la Ruhr provoqua la fuite de milliers de militants. Il provoqua également un raidissement des positions de la FAUD : à son congrès de Düsseldorf, en 1921, celle-ci décida de mettre fin à la double appartenance entre la FAUD et d'autres organisations.

Dix ans plus tard, les divisions du mouvement révolutionnaire et ses erreurs politiques, comme le rapprochement du Parti communiste avec les nazis, auront achevé de déconsidérer ce dernier et auront liquidé toute capacité d'intervention du prolétariat allemand, qui, effectivement, se révélera totalement impuissant à empêcher Hitler d'accéder au pouvoir. L'exemple de la grève générale de 1920 fournit sans doute une explication de l'opposition de la Gauche communiste à l'antifascisme : cela lui rappelle trop son impuissance.

Le KAPD

La fondation du KAPD, les 4-5 avril 1920, est directement liée à aux événements du mois de mars précédent. C'est une scission du Parti communiste allemand⁵¹ et qui s'oppose à l'action parlementaire. Les conditions difficiles dans lesquelles le congrès se tient – répression, restrictions de déplacement, etc. – empêchent de nombreux militants de venir. Une déclaration générale de principe est

51 Pour mémoire : 20-24 octobre 1919 : la direction du KPD exclut les « gauchistes » du parti.

adoptée et la tâche de rédiger un programme est confiée à la direction du nouveau parti. Un programme préliminaire sera publié pendant l'été 1920. On pense que les auteurs du texte sont Herman Gorter et Karl Schroeder. La fondation réelle du parti date de son premier congrès ordinaire, les 1-4 août 1920. La question qui dominait les débats était « Nation et lutte des classes », qui opposait la direction de l'organisation et le groupe dit « national-bolchevik » dirigé par Lauffenberg et Wolffheim, implanté à Hambourg ⁵².

Trois courants contradictoires se confrontent :

- Une majorité anti-syndicale, anti-parlementaire implantée à Brême et Berlin, avec Herman Gorter notamment ;
- Un courant conseilliste, anti-parti qui, avec Otto Rühle, préconise de dissoudre l'organisation dans les Unions ;
- Un courant « national-bolchevik » autour de Lauffenberg et Wolffheim, implanté à Hambourg.

Le nouveau parti est un rassemblement hétéroclite qui se définit plutôt négativement – par ce à qui il s'oppose – que positivement.

Les désaccords ne permirent pas au congrès de dégager un programme, seul un brouillon fut rédigé. Une nouvelle commission fut mise sur pied. Curieusement, la question du programme ne fut pas reprise lors des congrès suivants de l'organisation... La situation politique évoluait très rapidement et il y avait des sujets plus urgents à traiter : une opposition intérieure menée par Rühle et Pfemfert ; la question de l'Internationale communiste. Remettre la question du programme sur le tapis aurait alimenté de nouvelles dissensions.

Le brouillon de mai 1920 servit donc de programme.

Une vague d'exclusions va rapidement réduire les effectifs du parti : Wolffheim et Lauffenberg d'abord, puis Otto Rühle. Ce dernier fit

⁵² En 1919, Un courant national-bolchévique se développe à Hambourg en 1919 animé par deux dirigeants communistes : Heinrich Lauffenberg, président du conseil de travailleurs et de soldats de Hambourg en novembre 1918) et Friedrich Wolffheim, ancien syndicaliste aux États-Unis puis à Hambourg. Ils animent cette tendance au sein de l'Internationale communiste. Ils sont exclus 1919 du KPD en octobre et adhèrent au KAPD, qui sera membre de l'Internationale jusqu'en 1922. Le KAPD exclura à son tour les nationaux-bolchéviques.

partie de la délégation du KAPD au 2^e congrès de l'Internationale communiste mais, ayant acquis la conviction que le Parti communiste russe était devenu « le tremplin pour l'apparition d'une nouvelle bourgeoisie soviétique » et que « les ouvriers russes sont encore plus asservis, opprimés, exploités que les ouvriers allemands », il refuse de participer aux sessions de l'Internationale, ce qui est une idiotie politique car il se privait de la possibilité d'entrer en relation avec d'autres organisations oppositionnelles présentes au congrès – dont la CNT. Lui et son courant seront exclus du KAPD.

C'est à ce moment-là que Lénine publie son pamphlet : *Le gauchisme, maladie infantile du communisme*, dans lequel il insiste sur la nécessité de participer aux élections, d'entrer dans les syndicats ; d'« user même – en cas de nécessité – de tous les stratagèmes, de toutes les astuces, recourir aux expédients, taire, celer la vérité, à seule fin de pénétrer dans les syndicats, d'y rester et d'y mener coûte que coûte l'action communiste ». Une telle politique allait totalement à l'encontre des positions de l'ultra-gauche allemande. Le texte de Lénine a été remis aux deux délégués du KAPD

Gorter répond par sa célèbre « Lettre ouverte au camarade Lénine ». Il va s'efforcer de montrer à Lénine qu'il ne comprend rien à la situation de l'Allemagne en particulier, à celle de l'Europe en général, et que cela le disqualifie comme dirigeant de la révolution européenne. Gorter souligne la

« très grande différence qui existe en (...) entre la Russie d'une part (avec quelques pays de l'Europe orientale), et, de l'autre, l'Europe de l'ouest, (c'est à dire l'Allemagne, la France, l'Angleterre, la Belgique, la Hollande, la Suisse et les Pays Scandinaves, peut-être même l'Italie).). Et pourtant, à mon avis, la base matérielle des divergences d'appréciation qui vous séparent de ce qu'on appelle la Gauche en Europe occidentale, en ce qui concerne la tactique dans les questions syndicale et parlementaire, est justement la différence que présentent sur ce point la Russie et l'Europe de l'ouest. »

Bien entendu, Lénine ne saurait ignorer cette différence. Mais, dit Gorter à son interlocuteur, « vous n'en avez pas tiré les conclusions pour la tactique en Europe occidentale (...). Vous avez laissé ces conclusions hors de considération, et, à cause de cela, votre jugement sur la tactique en Europe occidentale est faux. »

La spécificité du mouvement ouvrier de l'Europe occidentale est son nombre, il constitue une masse organisée. C'est pourquoi il se caractérise par « l'importance supérieure de la masse et la moindre importance relative des chefs ». En outre, le système capitaliste y est beaucoup plus fort, il dispose d'une puissance inégalée. Gorter rappelle que

« ...la société et l'État moderne ouest-européens (et américains) forment un grand tout structural jusque dans ses branches et ses rameaux les plus éloignés, et qui est dominé, mis en mouvement et réglé entièrement par le capital financier ; que la société est ici un corps organisé, organisé suivant le mode capitaliste, mais organisé quand même ; que le capital financier est le sang de ce corps, qui coule dans tous les membres et les nourrit ; que ce corps est une unité organique et que toutes ses parties doivent à cette unité leur extrême vitalité, de sorte. que toutes lui restent attachées jusqu'à la mort réelle. »

Face à cette puissance, le prolétariat est seul. « Cette puissance, cette souplesse, ce soutien mutuel de toutes les classes, sont capables de subsister longtemps encore lorsque la révolution aura éclaté. » En somme, Gorter rappelle à son interlocuteur que les sociétés capitalistes occidentales sont des ensembles intégrés, puissants et complexes, ce que n'était pas la société russe en déliquescence dans laquelle les bolcheviks ont pris le pouvoir. Il en résulte, avertit Gorter, que « si vous ne changez pas cette tactique, vous ne pourrez pas conduire la révolution ouest-européenne ». Il faut en conclure « que ni vous, ni l'exécutif de Moscou n'êtes en état de mener la révolution ouest-européenne et, par conséquent la révolution mondiale, si vous persistez dans cette tactique. »

Au fond, les deux hommes sont d'accord sur le constat : l'heure n'est pas à la révolution. Pour Lénine, elle est passée ; pour Gorter

elle n'est pas encore venue. Ce que propose Gorter est de construire le parti, mais pour cela il lui faut se replier sur lui-même pour qu'il puisse créer le « noyau initial d'un mouvement qui prétend à la conquête du monde ». C'est là une attitude qui se répercutera dans les positions de toute l'ultra-gauche dans les décennies qui suivront. C'est une surestimation idéaliste du rôle de l'élaboration théorique du parti. Il faut, dit-il encore, créer « un noyau aussi résistant que l'acier, aussi pur que le cristal » :

« Si nous autres en Europe de l'ouest, partis communistes d'Angleterre, de France, de Belgique, de Hollande, des Pays Scandinaves, de l'Italie, etc., et même Parti communiste-ouvrier d'Allemagne, nous avons le devoir de nous renfermer pour un temps encore dans le petit nombre, ce n'est pas parce que nous éprouvons pour cette situation une prédilection particulière, mais parce que nous devons en passer par là pour devenir forts. »

Gorter rappelle à Lénine que son propre parti a été au début « une petite chose de rien du tout ». Du fait même qu'il était petit, il « s'est gardé pur pendant un temps assez long. C'est à cette condition, à cette seule condition qu'il est devenu puissant. C'est ce que nous voulons faire aussi. » L'implicite de ce discours est que plus on est petit, plus on est « pur », et plus on le reste longtemps. Du point de vue de Lénine, ce gars-là devait être timbré. Le parti bolchevik avait à peine 15 000 adhérents au début de la révolution mais il s'est accru considérablement ensuite parce qu'il était extrêmement actif auprès des masses ouvrières, et aussi parce qu'il avait un chef dont le génie tactique était incontestable. Lénine n'a jamais considéré que son parti avait vocation à rester petit.

Le pamphlet anti-gauchiste de Lénine a été remis à deux délégués du KAPD au II^e congrès de l'IC à Moscou en juillet 1920. En novembre, l'Internationale communiste met le KAPD en demeure de s'intégrer dans le KPD. Une délégation du parti se rend alors à Moscou, avec Gorter, Schröder et Rasch. Le voyage confirme Gorter dans son idée que Lénine ne considère que le point de vue russe.

En juin 1921, au III^e congrès de l'IC, Zinoviev fait savoir qu'il ne saurait y avoir deux partis communistes dans le même pays. Le

comité central du KAPD décide alors, à la fin juillet, de couper les ponts avec l'Internationale communiste et de créer une nouvelle Internationale, ce qui provoque les railleries de Trotsky :

« Le Congrès a mis à son ordre du jour la question du KAPD dans toute son acuité en demandant à cette organisation de convoquer, dans un délai de trois mois, un Congrès et de s'unir avec le Parti Communiste Unifié, ou bien de se placer définitivement en dehors de l'Internationale Communiste. Il y a tout lieu de croire que le KAPD, tel qu'il est représenté par ses chefs actuels, aventuriers et anarchistes, ne se soumettra pas à la décision de l'Internationale et, se trouvant ainsi en dehors d'elle, essaiera, probablement, avec d'autres éléments "extrémistes de gauche", de former une IV^e Internationale ⁵³. »

Une telle perspective semble plonger Trotsky dans une franche hilarité : « Toujours est-il que leur nombre n'est pas extraordinaire et c'est le péril de devenir très nombreuse qui menacerait le moins la Quatrième Internationale, si par hasard elle était fondée. »

L'ironie de l'histoire est que Trotsky fondera effectivement une « IV^e Internationale » à la veille de la seconde guerre, dont les effectifs ne seront pas plus « extraordinaires » que ceux de la KAI dont il s'était moqué...

La nouvelle internationale fut créée en septembre 1921 à partir d'une scission du KAPD, déjà considérablement affaibli et dont la décomposition est largement entamée. Contre l'avis du groupe de Berlin, qui considérait l'initiative prématurée, ceux d'Essen, avec Gorter, fondèrent la KAI – *Kommunistische Arbeiter-Internationale* (Internationale communiste ouvrière) avec des individus ou des débris d'organisations sans aucune influence sur la réalité des événements : Sylvia Pankhurst du Communist Workers Party de Grande Bretagne, le Parti communiste ouvrier de Hollande, le Groupe de la Gauche Communiste Révolutionnaire de Russie, le Groupe Communiste ouvrier de Russie, quelques éléments de la

53 La Nouvelle Étape. – Rapport sur la crise économique mondiale et les nouvelles tâches de l'IC II. – Une école de stratégie révolutionnaire. 19 août 1921.

Gauche communiste en Belgique et du Parti communiste ouvrier de Bulgarie.

La KAI resta une organisation sur le papier. Elle disparut au milieu des années vingt.

« L'erreur de Gorter et de ses partisans de proclamer artificiellement la KAI, alors que subsistaient dans l'IC des fractions de gauche qui auraient pu être regroupées au sein d'un même courant communiste de gauche international, a été très lourde pour le mouvement révolutionnaire. Au lieu d'une nouvelle Internationale, alors que subsistait encore une vie révolutionnaire dans la III^e Internationale dégénéréscente, c'est un regroupement des fractions communistes de gauche et en dehors de l'IC qui apparaissait à l'ordre du jour. Seul un tel regroupement aurait permis de mener jusqu'au bout le combat dans l'IC ⁵⁴. »

P. Bourrinet ne semble cependant pas entièrement convaincu que la présence d'une gauche révolutionnaire au sein de l'IC, où des fractions de gauche « subsistaient encore », selon ses propres termes, aurait pu être maintenue longtemps. De même, le fait qu'un tel regroupement eût permis de mener le combat « jusqu'au bout » ne peut guère être compris comme ayant pu être mené avec succès. C'est sans doute le raisonnement que Gorter a suivi. Se doutait-il que peu de monde le suivrait ? Cette question ne devait pas être à ses yeux essentielle.

Ce qui restait du KAPD, le groupe de Berlin, survit encore quelque temps. Puis, en mars 1922, deux groupes rivaux, plus révolutionnaire l'un que l'autre, s'affrontent une dernière fois : celui de Berlin et celui d'Essen, se réclamant tous deux du KAPD.

Au moment de sa fondation, les effectifs du KAPD varient selon les sources de 30 à 40 000. En deux ans, il ne reste rien. Ce fut le prix qu'il paya pour son rejet du principe de réalité et le refus d'intervenir dans les luttes économiques – dans la lutte des classes, en somme.

⁵⁴ Philippe Bourrinet, *op. cit.* p. 152.

Le programme du KAPD

Le programme du KAPD (mai 1920) est un surprenant mélange de constats pragmatiques et d'affirmations dogmatiques. Le caractère novateur – pour l'Allemagne – de l'organisation d'entreprise par opposition à l'organisation en métiers apparaît clairement dans ce programme : « l'organisation d'entreprise (...) fait surface comme quelque chose qui n'a jamais eu ne serait-ce qu'un équivalent, mais là n'est pas la nouveauté. » « ... elle est la forme d'expression d'une révolution sociale qui tend à la société sans classes. C'est une organisation de lutte prolétarienne pure. »

« Le prolétariat ne peut pas être organisé pour le renversement sans merci de la vieille société s'il est déchiré en métiers, à l'écart de son terrain de lutte; pour cela il faut que la lutte soit menée dans l'entreprise. C'est là que l'on est l'un à côté de l'autre comme camarades de classe, c'est là que tous sont forcés d'être égaux en droit. C'est là que la masse est le moteur de la production et qu'elle est poussée sans arrêt à pénétrer son secret et à le diriger elle-même⁵⁵. »

Les révolutionnaires allemands semblent découvrir que la lutte des classes se situe dans les entreprises. Les syndicalistes français de la même époque auraient l'impression que leurs camarades allemands avaient inventé l'eau chaude. Pourtant, si la nécessité de constituer l'organisation ouvrière dans les entreprises relève d'une approche pragmatique, les raisons invoquées sont parfaitement dogmatiques. Là où un syndicaliste révolutionnaire français, espagnol ou italien de la même époque dirait : « C'est pour organiser aujourd'hui les travailleurs dans la lutte contre le patronat, pour conquérir des acquis améliorant leurs conditions de vie ; pour prendre en charge demain l'organisation de la société », les révolutionnaires allemands disent : « C'est pour instaurer la dictature du prolétariat. » La condition nécessaire pour adhérer au KAPD est clairement énoncée : « Peut devenir membre de l'organisation d'entreprise tout ouvrier qui se déclare pour la dictature du prolétariat. »

55 Programme du KAPD : <http://www.left-dis.nl/f/kapd1920f.htm>

C'est à une classe ouvrière mythique que les révolutionnaires allemands semblent avoir à faire : « la révolutionnarisation de la conscience se fait dans un tumulte permanent, d'homme à homme, de masse à masse » ; « Tout est orienté vers l'intérêt de classe suprême ». L'organisation d'entreprise est parée de toutes les vertus : « Aucun doute bien sûr que dans cette lutte, l'organisation d'entreprise trouvera face à elle toutes les formations bourgeoises, ses ennemis acharnés. » La forme de l'organisation semble contenir en elle-même des vertus révolutionnaires, en dehors de tout contexte.

Les conseils et les organisations d'entreprise sont apparus « sous la pression de la nécessité historique » (ce qui, en jargon marxiste, signifie que personne n'y est pour rien, autrement dit spontanément...), ils se sont constitués « logiquement » dans un contexte de « lutte révolutionnaire », « dans le cadre d'une situation révolutionnaire déterminée ». Mais la nécessité historique, comme le vent, tourne ; les contextes évoluent. Or le programme du KAPD n'envisage pas ces changements, il est tout entier fondé sur le présupposé que le contexte est révolutionnaire et qu'il en sera *toujours* ainsi. Ce qui n'est précisément pas le cas – les bolcheviks russes, eux, l'avaient parfaitement compris. Il en résulte que le nouveau parti ne prévoit rien qui soit adapté à une telle situation : que faire lorsque la situation n'est plus révolutionnaire ? On ne sait pas. Le parti se cantonne à l'attitude « tout ou rien ». Il se maintient dans une position « maximaliste », qu'il revendique :

« Conformément à ses vues maximalistes, le KAPD se déclare également pour le rejet de toutes les méthodes de lutte réformistes et opportunistes, dans lesquelles il ne voit qu'une manière d'esquiver les luttes sérieuses et décisives avec la classe bourgeoise ⁵⁶. »

Que se passe-t-il lorsque les conditions qui autorisent l'attitude « maximaliste » ne sont plus remplies ? On ne sait pas. On fait semblant qu'elles sont remplies en permanence, ou alors on se replie sur soi, comme le suggère Gorter. Il n'y a donc pas de lutte partielle, pas d'acquis temporaires, intermédiaires. La défense des intérêts

⁵⁶ Programme du KAPD.

immédiats des travailleurs est qualifiée de lutte réformiste et opportuniste. Curieusement, le parti affirme ne « pas esquiver ces luttes, au contraire, il les provoque », sans préciser pour quoi faire.

L'attaque féroce du KAPD contre les syndicats, contre la bureaucratie syndicale (« Le premier but, c'est de détruire les syndicats ») est une attaque contre les pratiques du modèle social-démocrate de syndicalisme que le mouvement ouvrier allemand a connues depuis sa fondation. Les syndicats « forment le principal rempart contre le développement ultérieur de la révolution prolétarienne en Allemagne ». Ils sont « l'un des principaux piliers de l'Etat capitaliste ». Le premier but du KAPD est de « détruire les syndicats, la totalité de leurs bases et l'ensemble des idées non prolétariennes qui sont concentrées en eux. »

Les accusations d'« anarchisme » portées par Lénine contre le KAPD sont-elles justifiées ? Il est évident que sous sa plume elles ont une intention polémique, car fondamentalement, le modèle d'organisation proposé par le KAPD reste d'essence social-démocrate :

- Il ne remet pas en cause la division du travail syndicat-parti (pour les social-démocrates) ou organisation d'entreprise-parti (pour le KAPD) : « L'organisation politique a comme tâche de rassembler les éléments avancés de la classe ouvrière sur la base du programme du parti » – l'idée de subordination de l'organisation d'entreprise au parti était tempérée par la nécessité affirmée que « le parti lui aussi prenne un caractère toujours plus prolétarien » (il ne l'était donc pas ?) et qu'il faut empêcher la « dictature de quelques chefs de parti et de leur clique ». Il n'en fallait pas plus pour que le KAPD soit qualifié d'« anarchiste » par Lénine.

- Il n'affirme pas l'identité de nature entre l'activité interne à l'entreprise et l'activité externe, qui est au fondement de l'anarcho-syndicalisme. Lorsque Gorter écrit en 1921: « Dans les usines le prolétaire signifie quelque chose. Là il est combattant parce qu'ouvrier. Là il peut se manifester comme homme libre (..) Là, parce que la révolution vient des usines, il peut combattre en armes,

avec les armes »⁵⁷, il énonce une vérité avec laquelle les anarcho-syndicalistes sont évidemment d'accord, mais l'implicite de sa déclaration est qu'en dehors de l'usine le prolétaire n'est rien – ce qui est tout à fait contraire au point de vue anarcho-syndicaliste. Ce que confirme Otto Rühle : « Le travailleur est prolétaire au sens marxiste, seulement dans la production, dans son rôle de travailleur salarié. » A l'extérieur de l'usine, « il vit, habite, pense, agit et se sent comme un petit bourgeois », écrit Rühle⁵⁸.

Or l'anarcho-syndicalisme est par définition un mouvement qui lie totalement l'action « verticale », industrielle des travailleurs (entreprise, branche d'industrie etc.) et leur action « horizontale », géographique (lieu d'habitation, région etc.), ce que ne semble pas faire l'ultra-gauche allemande, qui souvent confond conseils d'usine et soviets, alors que ces derniers furent en réalité des structures « horizontales », interprofessionnelles dirait-on, sur le modèle des bourses du travail françaises. Cette synthèse verticale/horizontale se retrouve dans la constitution de la CGT en 1895, qui fut la réunion de la fédération des syndicats et des bourses du travail. C'est le même modèle qui prévalut en Espagne.

Illusions sur la Russie

Complètement isolée dans l'Internationale communiste, la Gauche communiste, dont les militants sont traités d'anarchistes par les dirigeants russes, s'imagine encore pouvoir sauver la révolution russe en détachant la III^e Internationale de l'emprise des bolcheviks. L'anarchiste Eric Mühsam, qui avait été exclu du VKPD, proposa de former un front des exclus, à quoi Pannekoek répondit par un refus catégorique. La Gauche communiste *refusait toute alliance avec les anarchistes* et entendait continuer de soutenir les bolcheviks, même si elle était exclue de l'Internationale communiste.

⁵⁷ Herman Gorter, cité dans Philippe Bourrinet, *La Gauche communiste hollandaise*, p. 115, note 2.

⁵⁸ Rühle, cité dans « Le KAPD et le mouvement prolétarien », *Invariance*, série II, n°1, 1971.

« Vous voulez former une ligue de tous les groupes révolutionnaires exclus par Moscou. Nous n'en voulons pas parce qu'une telle ligue deviendrait d'elle-même l'ennemi déclaré de Moscou. Nous nous sentons, en dépit de l'exclusion de notre tendance par le congrès de Moscou, pleinement solidaires des bolcheviks russes... Nous restons solidaires non seulement du prolétariat russe mais aussi de ses chefs bolcheviks, bien, que nous devons critiquer de la façon la plus vive leur conduite au sein du communisme international ⁵⁹. »

La gauche hollandaise fut la première à être exclue, suivie par les bulgares et les allemands. Jusqu'en 1920, les théoriciens hollandais pensent que la révolution russe s'oriente vers le communisme, après quoi font une évaluation critique. En bon marxiste, l'obsession de Gorter est la paysannerie comme facteur de contre-révolution. Après l'écrasement de Kronstadt, il pense que la révolution russe est devenue « dans une petite part, prolétarienne-communiste, pour la plus grosse part, démocratique-paysanne ».

Pour Gorter, les bolcheviks en 1920 sont profondément révolutionnaires, simplement ils se trompent en voulant « accélérer la révolution générale européenne ». Pannekoek, au contraire, pense que les bolcheviks ont un rôle conservateur, dans la mesure où ils s'identifient à l'État russe, ce qui risque de les pousser à privilégier le socialisme en Russie à la révolution mondiale. Les communistes de gauche italiens parviendront aux mêmes conclusions peu après. En Allemagne, le KAPD devait consacrer un congrès à la question russe et rédigea une brochure, *Le gouvernement soviétique et la III^e Internationale à la remorque de la bourgeoisie internationale* (juillet 1921). Cette brochure servit de base à tout le courant communiste de gauche. La révolution russe est définie comme une révolution double : à la fois bourgeoise et prolétarienne, idée partagée par Lénine. Dans les campagnes, elle supprimait le féodalisme pour introduire le capitalisme, dans les villes elle supprimait le capitalisme. C'est donc un compromis entre deux révolutions.

⁵⁹ Pannekoek, *Die Aktion*, n° 11-12, 19 mars 1921, cité par Philippe Bourrinet, *La gauche hollandaise*, CCI, p. 146.

Le KAPD comptait notamment sur l'Opposition ouvrière pour qu'elle scissionne et crée un autre parti ouvrier. Quant à la III^e Internationale, elle « est perdue pour la révolution mondiale prolétarienne. Elle se trouve comme la deuxième Internationale aux mains de la bourgeoisie ». Les différentes sections de l'Internationale n'étaient que « des groupes auxiliaires politiques dans la main du gouvernement bourgeois soviétique ». « La Russie soviétique prolétarienne de l'Octobre rouge commence à se transformer en État bourgeois » dit la brochure du KAPD : « Le prolétariat russe s'est dessaisi de son État. » En conséquence, la Russie soviétique est devenue « un point d'appui de la contre-révolution internationale ⁶⁰. »

Liquider les « gauchistes »

Les communistes allemands sont minoritaires et ne sont pas en mesure de prendre le pouvoir. La vague révolutionnaire est tombée. Si en Russie les bolcheviks avaient été au début de la révolution très minoritaires, les communistes n'avaient pas vocation à le rester. Lénine s'irritait des vantardises du communiste italien Terracini, qui prenait exemple sur les bolcheviks pour excuser la petite taille du parti en Italie.

Les communistes allemands liés à l'Internationale communiste vont donc s'atteler à la tâche de construire un parti de masse capable de conquérir le pouvoir, mais pour cela il va leur falloir liquider les « gauchistes », qui trouveront un allié de taille en la personne de... Zinoviev, président de l'Internationale communiste elle-même... Ce dernier, ainsi que Boukharine, partisans de la révolution à outrance, enverront contre l'avis de Lénine et de Trotsky les prolétaires allemands au casse-pipe et seront responsables d'une catastrophe dont le mouvement ouvrier allemand ne se relèvera pas.

Au début de janvier 1921, une réunion unitaire des métallos de Stuttgart lance un appel aux centrales syndicales pour qu'elles organisent la lutte pour des revendications importantes : baisse des prix, hausse des allocations chômage, baisse des impôts sur les salaires et imposition sur les grosses fortunes, contrôle ouvrier du

60 Cité par Philippe Bourrinet, *op. cit.*

ravitaillement, désarmement des bandes armées proto-fascistes. Le VKPD reprend cet appel à son compte. Il envoie le 7 janvier une « Lettre ouverte » aux syndicats, au SPD et à la FAUD, au KAPD et à l'USPD, proposant « à l'ensemble des partis socialistes et des organisations syndicales, de mener des actions communes pour imposer les revendications politiques et économiques les plus urgentes de la classe ouvrière ». C'est littéralement l'inauguration de la stratégie de « front unique ouvrier » qui sera adoptée plus tard par l'Internationale communiste.

Il s'agit en fait d'une tentative pour attirer des pans entiers du parti social-démocrate. On oublie le passé : « Le VKPD veut mettre de côté le souvenir de la responsabilité sanglante des dirigeants sociaux-démocrates majoritaires. Il veut mettre de côté le souvenir des services rendus par la bureaucratie syndicale aux capitalistes pendant la guerre et au cours de la révolution ⁶¹. » Mais en même temps, la « Lettre ouverte » menace : « Si les partis et syndicats auxquels nous nous adressons devaient se refuser à entamer la lutte, le Parti communiste allemand unifié s'estimerait alors contraint de la mener seul, et il est convaincu que les masses le suivraient. » L'éditorial de Rote Fahne du 20 mars annonce : « Qui n'est pas avec moi est contre moi. »

Le programme d'action commune des communistes revendiquait des pensions plus élevées pour les vétérans, l'élimination du chômage, l'amélioration des finances du pays aux dépens des monopoles, le contrôle ouvrier sur l'approvisionnement en nourriture, les matières premières et le carburant, la réouverture des entreprises fermées, la création de conseils de paysans pour contrôler l'agriculture, le désarmement des milices bourgeoises, l'amnistie pour les prisonniers politiques, le rétablissement des relations diplomatiques et commerciales avec la Russie soviétique.

Les « gauchistes » du parti allemand, et ceux du parti russe tels que Zinoviev et Boukharine, condamnent cette « Lettre ouverte », qualifiée d'opportuniste.

Aucun parti ni centrale syndicale ne répondit à cette proposition d'action commune. Mais cet échec même portera tout de même ses fruits : l'idée était lancée d'une action unitaire sur des revendications

61 « *Offener Brief* » [Lettre ouverte], *Die Rote Fahne*, 8 janvier 1921.

concrètes, transitoires, sans qu'il y ait le préalable de l'adoption d'un programme. Le VKPD augmenta largement son audience, notamment auprès des militants de base du SPD. Des assemblées ouvrières se tinrent dans tous les secteurs et adoptèrent les termes de la lettre ouverte. De nombreux responsables syndicaux, mis « au pied du mur » par ces initiatives, furent contraints, pour ne pas risquer de perdre toute audience, de soutenir des grèves.

L'« Action de mars »

En Allemagne centrale eut lieu au même moment que les événements de Kronstadt une tentative d'insurrection ouvrière qui échoua lamentablement.

Le II^e congrès de l'Internationale communiste s'était tenu pendant l'été 1920. Un tournant décisif avait été pris. Furent adoptées les 21 conditions exigées des partis qui demandaient leur admission. Parmi celles-ci, il y avait l'obligation de travailler au sein des syndicats pour tenter d'en prendre le contrôle, et la participation aux élections parlementaires.

En décembre 1920, le Parti communiste allemand (KPD) et l'USPD (socialistes « indépendants ») s'étaient unifiés et avaient fondé le VKPD – « V » pour *Vereinigte*, « uni ». Le nouveau parti comptait alors 500 000 membres et obtint, lors des élections au Landtag de Prusse en février 1921, 30 % des suffrages.

Le gouverneur de la province de Halle-Mersebourg, la seule région où le KPD était majoritaire, annonça son intention de faire occuper par la police les districts industriels afin d'y rétablir l'autorité gouvernementale. Les mineurs, qui avaient déjà expulsé des mines une police privée, virent là une provocation. Le KPD décida de lancer un mot d'ordre de grève générale et de l'étendre au reste du pays. La presse locale du parti appela à la grève générale.

Le 18 mars, *Die Rote Fahne* appelle à la lutte armée, sans préciser les objectifs. Le mouvement est peu suivi, les manifestations rassemblent des effectifs réduits en dehors des docks de Hambourg et des ouvriers du district de Mansfeld.

Les premiers affrontements se produisent le 23 mars et les usines chimiques Leuna, à Bitterfeld, centre de l'action, proclament la grève générale. *Les combats tournent* à la catastrophe. Le 24 mars, le KAPD et le KPD lancent un appel commun à la grève générale dans toute l'Allemagne, qui sera peu suivi : 300 000 grévistes.

Le KAPD suit le mouvement et pousse à l'insurrection. L'affrontement a quand même lieu, une usine occupée est bombardée, 34 ouvriers sont tués et 1 500 sont faits prisonniers. Un groupe de 2 000 partisans encerclés se battent pendant dix jours. Le bilan général est lourd : une centaine de tués, des milliers de prisonniers et de condamnations à la forteresse.

Il n'y a aucune action coordonnée pour résister à la répression de l'État. Les ouvriers armés sont mal préparés, mal dirigés. Les usines Leuna sont prises d'assaut par les troupes gouvernementales, sans provoquer de réaction dans les autres villes.

Le VKPD, qui avait 350 000 adhérents, perd 200 000 membres en quelques semaines ; les effectifs du KAPD, en revanche, beaucoup plus réduits (38 000 membres) restent stables.

Aveugle quant aux conséquences de l'échec, la direction du KAPD écrit que l'« Action de mars » est « le début, le premier épisode des luttes décisives pour le pouvoir ». Les fautifs désignés lors du comité central du parti les 7 et 8 avril : les militants locaux du parti qui ont manqué de discipline, la défaillance de l'organisation militaire. Or les responsables locaux du KAPD, Utzelmann et Prenzlau, estimaient que toute tentative de soulèvement en Allemagne centrale était vouée à l'échec.

Le 1^{er} avril, le KPD annula ses mots d'ordre.

Ce fut un désastre pour le KPD qui avait lancé le mouvement sans analyser la situation, sans tenir compte du rapport des forces et sans objectif clair. Le SPD publia dans *Vorwärts* des documents du KPD saisis par la police prussienne. Il apparut que Hugo Eberlein, un dirigeant du parti, avait organisé une série de provocations en Allemagne centrale afin de susciter la mobilisation des travailleurs : dirigeants ouvriers kidnappés, attentats, etc. Le Parti communiste alla jusqu'à obliger des travailleurs à sortir de leurs usines à la pointe du canon.

Le KAPD avait adressé aux ouvriers allemands la proclamation suivante : « Avec fusils et couteaux, avec les poings et les dents, mettez-vous à l'œuvre. Le sort en est jeté ! » L'insurrection avait échoué, les masses prolétariennes ne s'étant pas ralliées à ces mots d'ordre guerriers. C'est que les social-démocrates au pouvoir avaient déjà féroceement réprimé les Spartakistes quelques années plus tôt avec des armes autrement plus efficaces que des couteaux et des dents.

Si la conception qu'avait le KAPD de l'action révolutionnaire était à la hauteur de ses mots d'ordre, il n'est pas surprenant que les travailleurs allemands se soient montrés peu enthousiastes.

Ces initiatives avaient été soutenues par l'Internationale communiste, qui avait envoyé Bela Kun en Allemagne pour « conseiller » le Parti communiste. Le représentant du Komintern encouragea le parti allemand à adopter la « théorie de l'offensive permanente ».

La communiste Ruth Fischer, dirigeante du KPD, affirma que les communistes russes avaient voulu, en lançant l'offensive de mars 1921, détourner l'attention des problèmes internes de la Russie soviétique. En effet, au moment même où se déroulaient ces événements en Allemagne centrale, les bolcheviks liquidèrent l'insurrection de Kronstadt et avaient fort à faire en Ukraine avec l'armée insurrectionnelle anarchiste de Nestor Makhno. Cette hypothèse est contredite par la réelle fureur de Lénine contre les erreurs de Bela Kun et ce qu'il appelait ses... « kunneries ».

Une autre hypothèse peut être avancée. C'est Zinoviev, président du Komintern, qui avait envoyé Bela Kun en Allemagne. Mais Zinoviev était également le « patron » du parti bolchevik de Petrograd, où se trouvait la forteresse de Kronstadt en ébullition. On peut donc légitimement se demander si l'« Action de mars » ne fut pas déclenchée pour occulter les responsabilités de Zinoviev dans le déclenchement de l'insurrection de Kronstadt.

Il ne fait pas de doute cependant que les prolétaires allemands massacrés en mars 1921 avaient fait les frais des dissensions internes

du parti bolchevik. En effet, deux positions s'affrontaient ; celle de Zinoviev qui contrôlait le Komintern, et celle de Lénine-Trotsky. Le premier préconisait la politique de l'offensive à tout prix : l'idée était que l'action elle-même créait les conditions de la victoire. Les seconds, estimant que les chances d'une révolution victorieuse étaient passées, pensaient que la prise du pouvoir n'était plus à l'ordre du jour et qu'il fallait conquérir le soutien des masses. Ils avaient fini par comprendre qu'en Allemagne, comme dans les autres pays occidentaux, le mouvement ouvrier n'était vierge ni politiquement ni syndicalement, comme il l'avait été en Russie, que l'influence des partis politiques et des syndicats y était ancienne et profonde et que c'était là un constat qui ne pouvait pas être évité. De fait, pendant l'« Action de mars », les communistes n'avaient pas été partout bien accueillis : lorsqu'ils ne se heurtaient pas à de la simple indifférence, les agitateurs communistes étaient parfois expulsés *manu militari* par les travailleurs, comme dans les usines Krupp.

Menant le combat contre le courant Zinoviev, Lénine et Trotsky ne réussirent à imposer leurs vues qu'au troisième congrès de l'Internationale communiste.

Conclusion sur mars 1921

Six mois plus tard, au quatrième congrès de l'Internationale communiste, c'est le mot d'ordre de gouvernement ouvrier qui vient s'inscrire dans l'armement politique de l'Internationale comme « conséquence inévitable de toute la tactique du front unique » (Résolution sur la tactique), et particulièrement dans les pays où le pouvoir bourgeois est instable.

Les événements de mars 1921 vont précipiter la coupure entre la Gauche communiste et l'Internationale communiste. A ce sujet, Otto Rühle écrivit :

« Des centaines des plus nobles combattants tombés, des milliers jetés au pénitencier ou en prison pour des milliers d'années : n'est-ce pas ce que la bourgeoisie allemande pouvait souhaiter de mieux... L'avant-garde du prolétariat, avec l'aide de

la centrale du VKPD, a été “légalement” anéantie !... La révolution en Allemagne est perdue pour longtemps ⁶². »

L'écrasement de Kronstadt et celui de l'« Action de mars » interviennent le même jour : 18 mars 1921. On peut s'interroger sur la volonté qu'avaient réellement les bolcheviks russes de voir se développer en Allemagne une révolution prolétarienne victorieuse qui leur aurait ôté la vedette. Ils ont soutenu, voire poussé les travailleurs allemands à l'insurrection alors qu'au même moment ils cherchaient à nouer des alliances avec les différents États du monde capitaliste.

Karl Radek, qui était à Berlin à la fin de 1918, fut arrêté par les autorités allemandes à la suite de la rupture des relations diplomatiques entre la Russie et l'Allemagne. Peu à peu, il se rend compte que la révolution allemande est terminée. Le régime bolchevik doit donc reconsidérer la nature de ses relations avec ce pays et en revenir à une diplomatie « classique », pragmatique. La Russie soviétique et l'Allemagne se trouvent, pour des raisons différentes, exclues de ce qu'on appelle aujourd'hui la « communauté internationale », et doivent se soutenir mutuellement. En prison, Radek reçoit de hauts dignitaires politiques, économiques et militaires. Ainsi naît la collaboration germano-soviétique, à peine deux mois après l'« Action de mars », qui aboutira à la signature de traités de commerce en 1921 et au traité de Rapallo en 1922. On apprendra en 1926 que les usines russes fournissaient des armements au gouvernement allemand, en application de clauses secrètes des accords de 1921-1922.

Le 16 mars 1921, un accord commercial est signé avec la Grande-Bretagne. Dès août 1920, les soviétiques avaient envoyé 400 kilos d'or à Mustapha Kemal, et des armes. En janvier 1921, les autorités turques écrasèrent le mouvement paysan... soutenu par l'Internationale communiste, et firent exécuter toute la direction du Parti communiste turc, qui avait été formée par les Spartakistes allemands. Le 16 mars 1921, un accord est signé entre la Russie des soviets et la Turquie. Radek, emprisonné en Allemagne, servait d'intermédiaire avec les gouvernements capitalistes. Dès l'automne

62 Philippe Bourrinet, *La Gauche communiste hollandaise*, p. 135 note 4.

de 1919, des contacts furent pris avec la Reichswehr, l'armée allemande, et ses généraux, ainsi qu'avec le millionnaire Rathenau, afin d'envisager une alliance militaire et économique entre l'Allemagne et la Russie⁶³. Lorsque la Russie attaqua la Pologne en 1920, l'Allemagne empêcha le transit de munitions alliées en direction de la Pologne. En 1926, une brochure du KAPD révéla que la Russie n'avait cessé, depuis 1922, de fournir des armes à la Reichswehr, l'armée allemande, ce qui est contradictoire avec le fait que les prolétaires allemands puissent faire la révolution en Allemagne, mais logique si on veut *empêcher* cette révolution⁶⁴...

L'échec de l'insurrection de mars 1921 sera suivi, chez les stratèges révolutionnaires, de vives polémiques au sein de la gauche communiste, chacun se rejetant la faute.

Un dirigeant du KPD, Paul Levi⁶⁵, désapprouvait totalement la voie dans laquelle le parti s'était engagé. Il était en particulier très réticent à l'égard de conditions que l'Internationale communiste imposait aux partis adhérents. Rosa Luxembourg s'opposait à la fondation d'une

63 Évoquant dans ses Mémoires la période de son emprisonnement en Allemagne entre février 1919 et janvier 1920, Radek disait que c'était un « salon politique ».

Radek était arrivé illégalement en Allemagne le 24 décembre 1918 peu après la proclamation de la République et participe, en tant que représentant du parti bolchevik, à la fondation du parti communiste allemand. Rosa Luxembourg l'appelait « le commissaire au bolchevisme ».

64 Le traité de Versailles interdisant à l'Allemagne de se réarmer et de posséder des armements lourds, la Reichswehr s'entraînait clandestinement sur le territoire de la Russie.

65 Levi avait fait partie de la gauche zimmerwaldienne et avait rencontré Lénine en Suisse. Leader de la Ligue spartakiste en 1918 opposé à Liebknecht. Après l'échec de la révolution spartakiste, il entreprit, dans le parti, de lutter contre l'ultra-gauche. Il éloigna le parti de la politique de révolution immédiate et travailla à rallier les ouvriers du SPD et de l'USPD. Ses efforts furent récompensés car une partie importante des membres de l'USPD rallièrent le Parti communiste, c'est-à-dire KPD. Il démissionna de la direction du parti au début de 1921. Il fut exclu pour avoir critiqué publiquement le politique du parti dans les événements de mars 1921. Il fonda la *Kommunistische Arbeitsgemeinschaft* qui intégra le SPD en 1922. Il mourut en 1930 après être tombé de sa fenêtre, dans des circonstances non élucidées, selon certaines sources, après s'être suicidé selon d'autres.

Internationale communiste parce qu'elle deviendrait une « boutique russe » alors qu'aucun parti de masse n'existait en dehors de la Russie. Les « 21 conditions d'adhésion à l'Internationale communiste » imposaient aux partis candidats une stricte discipline qui les subordonnait de fait au Parti communiste russe. La 9^e condition imposait en particulier la constitution de fractions communistes dans les syndicats et les associations regroupant des ouvriers afin d'en prendre le contrôle :

« Tout Parti désireux d'appartenir à l'Internationale Communiste doit poursuivre une propagande persévérante et systématique au sein des syndicats, coopératives et autres organisations des masses ouvrières. Des noyaux communistes doivent être formés, dont le travail opiniâtre et constant conquerra les syndicats au communisme. Leur devoir sera de révéler à tout instant la trahison des social-patriotes et les hésitations du "centre". Ces noyaux communistes doivent être complètement subordonnés à l'ensemble du Parti. »

Mais c'est surtout sa critique de l'« Action de mars », et la manière dont il la formula, qui lui valut les foudres de Lénine. Il publia le 12 avril un pamphlet, *Unser Weg : Wider den Putschismus*, dans lequel il exposa ses vues et s'en prit aux envoyés de l'Internationale communiste. Dans une lettre à Lénine, il rapporte l'intervention de Rakosi, l'envoyé de Moscou : « Le VKPD comptait aujourd'hui 50 000 adhérents et, avec cela, on pouvait dresser 1 500 000 prolétaires, ce qui suffisait pour renverser le gouvernement. Il était donc pour engager immédiatement le combat avec le mot d'ordre de renversement du gouvernement ⁶⁶. » Dans cette lettre, Levi montre que ce sont bien les « directives du camarade envoyé de Moscou » qui fournirent l'orientation du parti lors d'une séance du comité central du KPD du 17 mars 1921.

Paul Levi dénonça l'« Action de mars » comme « le plus grand putsch bakouniniste de l'histoire », ce qui est une contre-vérité manifeste. Bakounine a effectivement participé à trois insurrections populaires. Militaire de formation, il avait prévenu à chaque fois les

66 P. Levi, *Lettre à Lénine*, 27 mars 1921.

insurgés que le rapport des forces était défavorable. N'ayant pu les empêcher, il y participa malgré tout. Cela lui valut d'ailleurs huit ans de forteresse. Si l'accusation de putschisme formulée par Levi était justifiée, il avait tort de mêler Bakounine à cette histoire. Il lui suffisait de rappeler les circonstances du coup d'Etat bolchevik en octobre 1917.

L'exécutif de l'Internationale communiste avait poussé à une insurrection qui avait définitivement brisé la révolution allemande.

Paul Levi s'était rendu coupable d'un crime capital : il avait publié sa brochure sans la soumettre au parti. Lénine était d'accord sur le fond avec Levi mais, il ne pouvait désavouer ouvertement Radek ; l'indiscipline de Levi méritait une sanction.

L'Internationale communiste semblait approuver la politique d'« offensive révolutionnaire ». Le KPD avait publié une brochure dans laquelle, tirant les leçons de l'« Action de mars », il encourageait ce type d'initiatives. Le 14 avril 1921, le comité exécutif de l'Internationale communiste annonce son soutien à la direction du KPD : « Vous avez bien agi. (...) Préparez-vous à de nouveaux combats. » (*Die Rote Fahne*, 14 avril 1921)

Paul Levi est exclu le lendemain ⁶⁷.

Les événements de mars 1921 donnent une assez bonne idée de la vision stratégique et tactique de la gauche révolutionnaire allemande et situe leur compétence à donner des leçons aux libertaires espagnols, vingt ans plus tard. En effet, avec de tels mots d'ordre et de telles conceptions, l'insurrection prolétarienne de juillet 36 contre le coup d'État de Franco n'aurait jamais eu lieu, Franco aurait tranquillement pris le pouvoir. On ne peut pas *complètement* évacuer la faillite du mouvement ouvrier allemand et des organisations qui s'en réclamaient à empêcher la montée du nazisme, avec les conséquences en chaîne que cela provoqua, en particulier en Espagne. Quelles qu'aient pu être les lacunes du mouvement anarcho-syndicaliste espagnol, Franco n'a pas pris le pouvoir

67 L'exclusion de Paul Levi n'est qu'un élément parmi d'autres dans la stratégie de contrôle du parti allemand par l'Internationale communiste. Levi s'opposait à la politique du Komintern menée par Radek et à la subordination du parti communiste allemand.

facilement et le prolétariat organisé a combattu les armes à la main pendant trois ans. Cela n'a jamais été le cas en Allemagne, et ce n'est pas *seulement* la faute des social-démocrates.

L'Internationale communiste

L'Internationale communiste s'était constituée en mars 1919, en pleine guerre civile. Le régime avait désespérément besoin de soutien. Les rares partis communistes qui existaient hors de Russie étaient insignifiants. En revanche, il existait en Espagne, en Italie, au Portugal, en Allemagne, en France, aux Pays-bas, en Suède, en Angleterre et dans les deux Amériques des organisations syndicales révolutionnaires, ainsi que de forts courants oppositionnels dans les syndicats réformistes. Aussi les bolcheviks étaient-ils particulièrement soucieux de rallier les syndicalistes révolutionnaires à leur projet. Pour Lénine et Trotsky, le syndicalisme révolutionnaire était une sorte de bolchevisme embryonnaire, inachevé⁶⁸. En outre, les militants les plus connus de ce mouvement disposaient d'une audience incontestable auprès des travailleurs.

A partir du II^e congrès (juillet 1920), mais surtout du III^e (juillet 1921), la situation change : la guerre civile est terminée mais l'économie russe est dans un état catastrophique : des grèves éclatent qu'il faut réprimer ; les marins de Kronstadt se soulèvent ; la famine frappe le pays pendant l'hiver 1920-1921, au point que la moitié de la population moscovite quitte la ville ou meurt ; les révoltes paysannes se multiplient. Et surtout, la direction du parti bolchevik réalise que la vague révolutionnaire en Europe est retombée, que les partis communistes restent presque confidentiels face aux vastes organisations réformistes ou social-démocrates.

68 « Il y a une certaine difficulté psychologique à franchir le seuil d'un parti après une longue action révolutionnaire en dehors d'un parti, mais c'est reculer devant la forme au plus grand dommage de la chose. Car, je l'affirme, tout votre travail antérieur n'a été qu'une préparation à la fondation du parti communiste, à la révolution prolétarienne. Le syndicalisme révolutionnaire d'avant-guerre était l'embryon du parti communiste. Retourner à l'embryon serait une monstrueuse régression. Au contraire, la participation active à la formation d'un parti communiste véritable suppose la continuation et le développement des meilleures traditions du syndicalisme français. » (Lettre de Léon Trotsky à Pierre Monatte, 13 juillet 1921.)

L'Internationale communiste « invente » alors la stratégie de Front unique et exige des partis communistes qu'ils gagnent les masses prolétariennes : il faut qu'ils s'allient avec les organisations réformistes pour engager un travail commun de défense des travailleurs. L'Internationale communiste exige que les partis communistes pénètrent dans les organisations syndicales pour en prendre le contrôle. Il est également exigé des partis communistes qu'ils s'engagent dans la voie électorale. Les révolutionnaires allemands auront du mal à accepter cette politique car il s'agit à leurs yeux d'un retour aux pratiques de la social-démocratie, qu'ils ont catégoriquement rejetées.

La constitution de l'Internationale communiste, en pleine guerre civile en Russie, n'avait tout d'abord rassemblé que peu de partis, et surtout des partis très faibles. Quelques organisations syndicales étaient venues aux congrès, dont la CNT espagnole et l'USI italienne, se réclamant toutes deux du syndicalisme révolutionnaire. Il était rapidement apparu que ces organisations ne se plieraient pas inconditionnellement aux exigences des communistes russes et qu'elles entendaient conserver leur autonomie.

Le KPD et a III^e Internationale

Les positions exposées par le programme du KAPD sur les syndicats vont à l'encontre des orientations de l'Internationale communiste, qui stipulent que les révolutionnaires doivent travailler dans les syndicats. La publication de *La maladie infantile du communisme* avait donné le ton. A II^e congrès, les délégués du KAPD, au contraire de leurs camarades italiens, n'avaient même pas cherché à défendre leurs positions.

Le troisième congrès de l'Internationale est dominé par le conflit entre la gauche (Zinoviev, Boukharine, le KPD) et la droite (Lénine, Trotsky) ; il est aussi marqué par les attaques ouvertes contre ceux qui sont qualifiés de « sectaires » : alors que le communisme allemand (entendre : celui qui est sur les positions de l'Internationale communiste) « grâce à la tactique de l'IC (travail révolutionnaire dans les syndicats, lettres ouvertes, etc.) est devenu un grand parti

révolutionnaire de masse », « les groupes communistes sectaires (tels que le KAPD, etc.) n'ont pas été capables d'obtenir le moindre succès », ce qui est d'ailleurs exact.

Au III^e congrès, le KAPD s'exprime, mais ne se fait pas entendre. Ses positions sur la nécessité d'un « parti-noyau ultra-formé » sont rejetées. Ce qui est à l'ordre du jour, c'est la constitution de partis de masse. La stratégie du « Front unique », qui est une politique adaptée au reflux de la révolution, est en train de se mettre en place. Mais le Parti communiste « orthodoxe » se voit lui aussi reprocher de pas encore avoir « su suivre avec logique la voie qu'il a prise par sa “lettre ouverte”, la voie sur laquelle s'opposent les intérêts pratiques du prolétariat à la politique traîtresse des partis social-démocrates et de la bureaucratie syndicale »⁶⁹.

Lénine écrit à Zinoviev qu'il est vital de gagner la majorité de la classe ouvrière : « Tous ceux qui n'ont pas compris que la tactique de la “lettre ouverte” était obligatoire doivent être exclus de l'Internationale dans un délai maximum d'un mois après le congrès⁷⁰. » Il ajoute que c'était une erreur d'admettre le KAPD dans l'Internationale et qu'il fallait corriger cette erreur.

Pour sauver les apparences, on déclara que l'« Action de mars » fut imposée au VKPD par l'attaque du gouvernement contre le prolétariat d'Allemagne centrale et que le parti avait agi comme « le parti du prolétariat révolutionnaire d'Allemagne »⁷¹. La gauche du KPD ne se satisfaisait pas de cette formulation et voulait présenter l'« Action de mars » comme exemplaire.

Trotsky déclara que le capitalisme était dans une phase de stabilisation pour dix ans – thèse qui fut accueillie par de vives critiques du KPD. Une commission fut désignée pour rédiger un texte qui prévoyait la fin du capitalisme dans un délai plus rapproché, afin de pouvoir dire que la situation était encore « objectivement » révolutionnaire. En somme, c'était une décision de congrès qui décidait de l'état dans lequel se trouvait le capitalisme, ce n'était pas l'état dans lequel se trouvait ledit capitalisme qui déterminait les

69 *Thèses sur la tactique*, III^e congrès de l'IC.

70 Cité par Pierre Broué, *Révolution en Allemagne*.

71 « La tactique du Komintern ».

orientations du congrès... C'était fournir des armes à l'extrême gauche et remettre en cause la politique de « front unique ».

Cependant, après le VII^e congrès du KPD, une nouvelle direction met en place la politique de front uni proposée par Levi – maintenant exclu – et se tourne vers les dirigeants du SPD et du SGDB dans une tentative de se rapprocher de la classe ouvrière. Il s'agissait de réaliser le maximum d'unité des travailleurs en vue de lutter pour des objectifs immédiats. Les communistes sont censés révéler aux travailleurs des autres organisations leur propre supériorité et l'incompétence des autres dirigeants ouvriers. On insiste sur la nécessité de conquérir une influence majoritaire dans la classe ouvrière et d'engager la lutte pour les revendications transitoires.

Lénine adressa au VII^e congrès du parti allemand une lettre surprenante (14 août 1921) dans laquelle il appelle les communistes allemands à « continuer inlassablement à conquérir la majorité des masses ouvrières tant dans les syndicats qu'en dehors ; édifier patiemment un Parti communiste fort et intelligent, susceptible de diriger effectivement les masses... » Il appelle ensuite à combattre « les “gauches”, ou les “K-a-pistes” » ; les « éléments semi-anarchistes » : « Bien entendu, les éléments semi-anarchistes ne peuvent et ne doivent être tolérés que dans une certaine mesure. En Allemagne, nous les avons tolérés très longtemps. Le III^e congrès de l'Internationale communiste leur a fixé un ultimatum mentionnant un délai précis. »

Sur les dix pages de la lettre ⁷², quatre sont consacrées à attaquer Paul Levi, dont Lénine dit pourtant qu'il partage les analyses. « Ici, je dois expliquer aux camarades allemands les raisons pour lesquelles j'ai si longtemps défendu Paul Levi au III^e congrès » (de l'Internationale)... « C'est que Levi *a au fond raison* sur bien des points dans sa critique de l'action de 1921 en Allemagne »... A l'examen de l'argumentaire de Lénine, on comprend que sa critique vise d'abord à ménager l'extrême gauche du parti allemand, auquel ledit Levi s'est opposé. Levi a qualifié l'« Action de mars » de « putsch » ? Il a tort, dit Lénine. L'autre raison de l'attaque contre lui est qu'il a violé la discipline. Il a « perdu la tête ». Enfin, Levi porte sur l'Internationale un regard critique ; il ose affirmer qu'il

72 Œuvres complètes, Moscou, tome 32.

examinera ses décisions « en toute liberté », qu'il « examine le fond des décisions du congrès ». On comprend dès lors qu'une telle indépendance d'esprit n'a pas sa place dans l'Internationale communiste, ni dans le Parti communiste allemand.

Le départ de Paul Levi fut suivi peu après de celui de nombreux militants de premier plan, notamment des dirigeants syndicaux : Richard Muller et Paul Wegmann, leaders des délégués révolutionnaires de 1919 ; Paul Neumann, Heinrich Malzahn et Fritz Winguth (du syndicat de la métallurgie). L'élimination de Levi prélu à celle de la plupart des vieux Spartakistes. Quiconque était encore capable d'avoir un jugement indépendant était éjecté ; restèrent ceux qui savaient se plier aux changements d'orientations décidées à Moscou.

Les divisions internes et le fractionnement du mouvement révolutionnaire allemand, amplifiés par les scissions permanentes, son incapacité à organiser les masses sur des objectifs crédibles, mais aussi le handicap que constituait le poids encore écrasant de la social-démocratie dans le mouvement ouvrier ont conduit à la formation d'un parti qui finira par se soumettre totalement aux impératifs de la politique internationale de Moscou.

Pendant ce temps, la bourgeoisie allemande ne reste pas inactive et tente d'annuler les acquis de la révolution de 1918. Le Parti communiste semble être la seule organisation en mesure de prendre des initiatives. Des structures unitaires, rassemblant les différentes organisations, s'étaient constituées, telles que comités de contrôle des prix et les conseils d'usine. Le Parti communiste tente de centraliser ces structures. Il réunit un congrès national des comités de contrôle des prix à la fin de 1922. Un bureau permanent est élu, présidé par un communiste.

Le gouvernement interdit la grève après que les cheminots aient cessé le travail en février 1922 pour protester contre les licenciements et l'allongement de la durée de travail. Le Parti communiste riposte en proposant à tous les partis et syndicats qu'ils engagent une action unitaire, mais il se heurte à un refus. Le syndicat qui avait lancé la grève s'adresse à son tour aux syndicats et partis ouvriers pour qu'ils s'unissent contre le gouvernement et pour qu'ils

constituent un gouvernement ouvrier. Nouveau refus. Le travail reprend dans les chemins de fer.

Cet échec apparent va une fois de plus aggraver le fossé entre la gauche parlementaire et le mouvement ouvrier, et renforcer le prestige du Parti communiste.

En mars 1922, les métallos se mettent à leur tour en grève pour protester contre le passage de la semaine de travail de quarante-six à quarante-huit heures. Le KPD est seul à soutenir cette grève en organisant la solidarité financière, en convoquant des meetings et en cherchant à élargir le mouvement dans l'unité. Cette attitude conduit à une augmentation spectaculaire de l'influence des communistes dans le mouvement syndical.

En juin, un ministre juif du gouvernement, Rathenau, est assassiné par l'extrême droite. Le KPD propose aux organisations ouvrières un ensemble de mesures pour lutter contre la réaction. Le parti social-démocrate et l'ADGB, la grande centrale syndicale réformiste, acceptent, sous la pression des travailleurs, de rencontrer le KPD. Des manifestations rassemblant des millions de personnes sont organisées le 27 juin mais les social-démocrates et les bureaucrates syndicaux rejettent les propositions des communistes d'un combat contre l'extrême droite sur le terrain de la classe ouvrière, c'est-à-dire dans les usines et dans la rue. Ils constituent en contrepartie un « front républicain » qui aboutira au vote d'une loi de « défense de la république » que l'État sera chargé de faire appliquer... Le KPD vote contre cette loi, mais dans cette affaire il est resté fluctuant, n'osant pas rompre l'unité apparente du mouvement, ce qui fournira à l'extrême gauche l'occasion de dénoncer l'opportunisme des communistes. L'extrême gauche organisera à Berlin une « action exemplaire », l'attaque d'une réunion d'extrême droite qui fera un mort et cinquante blessés dans ses rangs et qui fournira le prétexte à une répression policière.

A la fin de l'année 1922, le KPD a sensiblement renforcé ses effectifs. Pourtant, c'est très mal armé qu'il va devoir affronter la terrible année 1923.

1922 Berlin, fondation de l'AIT

Les syndicalistes révolutionnaires et les anarcho-syndicalistes français, ainsi que les anarchistes, avaient soutenu d'enthousiasme la révolution russe. Pour de nombreux militants syndicalistes, les soviets apparaissaient comme d'adaptation à la Russie des bourses du travail⁷³. Le caractère particulier pris par la révolution à ses débuts, ainsi que l'éloignement, firent que beaucoup de militants étaient convaincus que les bolcheviks étaient des bakouniniens⁷⁴. L'illusion ne dura cependant pas longtemps. Une coupure profonde apparaîtra dans le courant syndicaliste révolutionnaire français entre ceux qui, comme Pierre Monatte, continueront de soutenir le régime instauré par les bolcheviks et ceux qui, comme Pierre Besnard, refuseront de le cautionner.

Le soutien des organisations syndicales était pour le parti bolchevik un enjeu vital car celui-ci, considérant que le cycle révolutionnaire était clos, avait développé la stratégie de « front unique » ; il tentait de convaincre les communistes de pénétrer dans les grandes centrales syndicales pour en prendre le contrôle et d'engager l'action légale dans les parlements – un point de désaccord essentiel avec la majorité des syndicalistes révolutionnaires, mais aussi avec les marxistes révolutionnaires allemands.

La plupart des organisations anarcho-syndicalistes et syndicalistes révolutionnaires envoyèrent des délégués aux premiers congrès de l'IC mais, peu disposées à se soumettre aux partis politiques dans leurs pays respectifs, elles ne l'étaient pas plus dans un cadre international. Certaines organisations syndicales finirent par être « bolchevisées », comme la CGT française, d'autres sauront résister, comme la CNT espagnole.

Il fut alors décidé de constituer, à côté de l'Internationale des partis politiques, une Internationale des syndicats, l'Internationale syndicale rouge (ISR), à laquelle il serait accordé une relative autonomie. Pour accréditer cette illusion, les bolcheviks mettront à sa direction, côté russe, des militants qui ne sont pas trop « marqués »

⁷³ Cf. Annie Kriegel, *Aux origines du communisme français. Contribution à l'histoire du mouvement ouvrier français*, Flammarion, 1969.

⁷⁴ Ce fait m'a été révélé par des militants qui ont vécu cette période, notamment Gaston Leval.

de l'estampille bolchevik, comme Lozowsky ⁷⁵ ; et côté international des militants syndicalistes connus : Rosmer, Tom Mann, Nin, parmi les plus connus. L'ISR sera créée les 3-19 juillet 1921, à la veille du III^e congrès de l'Internationale communiste.

Une Confédération internationale des syndicats « réformistes » avait été constituée en 1919 à Amsterdam, dont Léon Jouhaux était vice-président. Une internationale social-démocrate fut créée à Vienne en 1921. Dès 1913, les délégués d'organisations syndicalistes-révolutionnaires de presque tous les pays européens et d'autres pays s'étaient réunis à Londres afin de créer une nouvelle Internationale ouvrière dans l'esprit de l'Association internationale de travailleurs de 1864. La CGT française ne participa pas à cette initiative.

En ce début des années 1920, la question de l'adhésion des syndicalistes révolutionnaires à une internationale restait donc posée. En effet, l'expérience de plusieurs congrès de l'ISR ne les avait pas convaincus de l'utilité de rester dans cette organisation. Des tentatives de noyautage par des groupes pro-bolcheviks avaient été déjouées par la CNT espagnole et l'USI italienne. Pourtant, le mouvement syndicaliste révolutionnaire français resta divisé sur cette question. Des hommes comme Pierre Monatte et ses amis, par principe favorables à l'indépendance syndicale, étaient partisans de l'adhésion à l'Internationale syndicale rouge malgré les consignes de noyautage des communistes, qu'ils ne pouvaient ignorer. Ces divisions au sein du courant syndicaliste révolutionnaire français conduiront à des conséquences dramatiques pour le mouvement.

Quelques tentatives furent faites en vue de trouver un terrain d'entente avec la direction de l'ISR. La question de fond était la suivante : peut-on adhérer à une Internationale soutenue, financée et en fin de compte liée à un régime qui réprime férocement toute opposition au sein de la classe ouvrière, qui musèle toute opinion, qui interdit aux ouvriers de s'associer librement ?

⁷⁵ Lozowsky a vécu à Paris avant la guerre, il milite dans le mouvement ouvrier juif lié à la CGT. Rentré en Russie, il adhère au parti bolchevik dont il sera presque aussitôt exclu, en décembre 1917 pour ses idées sur l'autonomie syndicale. Il est réintégré deux ans plus tard et nommé à la tête de l'Internationale syndicale rouge.

Un processus s'engagea, qui dura deux ans, et qui aboutit à la fondation d'une nouvelle Internationale, l'AIT seconde manière.

1^{re} conférence à Berlin

Une conférence fut convoquée à Berlin du 16 au 21 décembre 1920.

Augustin Souchy ⁷⁶ raconte :

« Cette année là, une conférence syndicaliste préliminaire eut lieu à Berlin, du 16 au 21 décembre. Les organisations suivantes y étaient représentées : les IWW de l'Amérique, avec des délégués des IWW ⁷⁷, de la FORA (Argentine), le Comité syndicaliste révolutionnaire (France), la FAUD (Allemagne), le Shop Steward and Workers Committee Movement (Angleterre), l'organisation centrale des ouvriers suédois (Suède) et le National Arbeids Secretariat de la Hollande. En outre, l'Union syndicaliste italienne, la Confederacion Nacional del Trabajo (Espagne), la Fédération Syndicaliste de la Norvège et l'opposition des unions professionnelles danoises, se déclarèrent d'accord pour la création d'une « Internationale Syndicaliste », tout en exprimant leur regret de ne pas avoir pu prendre part à la Conférence. Les unions professionnelles russes étaient représentées par Bélenky qui était là à titre de visiteur ⁷⁸. »

Cette rencontre est convoquée par la NAS ⁷⁹, l'organisation anarcho-syndicaliste néerlandaise afin de coordonner les

⁷⁶ Augustin Souchy (1892-1984), anarcho-syndicaliste et antimilitariste allemand.

⁷⁷ On peut s'étonner de la présence d'un représentant des IWW, qui sont une organisation nord-américaine. L'explication est peut-être la suivante : « En Allemagne était même apparue une section officielle de l'« Industrial Workers of the World » (IWW, Ouvriers Industriels du Monde) dans un syndicat de marins. George Williams en était le délégué invité au congrès de la FAUD 1921 à Düsseldorf. » (*L'anarchisme de langue allemande des origines à nos jours*. « Les localistes et la naissance de la FAUD 1919, la grève générale mars 1920 et l'Armée rouge de la Ruhr ». CIRA.

⁷⁸ « L'Association Internationale des Travailleurs (AIT de Berlin, fondée en 1922) », Augustin Souchy, *L'Encyclopédie anarchiste*.

interventions des syndicalistes révolutionnaires au congrès de fondation de l'Internationale syndicale rouge. Il y a les CSR français ⁸⁰, la SAC suédoise, les IWW et des délégués des *shop stewards* anglais. Et bien entendu la FAUD allemande.

Les délégués du CSR français quitteront la conférence. Le retrait des CSR français vient de ce qu'il s'agit d'une opposition hétéroclite de syndicalistes révolutionnaires et de communistes dans la CGT française. Les CSR provoqueront peu après une scission pour constituer la CGTU. Pour compliquer les choses, les syndicalistes révolutionnaires eux-mêmes sont divisés : il y a ceux qui, comme Monatte, ont fait alliance avec les communistes et ceux qui, comme Besnard, s'y sont refusés. La division au sein du courant syndicaliste révolutionnaire aboutira à la prise de contrôle de la CGTU par communistes lors de son congrès de fondation. Deux ans plus tard, les syndicalistes révolutionnaires de la tendance Besnard se retireront de la CGTU pour fonder en 1926 la CGT-SR qui, elle, adhérera à l'AIT. Monatte adhéra au Parti communiste, dont il fut rapidement exclu.

Un représentant des syndicats russes était là en observateur, qui fit remarquer que la conférence n'avait pas d'objet puisque les choses se décideraient à Moscou.

La 6^e résolution de cette rencontre est un appel à participer au congrès de fondation de l'Internationale syndicale rouge :

« La conférence adresse un appel urgent à toutes les organisations syndicalistes révolutionnaires et industrielles et les invite à prendre part au Congrès convoqué le 1^{er} mai 1921 à Moscou par le Conseil provisoire de l'Internationale Rouge du

⁷⁹ Nationaal-Arbeid-Secretariaat, dont Cornélius Cornelissen fut un cofondateur en 1893.

⁸⁰ Les Comités syndicalistes révolutionnaires rassemblaient, dans la CGT, les opposants à la ligne réformiste confédérale de Jouhaux. Ils regroupent des militants communistes (qui suivent les recommandations de l'Internationale Communiste), des anarchistes, des anarcho-syndicalistes et des syndicalistes révolutionnaires. Les CSR se sont créés au lendemain du Congrès de Lyon (1919) et seront à l'origine de la naissance de la CGTU

Travail (ISR.) afin de fonder une Internationale Révolutionnaire du Travail unifiée de tous les travailleurs du monde. »

La résolution finale se place « sans aucune réserve, sur le point de vue de la lutte de classe révolutionnaire et du pouvoir de la classe ouvrière ». Elle réaffirme l'indépendance par rapport à tout parti politique mais n'a aucunement un point de vue sectaire ; elle n'exclut aucunement une action commune, bien au contraire :

« Dans le cas où l'Internationale Révolutionnaire du Travail déciderait une action et que les partis politiques ou toute autre organisation se déclareraient d'accord avec cette action ou vice-versa, alors l'exécution de cette action peut se faire en commun avec ses partis et organisations. »

A ce moment-là, toutes les possibilités restent ouvertes. Cependant, tout le monde n'est pas d'accord. La FAUD – qui a été, en Allemagne, plus directement que les autres organisations confrontée aux pratiques de l'Internationale communiste – refusera d'être représentée à Moscou.

1922

Les libertaires allemands étaient particulièrement bien informés de la situation réelle en Russie. En effet, l'Allemagne était le lieu de passage obligé de tous ceux qui réussissaient à fuir le pays. En juin 1922, un « Groupe des anarchistes russes exilés en Allemagne » publia à Berlin, chez Verlag Fritz Kater ⁸¹, un ouvrage intitulé *Répression de l'anarchisme en Russie soviétique* ⁸². L'ouvrage

81 Rudolf Rocker dit de Fritz Kater : « Les nombreux camarades d'origine russe qui, expulsés de la "patrie du socialisme" au cours de ces années mouvementées, furent obligés de vivre à Berlin comme réfugiés politiques, lui étaient particulièrement attachés, car il comprenait pleinement leur triste situation et leur rendait service dès qu'il le pouvait. » (Rudolf Rocker : « Fritz Kater et les origines du syndicalisme révolutionnaire en Allemagne ».)

82 En français : Éditions de la librairie sociale, 1923, traduit par Voline.

« En 1920-1921, les membres de la Confédération anarchiste pan-russe *Nabat* moisissaient dans les geôles bolcheviques. Après une grève de la faim d'une dizaine de jours et grâce au soutien de quelques délégués européens au congrès de l'ISR de l'été 1921, ils purent quitter la Russie : un accord, signé entre les autorités

contient 181 notices biographiques de militants anarchistes fusillés, tués et morts en prison. Ces notices révèlent que la grande majorité de ces victimes militaient dans le mouvement révolutionnaire avant 1917, voire avant 1905. La première phrase de l'introduction de l'édition française du livre, rédigée par André Colomer, est significative :

« Cet ouvrage est dédié aux ouvriers révolutionnaires français dont l'organisation syndicale – la CGT-U – vient, par son adhésion à l'Internationale syndicale rouge, de se mettre sous la tutelle du gouvernement bolcheviste. »

Colomer, lui-même militant des CSR puis de la CGTU, savait de quoi il parlait.

Les syndicalistes révolutionnaires étaient présents en grand nombre au congrès constitutif de l'Internationale syndicale rouge en juillet 1921, mais la plupart étaient très réservés. Une délégation de la CNT était également là. Gaston Leval, qui faisait partie de cette délégation, se rendit rapidement compte que d'innombrables anarchistes étaient en prison et pas, contrairement à ce que lui expliqua Lénine, pour « banditisme ». La Russie socialiste était un régime où une militante comme Alexandra Kollontai, que Leval rencontra, avait constamment peur et devait se cacher pour

bolcheviques (A. Lounatcharsky) et les délégués syndicalistes révolutionnaires (les Espagnols Arlandis et Leval, les Français Sirolle et Michel et le Russe Schapiro) stipulait l'expulsion des prisonniers – Alexander Berkman, qui vivait à cette époque à Moscou avec Emma Goldman, refusa de signer l'accord pour protester contre ce type de déportation et par crainte de créer un précédent. Mais au début de l'année 1922, Voline, G. P. Maximov, A. Gorelik, I. A. Judin, F. Konstantin, M. Mratschny, M. P. Vorobjov, P. Michailoff, A. Feldmann, E. Yartschuk et leurs familles (une vingtaine de personnes au total) restèrent bloqués dans le port allemand de Stettin, faute de papiers en règle. Les douanes laissèrent deux délégués, Maximov et Mratschny, rejoindre Berlin afin de prendre contact avec la FAUD. Fritz Kater se présenta aussitôt à la préfecture de police et assura que son organisation était disposée à prendre en charge les réfugiés politiques, qui furent autorisés peu après à gagner la capitale. » (Gaël Cheptou, « Scolies et notices biographiques », in *A contretemps* n° 28.)

rencontrer des camarades. Ce n'était pas l'idée que les syndicalistes révolutionnaires et anarcho-syndicalistes se faisaient du socialisme.

Certaines délégations posèrent des questions si embarrassantes pour le régime que Boukharine ordonna à la garde rouge de protéger la tribune contre les syndicalistes « anarchisants ». Leval et un groupe de camarades envahit la tribune, exigeant le retrait de la garde rouge ⁸³. Plus tard, au congrès de Saragosse de 1922, Gaston Leval, ainsi que Angel Pestana, firent un rapport qui conduisit la CNT espagnole à se retirer de l'Internationale syndicale rouge.

13^e Congrès de la FAUD

En octobre 1921 eut lieu le 13^e congrès de la FAUD. En marge du congrès se tint une conférence internationale à l'issue de laquelle les représentants des organisations syndicalistes d'Allemagne, des Pays-Bas, de Suisse, de Tchécoslovaquie, des États-Unis se déclarèrent « convaincus de la nécessité d'organiser un nouveau congrès international ». La décision fut prise de convoquer l'année suivante une conférence syndicale révolutionnaire internationale avec les organisations qui n'étaient pas d'accord avec les orientations de Moscou.

L'hostilité des libertaires envers l'Internationale communiste s'était peu à peu renforcée. Le maintien des syndicalistes révolutionnaires et des anarcho-syndicalistes dans l'Internationale syndicale rouge sera lié à deux questions, considérées comme fondamentales :

- Faut-il continuer de soutenir le régime en place qui réprime les travailleurs, emprisonne les militants ouvriers, qui a mis fin au contrôle ouvrier, réinstauré le salaire aux pièces (3 avril 1918), établi le travail volontaire obligatoire du samedi, instauré le livret ouvrier, interdit les grèves et déporté les militants trop remuants ?

⁸³ Gaston Leval me raconta un jour comment la « puce à l'oreille » lui était venue concernant la nature du régime. Les délégués révolutionnaires venus assister au congrès étaient pris en charge et suivaient des parcours fléchés bien organisés. Un jour on lui fit visiter une école. Il vit des enfants bien nourris et bien habillés, et une petite fille lui fit une gracieuse révérence. Il se renseigna. C'était en fait une école réservée aux enfants des hauts cadres du parti, dont certains étaient d'anciens serviteurs de l'État tsariste.

- Faut-il accepter la subordination du syndicat au parti ?

2^e Conférence internationale, Berlin juin 1922

La *conférence préliminaire* eut lieu à Berlin, du 16 au 18 juin 1922 avec des représentants de la Freie Arbeiter Union Deutschlands (Allemagne), de l'Unione Sindacale Italiana (Italie), la Confédération Générale du Travail Unitaire (France), la Confederacion Nacional del Trabajo (Espagne), la Sveriges Arbetares Centralorganisation (Suède), la Norsk Syndikalistisk Federation (Norvège), la minorité syndicaliste des unions professionnelles russes, la Federacion Obrera Regional (Argentine).

Une délégation de l'ISR était également là. On lui demanda si elle comptait intervenir pour faire libérer les syndicalistes et anarchistes emprisonnés en Russie et si elle comptait « exiger que les camarades puissent développer librement leur activité révolutionnaire dans les unions professionnelles, à la condition qu'ils ne luttent pas contre le gouvernement russe les armes à la main ». A trois reprises, rapporte Augustin Souchy, la réponse fut négative. Il était clair que la délégation de l'ISR ne désavouerait pas son gouvernement. Elle quitta d'ailleurs la séance. « Dès ce moment, écrit Augustin Souchy, la séparation des deux organisations : des unions professionnelles autoritaires de la Russie soviétiste et des organisations syndicalistes révolutionnaires antiautoritaires fut un fait accompli⁸⁴. » La conférence se prononça en faveur de la constitution d'une nouvelle internationale.

Un problème de fond se pose. Les anarcho-syndicalistes ont-ils eu raison de rompre avec l'Internationale syndicale rouge ? N'auraient-ils pas dû y rester et tenter d'en infléchir l'orientation de l'intérieur ? De la « noyauter », en quelque sorte ? N'ont-ils pas, d'une certaine façon, abandonné le prolétariat international à la mainmise bolchevique en laissant l'Internationale syndicale rouge sans aucun contre-poids à l'influence communiste ?

Ces questions méritent d'être posées. En filigrane, il y a une autre question : pouvait-on réellement croire en l'existence, en marge de l'Internationale communiste, d'une Internationale syndicale rouge

84 Souchy, *loc. cit.*

financée par Moscou mais indépendante, ne serait-ce que relativement ? La question, dirions-nous, contient la réponse. Pourquoi les rapports entre l'Internationale communiste et l'Internationale syndicale rouge auraient-ils été différents de ceux qui se sont établis entre la PCF et la CGTU, d'abord, puis la CGT ? Ou entre le PC italien et la CGL ? L'absorption du mouvement syndicaliste révolutionnaire dans l'Internationale syndicale rouge n'aurait pas empêché la montée inexorable du stalinisme ; en revanche elle aurait brisé toute possibilité de présenter une alternative syndicale au modèle bolchevik.

Enfin, il y a un dernier point qu'il faut soulever. Lorsque des délégations syndicales de plusieurs pays se réunissent, dont l'une vient d'un pays où les syndicalistes sont emprisonnés, où les libertés de parole et de réunion sont supprimées, et que le représentant de ce pays refuse de désavouer son gouvernement, qu'est-ce que cela peut-il augurer concernant l'avenir ? Là encore, la question contient la réponse.

La rupture était inévitable, aussi regrettable qu'elle fût.

1922-1923 Fondation AIT

Du 25 décembre 1922 au 2 janvier 1923, des délégués de dix pays représentant environ deux millions de travailleurs se réunirent en congrès à Berlin, dans un contexte agité, pour fonder l'Association internationale des travailleurs, seconde manière. L'un des maîtres d'œuvre de cette initiative, le militant anarcho-syndicaliste allemand Rudolf Rocker, avait été à l'origine de la transformation de l'Association des syndicats libres (implantation locale) en organisation anarcho-syndicaliste, la Freie Arbeiter Union Deutschlands (FAUD), dont il rédigea la déclaration de principes (1919).

Réfugié à Londres, Rocker est à l'origine de la création de la Fédération des groupes anarchistes juifs du Royaume-Uni⁸⁵ et de France. En outre, il organisa en syndicat les tailleurs juifs de l'East End de Londres. Interné pendant la guerre, il est libéré au début de 1919 ; il tente de rentrer en Allemagne mais est bloqué à la frontière et reste près d'un an en Hollande.

85 Rocker n'était pas juif, mais sa compagne, Milly Witkopf, l'était.

La France était représentée par le CSR dont la direction, pour peu de temps, était encore entre les mains des syndicalistes révolutionnaires. Elle s'abstint lors de la résolution finale.

En Europe, les luttes sociales étaient à ce moment-là très intenses. Les syndicalistes français subissaient une répression impitoyable du gouvernement. L'Allemagne était en ébullition. En Italie, la défaite du mouvement des occupations d'usines aboutit la réaction la plus terrible. Borghi et Malatesta, et de nombreux autres, étaient arrêtés. C'est à ce moment là que des militants de l'USI proches du Parti communiste, profitant de l'arrestation de Borghi, tentèrent de faire entrer l'USI « à la hussarde » dans l'Internationale syndicale rouge et organisèrent une « frazione sindacalista rivoluzionaria », en fait une fraction communiste, qui aboutit à une scission.

En Espagne, des rafles policières d'une ampleur inégalée décapitèrent la CNT. C'est alors que, profitant de la désorganisation, quelques militants communistes – Andreu Nin et Arlandis – usurpèrent des mandats et se présentèrent à Moscou pour tenter de faire entrer la CNT dans l'Internationale syndicale rouge. Ces deux tentatives putschistes seront désavouées par les militants.

Mais ce n'est pas tout : les bolcheviks jouaient sur deux tableaux. Alors même que Lozowsky tentait d'amadouer les syndicalistes révolutionnaires pour les attirer dans l'Internationale syndicale rouge et qu'il essayait de les persuader de la bonne volonté des communistes russes à construire une internationale des syndicats révolutionnaires, il négociait avec les représentants des Trade unions anglais pour trouver un accord avec l'Internationale d'Amsterdam, réformiste. C'est à cette même époque que le gouvernement russe signait des traités commerciaux avec des pays occidentaux et livrait des armes au gouvernement allemand – en pleine révolution allemande.

1923 L'année terrible

L'armée française envahit la Ruhr le 11 janvier 1923 pour saisir la production – notamment de charbon – au titre des réparations de guerre prévues par le traité de Versailles. Le gouvernement, soutenu

par la social-démocratie, appelle à la « résistance passive », et interdit aux Allemands toute relation avec les autorités d'occupation. La Ruhr est pratiquement paralysée pendant deux mois.

Une crise économique terrible frappe le pays. Le mark s'effondre : 50 000 pour une livre sterling à 250 000 sur le seul mois de janvier ; 500 000 en juin, 5 millions en juillet. La plupart des institutions de l'État bourgeois ne fonctionnent plus, sauf l'armée. Une misère effroyable s'abat sur la population à partir du mois d'avril. Partout on meurt de faim. Cette situation est du pain béni pour l'extrême droite qui multiplie les sabotages, organise des grèves et diffuse massivement la propagande nationaliste en Rhénanie. En Allemagne, le PC engage les ouvriers à se battre sur deux fronts, contre l'occupation française et contre le gouvernement. En France, le Parti communiste s'engage dans une campagne contre l'occupation de la Ruhr.

Cependant, la situation interne en Allemagne risquant de dégénérer en guerre civile, la bourgeoisie et le gouvernement abandonnent leur politique de « résistance passive ».

Cette crise, qui produit un effondrement total du crédit politique du gouvernement, renforce considérablement celui du Parti communiste.

Grèves, émeutes de la faim, affrontements avec la police se multiplient. Un taux de chômage de 40 % frappe les grandes villes. Une misère de masse s'abat sur la population. Cependant, les conseils d'usines, dont la direction (le « comité des quinze ») est contrôlée par les communistes, se développent. Des centaines de « centuries prolétariennes », organisations de combat unitaires, se créent. Une vague de grèves parcourt le pays, en juin, contrôlée par les communistes. C'est une situation pré-révolutionnaire, dont le parti ne semble cependant pas se rendre compte. Surtout, la réaction fasciste s'est, elle aussi, considérablement développée ⁸⁶. En Bavière, elle s'arme ouvertement. Le Parti communiste appelle à des manifestations unitaires partout en Allemagne pour le 29 juillet, que le gouvernement tente d'interdire.

⁸⁶ Le parti nazi, le NSDAP, avait été créé en 1919.

La direction du KPD craint la répression. Elle n'a pas les moyens de protéger les manifestations et décide de transformer celles-ci en meetings. Des centaines de milliers de travailleurs y participent, mais beaucoup sont indignés du recul opéré par le parti, dont la direction est très divisée sur l'appréciation de la situation. Trotsky dira à ce sujet :

« A notre époque de brusques revirements, ce qui est le plus difficile pour une direction révolutionnaire, c'est de savoir, au moment propice, prendre le pouls de la situation politique, percevoir son changement brusque et donner en temps voulu un ferme coup de barre.

« Une direction révolutionnaire n'acquiert pas de telles qualités simplement en prêtant serment à la dernière circulaire de l'Internationale Communiste : leur conquête exige, outre des bases théoriques indispensables, l'expérience personnelle et la pratique d'une véritable autocritique. » (*L'Internationale communiste après Lénine*)

Contre la volonté des dirigeants syndicaux social-démocrates, une grève générale est lancée en août par la direction des conseils d'usine. Encore une fois, les communistes appellent les travailleurs à former un « gouvernement ouvrier révolutionnaire ». La grève s'étend à tout le pays. Le chef du gouvernement, Cuno, démissionne. Un nouveau gouvernement est constitué avec des ministres social-démocrates. Mais la démobilisation progressive des travailleurs conduit le « Comité des quinze », c'est-à-dire la direction des conseils d'usine, et le KPD, à appeler à une reprise... « unitaire » du travail (« Tous ensemble »).

Après la chute de Cuno et la nomination d'un nouveau gouvernement dirigé par Stresemann, le mark s'effondre encore plus : en septembre il faut 45 millions de marks pour une livre sterling ; 125 millions en septembre.

Dérives brunes du « Drapeau rouge »⁸⁷

En 1923 le Parti communiste allemand va flirter un temps avec l'extrême droite. Certains historiens pensent qu'il s'agit d'une stratégie opportuniste destinée à séduire l'électorat ouvrier tenté par le nazisme ; d'autres pensent qu'il s'agit d'une ligne fondée sur la nature même du bolchevisme.

La « Ligne Schlageter

La vulgate marxiste attribue au Parti communiste allemand *stalinisé* et à l'Internationale communiste *après* son quatrième congrès la responsabilité de l'incapacité du parti à empêcher la montée du nazisme, ce qui est une manière de disculper la politique de Lénine et de Trotsky : le premier meurt en 1924 et le second est alors en exil. Pourtant, les fricotages avec l'extrême droite, au nom d'une haine commune de la social-démocratie, ont existé bien avant.

Léo Schlageter était un fasciste fusillé par les Français le 26 mai 1923 pour sabotage lorsque ceux-ci occupèrent la Rhénanie. Le Parti communiste allemand prit prétexte de l'événement pour toucher la fibre nationaliste de l'électorat de droite. Karl Radek, représentant en Allemagne du Parti communiste russe, avait fait un discours vibrant devant l'exécutif élargi du Komintern en l'honneur de Schlageter, devenu le symbole du renouveau de l'honneur national allemand : « Le destin de ce martyr du nationalisme allemand ne doit pas être passé sous silence. (...) Schlageter, le vaillant soldat de la contre révolution, mérite, de notre part à nous, soldats de la révolution, un hommage sincère. »

Rote Fahne, le quotidien du Parti communiste, avait même publié des articles de nationalistes populistes.

Radek annonce, le 20 juin 1923 devant l'exécutif de l'Internationale communiste, la nouvelle ligne du Parti communiste allemand :

« Le Parti communiste doit dire très clairement aux masses nationalistes de la petite bourgeoisie et aux intellectuels que seule

⁸⁷ *Rote Fahne* (drapeau rouge) était le journal du KPD, le parti communiste allemand.

la classe ouvrière, après sa victoire, pourra défendre la terre allemande, les trésors de la culture allemande et l'avenir de la nation ⁸⁸. »

Les *Freikorps*, dont Schlageter était un meneur, avaient joué un rôle déterminant dans l'écrasement de la révolution allemande.

Alliance avec les nationaux-socialistes

L'occupation de la Ruhr par les Français et les Belges en vue de la récupération des dommages de guerre ôta à l'économie allemande 80 % de ses ressources et, par conséquent, handicapait l'économie russe. Les communistes allemands de la Ruhr participent activement aux mouvements de protestation contre la France ; des rapprochements s'opèrent ainsi avec l'extrême droite, dont certaines personnalités s'exprimeront dans *Die Rote Fahne*, l'organe du KPD. Hermann Remmele, le président du KPD, lui, « se fait acclamer à Stuttgart dans une réunion de chemises brunes ⁸⁹. » Peu après, le même personnage invita un nazi à s'exprimer dans un meeting à Stuttgart afin de plaider devant des milliers de militants pour une trêve entre le KPD et le NSDAP d'Hitler. Remmele affirma qu'une « alliance avec les nationaux-socialistes pour abattre le capitalisme lui paraissait moins blâmable qu'avec les sociaux-démocrates ⁹⁰. »

Remmele déclara en outre que l'antisémitisme n'était qu'un moyen pour détourner les pauvres des vraies causes de leur misère ; il fut violemment pris à partie dans le public. Il répliqua à son contradicteur qu'il « comprenait » son antisémitisme. « Il suffisait d'aller au marché aux bestiaux et aux abattoirs de Stuttgart. Là on pouvait voir comment les marchands de bestiaux juifs achètent à n'importe quel prix, tandis que les bouchers de Stuttgart repartaient les mains vides parce qu'ils n'avaient pas l'argent pour acheter au prix demandé ⁹¹. » Remmele ajouta : « Vous, les fascistes, vous

88 Thierry Wolton, *Rouge-Brun, le mal du siècle*, JC Lattès, 1999, page 91.

89 Cité dans Thierry Wolton, *Rouge Brun*, page 93.

90 Louis Dupeux, *Le national-bolchévisme dans l'Allemagne de Weimar 1919-1933*, Librairie Honoré Champion, Paris, 1979 p. 94.

91 « Die KPD und der Antisemitismus » (www.rote-ruhr-uni.com). Enzo Traverso (*les Marxistes et la question juive*, La Brèche, p. 209) propose une

déclarez maintenant que vous combattez le capital financier juif. Bien. Faites-le ! D'accord. (*Tonnerre d'applaudissements chez les fascistes.*) Mais vous ne devez pas oublier une chose : le capital industriel ! (Acclamation chez les fascistes : "Nous le combattons aussi !") Car en réalité le capital financier n'est rien d'autre que ce capital industriel ⁹². »

Ruth Fischer, militante du Parti communiste, s'était adressée à des étudiants nationalistes lors d'un meeting tenu à Berlin le 25 juillet 1923 : « Celui qui appelle à la lutte contre le capital juif [*Judenkapital*] est déjà, messieurs, un lutteur de classe, même s'il ne le sait pas. Vous êtes contre le capital juif et voulez abattre les boursicoteurs. Très bien. Foulez aux pieds les capitalistes juifs, pendez-les à la lanterne, piétinez-les ! »

Ruth Fischer était elle-même issue d'une famille juive connue de Vienne. Au moment de son discours, elle était à la direction du KPD, le Parti communiste allemand. Le thème du débat était : « Pourquoi Schlageter est-il mort ? Communisme, fascisme et la décision politique des étudiants. » (*Wofür starb Schlageter? Kommunismus, Faschismus und die politische Entscheidung der Studenten*). L'affaire a été rapportée par deux témoins : le militant conseilliste Franz Pfemfert dans le journal *Die Aktion*, et le quotidien social-démocrate *Vorwärts*. Les deux témoignages concordent.

Fischer, plus tard réfugiée aux États-Unis et devenue violemment anticommuniste, a tenté de se justifier en disant : « J'ai dit que le communisme ne devait combattre les capitalistes juifs que si tous les capitalistes, Juifs et Gentils, faisaient l'objet de la même attaque ⁹³. »

Les commentateurs qui citent l'intervention de Fischer du 23 juillet 1923 omettent en général de mentionner la suite de son

traduction fautive de ce passage. Les marchands de bestiaux sont « juifs pour la plupart », alors que le texte allemand ne parle que des « marchands de bestiaux juifs », ce qui n'implique pas qu'ils soient « pour la plupart juifs » ; ce n'est pas tout à fait la même chose.

92 « Rede des Genossen Remmele in der Faschistenversammlung in Stuttgart », in: *Die Rote Fahne* Nr. 183, 10. August 1923, Beilage. [Intervention du camarade Remmele au rassemblement fasciste de Stuttgart].

93 Fischer, Ruth 1982 [première édition :1948], *Stalin and German Communism. A Study in the Origins of the State Party*, New Brunswick/London: Transaction Books.

propos : elle ajoute en effet : « Mais que faites-vous des grands capitalistes, les Stinnes, les Klöckner ? », qui ne sont pas juifs. On ne peut donc pas absolument dire qu'elle n'ait pas mentionné également les capitalistes non juifs ; cependant dans la mesure où elle dissocie capitalistes juifs et non juifs, son propos est sans conteste antisémite, d'autant qu'elle ne devait pas ignorer que ses interlocuteurs s'en prenaient surtout aux capitalistes juifs. C'est de l'antisémitisme par démagogie.

Fischer ne faisait qu'appliquer la ligne politique de son parti, alignée sur celle du Parti communiste d'union soviétique.

Pendant plusieurs mois, le Parti communiste allemand va mener une politique de rapprochement avec les nazis. L'insurrection manquée de Hambourg, en octobre 1923, mettra temporairement fin à cette politique pendant que la répression s'abat sur le KPD.

1923 Vers la révolution

Le Parti communiste allemand va s'engager dans une tentative révolutionnaire, mais il est clair qu'à ce moment-là, sa politique est décidée à Moscou. C'est le 15 août 1923 que le bureau politique du parti russe décide de pousser son homologue allemand, malgré les réserves de ce dernier, à prendre le pouvoir.

Ce qui va se jouer, c'est une tentative de « remake » de la révolution d'Octobre. Les communistes devront mettre en place, en Saxe et en Thuringe, où ils sont bien implantés, un « gouvernement ouvrier » s'appuyant sur les « centuries prolétariennes » (les Gardes rouges) et les conseils d'usine (les soviets).

L'État va inévitablement réagir et le congrès des conseils d'usine, qui doit se tenir en Saxe le 21 octobre, appellera les travailleurs allemands à la grève générale pour défendre la Saxe ouvrière. Les communistes doivent profiter de la grève générale pour s'emparer du pouvoir ; les conseils d'usine, lors de leur réunion nationale du 9 novembre 1923, entérineront cette prise du pouvoir. Là encore, c'est un « remake » d'Octobre, les bolcheviks ayant fait leur coup d'État la veille du congrès panrusse des soviets ⁹⁴.

⁹⁴ Cf. Arthur Lehning, *Les Soviets trahis par les bolcheviks*, Éditions Spartacus. Arthur Lehning montre dans ce texte le soin minutieux avec lequel les bolcheviks

Les dirigeants communistes allemands sont sceptiques ; ils demandent que Trotsky leur soit envoyé pour organiser l'insurrection, mais Zinoviev et la direction de l'Internationale refusent catégoriquement.

L'insurrection est prévue pour le 23 octobre 1923. L'agitation communiste en Saxe et en Thuringe en faveur d'un gouvernement ouvrier a conduit, le 10 octobre, à l'entrée de communistes dans les gouvernements de ces Länder. Mais les choses vont commencer à cafouiller. Le président du Land de Saxe, un social-démocrate de gauche, refuse d'obtempérer à la demande du gouvernement fédéral de dissoudre les « centurries prolétariennes », mais il refuse également de les armer. Le KPD ne réagit que mollement.

Comme prévu, les troupes de la Reichswehr se dirigent vers la Saxe, prudemment, mais ne se heurtent qu'à quelques escarmouches. Comme prévu également, la conférence des conseils d'usine se tient à Chemnitz le 21 octobre, mais les communistes allemands temporisent, craignant d'engager la classe ouvrière dans un combat prématuré. Ils temporisent tellement que lorsque la conférence du syndicat des dockers, qui se tient à Hambourg à la veille de la conférence nationale des comités d'usine, veut appeler à la grève générale pour soutenir les travailleurs de Saxe, les communistes s'y opposent parce que l'heure n'est pas venue ! Et lorsqu'ils estimeront que le moment sera arrivé, les social-démocrates de gauche s'y opposeront catégoriquement. Pire, Brandler, le dirigeant du KPD, s'aligne sur les social-démocrates et renvoie la question à une commission. La direction du KPD annule l'ordre d'insurrection.

Seuls les communistes de Hambourg, qui n'ont pas reçu le contrordre, se battent pendant deux jours.

L'issue ne se fait pas attendre : la Reichswehr pénètre en Saxe et chasse les communistes de leurs ministères.

Trotsky dira plus tard dans ses *Leçons d'octobre* :

prirent le pouvoir *la veille* de la réunion du congrès panrusse des soviets qui s'apprêtait lui aussi prendre le pouvoir, ce que les bolcheviks ne voulaient à aucun prix. Il fallait à tout prix prendre le congrès de vitesse.

« Dans le deuxième semestre de l'année dernière, nous avons observé dans ce pays une démonstration classique de la façon dont on peut laisser passer une situation révolutionnaire exceptionnelle d'une importance historique mondiale. »

L'application à l'Allemagne du modèle de la révolution d'Octobre a conduit à la catastrophe. Il ne suffit pas d'en rejeter la faute aux communistes allemands, comme le fait Trotsky, lorsqu'il dit qu'« en Allemagne, c'est la direction dans son ensemble qui hésita, et cette hésitation se transmet au parti et à travers lui à la classe »⁹⁵ ; ou Lénine, qui reproche aux communistes allemands de n'avoir rien compris à la révolution d'Octobre. Les bolcheviks russes furent aveuglés par une vision de la révolution qui limite celle-ci à un coup d'État visant à prendre le contrôle d'un appareil d'État. Une telle opération fut possible en Russie, dans une société en pleine déliquescence, sans un pays peu développé, semi-féodal, dont la structuration sociale se limitait d'une part à une classe dominante (propriétaires et appareil bureaucratique d'État confondus), d'autre part à une masse de paysans pauvres et un prolétariat minuscule, et *pratiquement aucune classe moyenne*.

Lénine n'ignore pas cette différence capitale de contexte entre la Russie et l'Allemagne, mais ne semble pas devoir en tirer des conclusions en matière de stratégie :

« S'il a été facile de venir à bout de la clique de dégénérés, tels que Romanov et Raspoutine, il est infiniment plus difficile de lutter contre la bande puissante et organisée des impérialistes allemands, couronnés ou non »⁹⁶. »

Trotsky fait quant à lui un curieux commentaire, dans ses *Leçons d'Octobre*. Il reconnaît la difficulté d'analyser les événements récents de l'Allemagne dans la mesure où, dit-il, « nous n'avons pas encore donné un tableau politique et tactique de la révolution

95 L. Trotsky, Les événements de 1923 en Allemagne et les leçons d'Octobre, in *L'Internationale Communiste après Lénine*, 1928.

96 Lénine, Discours au premier congrès de la marine de guerre de Russie, 22 novembre 1917, Œuvres tome 26, p. 361.

d'Octobre. Nous ne nous sommes pas encore rendu exactement compte de ce que nous avons fait et comment nous l'avons fait. »

Le poids énorme de la social-démocratie est le prix à payer pour une industrie hautement développée, une classe ouvrière concentrée et organisée et... 50 ans de propagande marxiste ⁹⁷ ! Avant la fin de la guerre, le mouvement révolutionnaire n'était jamais ouvertement apparu en Allemagne, car les opposants de gauche de la social-démocratie, au nom de l'unité du parti et pour ne pas constituer de « sectes », selon les termes de Rosa Luxemburg elle-même, limitaient leur activité à l'intérieur du parti. Aucune alternative aux pratiques de la social-démocratie n'avait donc jamais été proposée aux travailleurs. En outre, le refus de nombreux révolutionnaires de participer au congrès national des conseils a laissé les mains libres aux socialistes modérés : la seule opposition qui s'y soit manifestée fut celle des *Revolutionäre Obleute*, les délégués révolutionnaires des usines. En deux mois, du 9 novembre 1918 au 12 janvier 1919, la bourgeoisie et la social-démocratie allemande réussissent à casser le mouvement : Noske, responsable du massacre des Spartakistes, se fait même nommer président du premier conseil ouvrier constitué à Kiel !

L'analyse faite par les bolcheviks, en dépit de certaines intuitions, est incapable de rendre compte réellement de la situation. Si le « coup de force prolétarien » n'a pas été possible en Allemagne, dit Trotsky, c'est parce qu'il n'y avait pas de « parti capable de le diriger ». Il n'envisage pas que la révolution a pu échouer parce que la classe ouvrière n'avait pas bénéficié de dizaines d'années de propagande et de préparation révolutionnaires. Un prolétariat conditionné par cinquante ans de pratiques électorales auxquelles le marxisme l'avait confiné peut difficilement « inventer » la révolution du jour au lendemain ⁹⁸.

97 Un phénomène parallèle et inverse, pourrait-on dire, s'est produit en Espagne où, depuis la fondation de la section de l'AIT par les bakouniniens jusqu'à 1936, il y avait eu 70 ans de propagande libertaire ininterrompue.

98 Trois citations suffisent à qualifier l'ampleur de l'engagement du prolétariat allemand – et ses limites – dans la voie électorale :

• Engels : « Une chose est certaine, c'est que notre parti et la classe ouvrière ne peuvent arriver à la domination que sous la forme de la république démocratique.

Pour Trotsky, le prolétariat ne peut parvenir au pouvoir que par l'action conjuguée d'un coup de force et d'une direction politique capable de le réaliser. Mais Trotsky constate que « dans un pays industriellement très développé et hautement cultivé comme l'Allemagne, l'insurrection spontanée des travailleurs (en novembre 1918) n'a pu que transmettre le pouvoir aux mains de la bourgeoisie ». A aucun moment Trotsky n'envisage que la classe ouvrière ne peut vaincre dans un pays « industriellement très développé et hautement cultivé » qu'en s'emparant de l'appareil de production et en l'organisant immédiatement pour son propre compte.

C'est Rosa Luxembourg qui donnera sans doute de la situation l'analyse la plus exacte :

« Dans toutes les révolutions antérieures, les combattants s'affrontaient de façon ouverte, classe contre classe, programme contre programme, épée contre bouclier (...) Dans la révolution d'aujourd'hui, les troupes qui défendent l'ordre ancien se rangent non sous leur propre drapeau et dans l'uniforme de la classe dominante, mais sous le drapeau du 'parti social-démocrate'. Si la question cardinale de la révolution était ouvertement et honnêtement posée dans les termes de capitalisme ou socialisme, les grandes masses du prolétariat n'auraient eu aucun doute ni hésitation (...) Mais l'histoire ne nous rend pas les choses aussi faciles et confortables. La domination de classe bourgeoise mène aujourd'hui sa dernière lutte historique mondiale sous un drapeau étranger, sous le drapeau de la révolution elle-même. C'est un

Cette dernière est même la forme spécifique de la dictature du prolétariat, comme l'a montré la Grande Révolution française ». (Marx-Engels, *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*, p. 103, éditions sociales.)

• Engels : « L'ironie de l'histoire met tout sens dessus dessous. Nous, les "révolutionnaires", les "chambardeurs", nous prospérons beaucoup mieux par les moyens légaux que par les moyens illégaux et le chambardeur ». (Introduction aux *Luttes de classes en France*.)

• Engels : « Le gouvernement possède tout pouvoir exécutif et [...] les chambres n'ont même pas le pouvoir de refuser les impôts [...] La crainte d'un renouvellement de la loi contre les socialistes paralyse l'action de la social-démocratie. » (Critique du programme d'Erfurt, Éd. sociales, p. 101.)

parti socialiste, c'est-à-dire la création la plus originale du mouvement ouvrier et de la lutte de classe, qui est lui-même devenu l'instrument le plus important de la contre-révolution bourgeoise. Le fond, la tendance, la politique, la psychologie, la méthode, tout cela est capitaliste de bout en bout. Seuls restent le drapeau, l'appareil et la phraséologie du socialisme ⁹⁹. »

Faiblesse de l'anarcho-syndicalisme allemand

L'anarcho-syndicalisme en Allemagne, d'implantation récente, n'avait pas de longue tradition de lutte et d'organisation, comme en Espagne. La FAUD, fondée en 1919, prend en quelque sorte le train en marche. Avec 111 675 adhérents à son congrès de fondation, elle atteindra un sommet de 150 000 militants en 1921, puis déclinera rapidement, laminée par les conséquences de l'« Action de mars ».

« Le problème de l'anarcho-syndicalisme allemand par rapport à d'autres pays était le manque de culture libertaire. Une grande partie des militants ne voyait pas la différence entre les partis communistes et l'anarchisme. C'est ainsi qu'il y a eu souvent des doubles appartenances, en particulier en Rhénanie et dans la Ruhr. Il y eut dès le début des tendances proches du Parti communiste ou du Parti social-démocrate indépendant. Une tendance comme Gelsenkirchen voulait coopérer avec les Unionistes (150 000 militants à cette époque). Il s'agissait d'un syndicat communiste opposé à la dictature du Parti communiste sur les syndicats. Leurs militants ont plus tard soutenu la fondation par les communistes-gauchistes du Kommunistische Arbeiterpartei Deutschlands (KAPD, Parti ouvrier communiste allemand) en avril 1920. Manquant de culture et de traditions libertaires, la FAUD n'était pas capable de propager une stratégie cohérente pour les luttes à venir ¹⁰⁰. »

99 Une victoire à la Pyrrhus, Rosa Luxemburg, 21 décembre 1918, Oeuvres choisies, volume IV, p. 472.

100 Lou Marin, « L'anarchisme de langue allemande des origines à nos jours », CIRA.

La FAUD s'était jointe à la grève générale qui brisa la tentative de coup d'État de Kapp en mars 1920. Mais alors que les syndicats de la FAUD de Berlin et les syndicats libertaires des zones industrielles de Thuringe cessèrent ensuite la grève, ceux de la Ruhr, où ils étaient bien implantés, voulurent continuer la lutte armée. La *Rote Ruhr Armee* (Armée rouge de la Ruhr) – entre 50 et 80 000 hommes – était constituée pour moitié d'anarcho-syndicalistes.

L'organisation fut parcourue de débats sur la question de la lutte armée. Il faut comprendre qu'au lendemain de la boucherie de 14-18 qui avait fait des millions de morts, la non-violence et l'anti-militarisme étaient en débat, notamment dans le mouvement libertaire, mais la question, en l'occurrence, ne se limitait pas à cela. En effet, si on dépasse le romantisme révolutionnaire de l'image du garde rouge le fusil à la main, auquel de nombreux militants semblent sensibles, on oublie que sauf en de rares occasions les ouvriers ne se montrèrent pas, militairement parlant, à la hauteur.

Les militants les plus anciens et expérimentés comme Rudolf Rocker et Augustin Souchy, qui n'étaient pas à proprement parler des non-violents, préconisaient la grève générale plutôt que l'affrontement armé avec des forces militaires nécessairement supérieures en équipement, en entraînement et mieux commandées. Jugeant que le rapport de forces n'était pas favorable, ils pensaient que c'était une erreur de continuer le combat dans la Ruhr. La question ne se limite donc pas à un abandon des militants de la Ruhr par le reste de l'organisation.

De fait, l'insurrection fut écrasée par la Wehrmacht en avril 1920. Il y eut des milliers de militants tués. Le mouvement anarcho-syndicaliste allemand ne s'en remit pas. Ses effectifs tombèrent à 25 000 en 1925 et 4 ou 5000 en 1932.

* * *

LES DÉBATS

Mars 1918 : Brest-Litovsk

Pour mesurer le sens de la création de l'Internationale communiste, il convient d'avoir à l'esprit qu'elle se situe cinq mois après la signature du traité de Brest-Litovsk entre l'Allemagne et la Russie ¹⁰¹ et quinze mois après la défaite de la révolution allemande – dont le sort fut de toute façon scellé par le traité de Brest-Litovsk lui-même....

Expliquons-nous.

En octobre 1915, Lénine écrivait qu'en cas de victoire de la révolution en Russie, le gouvernement prolétarien offrirait la paix à tous les belligérants à condition qu'ils libèrent les peuples colonisés. En cas de refus, il faudrait entreprendre une guerre révolutionnaire et appeler à la révolte le prolétariat d'Europe et les peuples opprimés d'Asie. A son arrivée en Russie en mars 1917, il n'a pas changé d'analyse. A la conférence du parti bolchevik de mai 1917 il « renouvelle les protestations contre les basses calomnies que les capitalistes répandent sur notre parti en l'accusant de préconiser la conclusion d'une paix séparée avec l'Allemagne ». La première rédaction du texte reprenait les idées de Lénine d'octobre 1915 sur la guerre révolutionnaire si les puissances occidentales refusaient l'offre de « paix démocratique » mais, dans le texte final, ce passage a curieusement disparu.

Pendant plusieurs mois, les bolcheviks continuent de prêcher « pas de paix séparée, une paix juste et démocratique » – ce qui implicitement signifiait la continuation de la guerre, puisque les alliés de la Russie tsariste continuaient de se battre... Par ailleurs, les millions de paysans en armes sont peu sensibles aux appels à la guerre révolutionnaire. La chair à canon du front n'envisage pas avec

101 3 mars 1918.

enthousiasme la guerre révolutionnaire préconisée par les stratèges révolutionnaires de l'arrière.

Les négociations avec l'Allemagne commencent *aussitôt après la prise du pouvoir*. Lénine déclare au soviet de Petrograd, le 25 octobre 1917 : « Le nouveau régime fera tout son possible mais nous n'affirmons pas que l'on puisse mettre fin à la guerre simplement en piquant les baïonnettes dans la terre (...) Nous ne précisons pas si nous conclurons la paix aujourd'hui ou demain. » Ce passage fut omis dans le compte rendu des journaux bolcheviks. Dans l'optique du parti bolchevik, les proclamations révolutionnaires s'adressent aux gouvernements mais surtout aux peuples des nations belligérantes. D'une part on appelle explicitement les peuples à se soulever contre leurs gouvernements, de l'autre on demande à s'asseoir avec l'un d'entre eux autour de la table des négociations.

Au sein du parti, Lénine est isolé. En effet, personne ne croit à la possibilité d'une victoire révolutionnaire en Russie sans l'extension de la révolution au reste de l'Europe. Les militants avaient tous en tête les appels de Lénine sur la transformation de la guerre impérialiste en guerre révolutionnaire. Face à cet enjeu, la révolution en Russie même n'avait que peu d'importance. Pour la plupart des dirigeants bolcheviks, signer une paix avec les impérialistes allemands correspondait à l'abandon du mot d'ordre de guerre révolutionnaire et à une *trahison du prolétariat allemand*. Signer une paix séparée avec l'Allemagne, c'était livrer le prolétariat allemand à ses bouchers. Une partie des dirigeants bolcheviks préconisait la rupture des pourparlers et la levée en masse du peuple russe pour la défense de la révolution. C'était également la position défendue par le mouvement libertaire russe. La signature du traité de Brest-Litovsk et l'abandon de la révolution allemande sera l'une des causes de la rupture entre anarchistes et bolcheviks. En mai 1918, le journal anarcho-syndicaliste *Golos Trouda* est interdit.

La première conférence des anarcho-syndicalistes tenue à Moscou les 25 août-1er septembre 1918 adopta une résolution disant notamment :

« Considérant que notre révolution est une révolution sociale qui

doit provoquer l'embrasement mondial d'un affrontement décisif des classes ; et prenant en considération qu'elle se trouve actuellement sous la triple menace contre-révolutionnaire de la bourgeoisie étrangère, de la contre-révolution intérieure et du parti actuellement dominant, devenu contre-révolutionnaire après la conclusion de la paix de Brest-Litovsk et de la trahison du prolétariat et de la paysannerie de Pologne, de Lithuanie, d'Ukraine, de Finlande et autres – la Ire conférence pan-russe des anarcho-syndicalistes estime indispensable et de toute urgence d'organiser ses forces pour la lutte contre les ennemis de la Révolution et de la classe ouvrière afin de poursuivre et approfondir la Révolution commencée. »

Trotsky, qui conduisait la délégation à Brest-Litovsk, dit dans un rapport au soviet : « Vous pouvez être sûrs que l'accusateur, en la personne de la délégation révolutionnaire russe, ne sera pas en dessous de sa tâche et qu'elle prononcera au moment voulu son réquisitoire contre la diplomatie de tous les impérialismes. » Trotski s'imagine qu'il s'adresse aux masses européennes par-dessus la tête des négociateurs allemands. Il s'imagine qu'il pourra ainsi révéler aux masses populaires européennes en général et allemandes en particulier l'antidémocratie du gouvernement allemand, ce dont lesdites masses populaires n'avaient probablement pas attendu Trotski pour être convaincues. Il n'envisage pas que le simple fait qu'il s'assoie à la table de négociations retire toute valeur à ses accusations. Les rodomontades de la délégation soviétique cachaient mal l'état réel du rapport des forces. Le chef de la délégation allemande résuma parfaitement la situation :

« La délégation russe s'exprime comme un vainqueur qui occuperait notre territoire et qui serait en posture de nous dicter ses conditions. Je tiens à faire remarquer que c'est exactement le contraire... »

C'était une façon de dire à la délégation russe : puisque vous êtes là autour de la table de négociation, alors négocions.

A la fin du mois de décembre, l'Allemagne fait connaître ses conditions : détachement des pays Baltes, indépendance de la Pologne sous contrôle allemand, indépendance de l'Ukraine sous contrôle allemand. Au comité central, la majorité des bolcheviks était hostile à cette paix désastreuse. Lénine met les choses au point : « Notre formule d'une paix populaire était faite pour soulever les masses contre les gouvernements capitalistes et militaristes. Voulez-vous donc que ce soit nous qui succombions et que les gouvernements capitalistes doivent leur victoire à notre formule révolutionnaire ? »

Le 27 janvier, un ultimatum de trois semaines est envoyé au gouvernement soviétique, qui le rejette. Le 18 février les Allemands traversent le front et parviennent tranquillement aux portes de Petrograd. Le traité est signé le 3 mars 1918. Le VII^e congrès du parti – qui s'appelle désormais parti communiste –, ratifie la paix. Une semaine après, le IV^e congrès des soviets en fait autant.

Les conditions imposées par l'Allemagne sont exorbitantes. La Russie se voit enlever dix-huit provinces. Les Allemands s'arrogent la Pologne, la Lituanie, une partie de la Russie blanche. Les soviétiques doivent reconnaître l'indépendance de l'Ukraine, de la Finlande, des pays Baltes et doivent verser une indemnité de six milliards de marks-or. La Russie perd 27 % de son sol cultivable, un tiers de ses récoltes, 26 % de sa population, 75 % de ses charbonnages et de ses mines de fer, 26 % de son réseau ferroviaire, le tiers de son industrie. La région la plus riche en céréales est soustraite au contrôle soviétique, ainsi que les centres sidérurgiques d'Ukraine, le charbon, le pétrole de Bakou. Les communistes ne contrôlent plus que la région correspondant à la principauté russe du Moyen Age, une région qui n'est pas viable économiquement. En outre, le parti bolchevik est totalement isolé. Les socialistes-révolutionnaires ont quitté le gouvernement : dans les premiers mois de 1918 le gouvernement ne gouvernait pas dans les campagnes, dans les usines, dans le parti, dans la gauche, et il livrait aux Allemands le tiers du pays

« Les conditions qu'on nous impose sont détestables, c'est vrai, dit alors Lénine, mais si la guerre reprend nous serons balayés et un autre gouvernement prendra notre place. Il nous faut du temps pour nous incruster au pouvoir et pour cela il est nécessaire d'avoir les mains libres. »

Il n'y a plus de marché intérieur. La production industrielle est tombée presque à zéro et ne fournit plus les campagnes en produits manufacturés. L'argent n'a plus aucune valeur. Les paysans refusent de vendre des surplus pour de l'argent avec lequel ils ne peuvent rien acheter. On en revient au troc.

Cependant, le maintien à tout prix du parti au pouvoir apparaît comme la seule priorité, y compris sur un territoire qui n'au absolument aucune viabilité.

L'ironie de l'histoire est que la victoire des impérialistes alliés annulera l'essentiel des dispositions catastrophiques de ce traité, mais le mal sera fait : on sait, désormais, que Lénine refuse de jouer le sort de la révolution socialiste sur le sort d'une révolution allemande :

« ... ce serait une tactique tout à fait inadmissible que de risquer sur une carte le destin de la révolution socialiste déjà commencée en Russie, en tablant uniquement sur l'espoir que la révolution allemande éclatera peut-être dans un délai très proche, très court, d'ici quelques semaines ¹⁰². »

Ce propos est intéressant à plus d'un titre. Il montre à l'évidence que la préoccupation de Lénine est le maintien de son parti au pouvoir. On pourrait comprendre qu'il ne veuille pas risquer le sort de la révolution en Russie s'il était évident qu'une révolution était impossible en Allemagne, mais seulement cinq mois après Octobre, il ne pouvait pas le dire.

Sans doute Lénine a-t-il tablé sur une victoire allemande. En effet, en février 1918 les Alliés sont sur la défensive et on sait que les Allemands s'apprêtent à lancer une grande attaque et qu'ils disposent

102 Lénine, « Contribution à l'histoire d'une paix malheureuse », Œuvres, T. 26.

d'une supériorité numérique de trente divisions. Mais Lénine a négligé plusieurs facteurs. Les Allemands sont épuisés, alors même que les Américains s'apprêtent à entrer en scène. Leur arrivée est imminente. Les troupes des deux camps sont minées par la propagande anti-militariste. Et, *surtout*, de nombreuses grèves éclatent en Allemagne, qui finiront pas mettre fin à la guerre.

L'offensive allemande, lancée le 21 mars, est terrible, mais elle n'ébranle pas les troupes alliées et s'arrête le 12 juin 1918, au moment même où les troupes américaines débarquent. En juillet, il y aura 450 000 soldats américains sur le sol français. Dès lors, la défaite allemande n'est qu'une question de temps. Elle sera précipitée par l'éclatement de la révolution en Allemagne.

Pour mémoire, entre décembre 1917 et janvier 1918 les nominations par les instances du parti remplacent les élections dans les syndicats. Les comités d'usine sont liquidés. A l'automne de 1918, les soviets seront épurés des éléments non bolcheviks. Entre mars et août 1918 les gardes rouges sont désarmées ; les soviets locaux se voient retirer tout pouvoir, les membres des soviets sont nommés par l'appareil du parti. La répression contre les anarchistes s'accroît, leurs journaux sont interdits.

Pierre Broué, qu'on ne peut soupçonner d'antipathie à l'égard des bolcheviks, résume parfaitement la question : « Comment les bolcheviks pourraient-ils accepter la libre confrontation des idées et la libre compétition dans les élections aux soviets quand ils savent que les neuf dixièmes de la population leur sont hostiles », et sachant par ailleurs que les mencheviks et les anarchistes représentent désormais « une force réelle parmi les ouvriers » ? (P. Broué, *Le Parti bolchevique*, p. 156.)

S'accrocher à une révolution sur un territoire amputé de l'essentiel de ses ressources n'a pas de sens. La signature du traité de Brest-Litovsk est incompréhensible si on se place dans une perspective de révolution européenne. Elle prend en revanche tout son sens si on a à l'esprit que l'alternative à la signature du traité – la levée en masse – était absolument inacceptable pour Lénine.

Lénine et ses proches, qui connaissaient l'histoire de la Russie, savaient que celle-ci était particulièrement avantagée dans une guerre défensive, grâce à l'énorme étendue des territoires, aux difficultés

d'approvisionnement des armées d'invasion, et, par-dessus tout, au climat. Mais ils savaient aussi qu'une guerre défensive était impossible à mener sans alliés intérieurs, et que cette éventualité n'était absolument pas envisageable. La guerre révolutionnaire aurait signifié le déclenchement de forces sociales que le parti au pouvoir n'aurait pas pu contrôler, la fin de l'emprise absolue des bolcheviks sur l'Etat. Il n'est donc pas du tout exagéré de dire que Lénine a sacrifié la révolution européenne – et avant tout la révolution allemande – à son maintien au pouvoir.

1918-1927 Le Communisme de gauche

Le Communisme de gauche désigne les courants issus des partis socialistes allemand, hollandais et italien qui, dans les années 20, se situaient sur le terrain de la révolution russe et reconnaissaient – temporairement pour certains – la nécessité de l'existence d'un parti révolutionnaire.

Avant la révolution russe, en Hollande, ce courant fit scission du parti socialiste électoraliste pour constituer un parti débarrassé de ses éléments réformistes et révisionnistes. C'était en somme la même démarche que celle des bolcheviks. Herman Gorter et Anton Pannekoek furent parmi les principaux théoriciens de ce courant que Lénine qualifia de « gauchiste » et contre lequel il polémiqua dans *La maladie infantile du communisme*.

La Gauche communiste apparut pendant une très brève période comme un courant international effectif, à partir de 1917 dans la III^e Internationale. Ce courant s'opposa aux thèses syndicalistes et parlementaires de la direction de l'Internationale communiste et fut finalement exclu des partis communistes hollandais, allemand, italien, britannique et bulgare ; après quoi il déclina pour ne plus exister que sous la forme de petits groupes de militants de plus en plus restreints et coupés de la réalité. Gorter tenta bien de fonder une nouvelle Internationale, l'Internationale communiste ouvrière (KAI), mais l'expérience échoua lamentablement. Gorter mourut en 1927, complètement isolé.

Ces groupes se replièrent dans des luttes factionnelles sans fin et se livraient (et se livrent toujours) de féroces guerres théoriques.

Après 1927, le courant de la Gauche communiste allemande avait pratiquement disparu, et ce qui en restait n'avait plus grand chose à voir avec le KAPD et Gorter. Des groupes confidentiels de communistes de conseils subsistèrent quelque temps en Allemagne et aux Pays-Bas, influencés par les théories anti-parti d'Otto Rühle.

En Allemagne, la rupture avec le parti social-démocrate prend deux formes : l'une qui conserve les « fondamentaux » de la social-démocratie : division du travail entre parti et syndicat, mais qui conteste la manière dont cette division du travail se fait ; l'autre qui conteste radicalement cette division du travail et qui cherche un autre modèle. Dans le premier groupe se trouvent le Parti communiste allemand (KPD) dans sa période « gauchiste » et le KAPD, dans l'autre se trouve la gauche communiste, dite « ultra-gauche ».

L'effondrement de la social-démocratie n'est pas compensée, après la guerre, par la construction d'un parti de masse. Les militants issus de la social-démocratie, paralysés par les habitudes de discipline de parti et par l'idée d'unité du parti, n'opèrent pas de rupture franche ; ils ne veulent pas couper les liens. De nombreux militants révolutionnaires, méfiants envers la centralisation à laquelle ils ont été habitués, refusent de créer une structure organisée. Rosa Luxemburg refuse toute « mesure d'organisation particulière ». Les Spartakistes pensent pouvoir « régénérer » le parti, refusant de fonder, selon le terme de Rosa Luxemburg, une « secte ». Le courant spartakiste ne développa jamais de conceptions clairement opposées au socialisme d'État ; il apparaît comme un courant oppositionnel à l'intérieur du parti social-démocrate, dont il ne se distinguait pas, aux yeux des travailleurs. Les Spartakistes ne quitteront le parti qu'en 1917 en fondant un parti indépendant. Le caractère quasi inédit de l'expression révolutionnaire marxiste au sein de la classe ouvrière est parfaitement illustré par la situation d'Otto Rühle, l'un des théoriciens les plus radicaux de mouvement révolutionnaire, qui fut député social-démocrate jusqu'à la fin de la guerre.

Des tendances révolutionnaires opposées à la stratégie parlementaire apparurent au sein de la social-démocratie allemande mais n'eurent pas d'influence déterminante : elles furent exclues et

une partie des militants finirent par rentrer dans le rang. La tendance menée par Moss et Hasselmann sera exclue en 1880 et évoluera vers l'anarchisme.

Mais dès 1885 une autre opposition apparaît dans le parti, les « Jungen » (les Jeunes) qui dénonce « l'influence petite-bourgeoise et socialiste d'État » et l'idée d'une organisation centralisée, préconisant la constitution de groupes autonomes. Le courant dit des « Jungen » sera exclu en 1891 et fondera l'Association des Socialistes Indépendants (*Vereinigung Unabhängiger Sozialisten*), sur des bases fédéralistes, préconisant la « pure lutte de classe » et l'antiparlementarisme. Rapidement, l'organisation eut des groupes structurés dans toutes les villes importantes du pays. « En novembre 1891, l'organe du nouveau mouvement, *Der Sozialist* (Le Socialiste), voyait le jour à Berlin et allait devenir pendant des années le journal le plus poursuivi par le gouvernement », dit R. Rocker¹⁰³. Tout en se réclamant encore du marxisme, ils adoptent progressivement des orientations libertaires sous l'influence de Landauer. C'était la première fois que l'anarchisme apparaissait en Allemagne comme mouvement organisé.

Deux courants coexistaient dans l'organisation : un courant anarchiste avec G. Landauer, G. Werner, M. Baginski) et un courant social-démocrate de gauche, marxiste antiparlementaire (H. Müller, P. Kampfmeier, C. Wildberger). Sous l'influence de Landauer, qui prit en main la rédaction su *Sozialist*, le mouvement se reconnut ouvertement anarchiste.

L'Association se dissout en 1894, la plupart des militants du courant marxiste retournent au parti social-démocrate, et ses chefs deviendront des porte-parole du révisionnisme¹⁰⁴, ou abandonneront le mouvement ouvrier. Ceux qui restèrent se regroupèrent dans la Ligue socialiste (*Sozialistische Bund*) fondée en 1908.

Une Ligue socialiste (*Sozialistische Bund*) sera fondée en 1908.

103 « Fritz Kater et les origines du syndicalisme révolutionnaire en Allemagne ».

104 Rappelons qu'il s'agit du révisionnisme dans le sens qu'avait le mot dans le vocabulaire politique de l'époque, de révision du marxisme dans un sens réformiste.

Un groupe aura une importance déterminante dans la suite des événements, celui qui édite le journal *Der Freie Arbeiter* (le travailleur libre) et qui publiera deux brochures de Rudolf Rocker qui influenceront beaucoup les militants qui seront à l'origine du mouvement anarcho-syndicaliste : *Sozialer Generalstreik* (« la grève générale sociale ») et *Die Direkte Aktion* (« l'Action directe »).

En Belgique, de violentes émeutes ouvrières éclatent en 1886. Au sein du Parti ouvrier belge un courant en appelle à l'action directe. Ce courant fonde le Parti socialiste républicain en 1887, favorable au suffrage universel, mais également partisan de la grève insurrectionnelle. Cette dissidence disparaît en 1889 et réintègre le parti.

Aux Pays-Bas, une personnalité comme Domela Nieuwenhuis, ancien pasteur converti au socialisme, joue un rôle important dans la formation de la gauche hollandaise. Dans un premier temps, il milite pour l'édification des syndicats, pour le suffrage universel et les grèves économiques. Au sein du parti social-démocrate (le SDB), il reste convaincu de la nécessité de l'utilisation du parlement comme tribune révolutionnaire. Cependant, il rejette le parlementarisme en 1891 et devient, dans la II^e Internationale, le seul dirigeant antiparlementaire. Nieuwenhuis défendait dans la II^e Internationale l'idée de grève générale des travailleurs des pays belligérants en cas de guerre. En 1893 il propose une motion, qui sera adoptée à une courte majorité, rejetant toute activité électorale. Cette évolution s'explique par le constat que les revendications en vue de l'amélioration des conditions de vie de la classe ouvrière se heurtent systématiquement à la violence patronale et étatique.

Ce constat ne se limitait pas au parti social-démocrate hollandais, il était fait par de nombreux militants en Europe. Si l'anarcho-syndicalisme est une des manifestations de ce constat, les partis réformistes voient tous se développer dans leur sein une fraction opposée à la tactique parlementariste. Une scission intervint, avec la constitution d'un Parti ouvrier social-démocrate sur le modèle allemand, et qui est perçu par les ouvriers comme une organisation dirigée par une petite minorité d'éléments de la classe moyenne. Cependant, le rapport des forces devait se modifier rapidement, car un nombre croissant d'adhérents du SDB devaient se rallier à

l'électorisme. Les militants de ce parti rejoignirent soit le parti réformiste, soit le mouvement libertaire. Le SDB se dissout en 1900. En 1896, Nieuwenhuis avait quitté ostensiblement le congrès de Londres de la II^e Internationale, qui avait décidé d'exclure les anarchistes. Lui et ses partisans, ralliés à l'anarchisme, quittent le SDB en 1897.

Nieuwenhuis et Cornelissen collaborèrent un moment et fondèrent un journal, *Le socialiste libertaire*, et une éphémère organisation, la Fédération des socialistes libertaires. Le centre de gravité du mouvement libertaire était désormais dans le syndicat. En 1893, s'était constitué le NAS (Secrétariat national du travail), sous l'influence de Cornelissen. Cette organisation, aux effectifs peu nombreux, mais très militants, sera à la pointe de la lutte des classes aux Pays-Bas. Mais dans l'ensemble, ces groupes n'ont pas d'influence déterminante.

Le mouvement ouvrier allemand abordera la révolution de 1918-1923 pratiquement sans aucune expérience de la propagande révolutionnaire : ses positions seront totalement déterminées (par le soutien envers la social-démocratie ou par le rejet) par cinquante ans de social-démocratie réformiste et électoraliste, ce qui le mettra dans une position totalement inverse du mouvement ouvrier espagnol qui, en 1936, était largement familiarisé par 70 ans de propagande libertaire.

Kurt Landau est un des rares marxistes à avoir perçu cette différence ; il écrivit un long article consacré à la comparaison entre la révolution allemande et la révolution espagnole, mais son analyse est entachée par l'incompréhension marxiste traditionnelle de ce qu'est l'anarcho-syndicalisme.

Si la gauche communiste – ou « ultra-gauche » – se définit par son opposition à la II^e Internationale, le terme désigne également tous les mouvements communistes de l'après-Première guerre mondiale qui se situaient à la gauche du parti bolchevik et plus ou moins en opposition à lui. Cette définition n'est cependant pas satisfaisante car elle met dans le même sac des groupes qui ont entre eux des divergences importantes en matière d'organisation, divergences suffisamment sérieuses pour justifier des appellations différentes.

Les groupes de communistes germano-hollandais ¹⁰⁵ rejetaient la notion de parti (tout en n'étant pas d'accord entre eux sur cette question) et, après un court flirt avec le bolchevisme, se sont trouvés en opposition radicale avec lui, tandis que le bordiguisme italien ne rejetait pas le parti et se trouvait en opposition critique avec les bolcheviks.

Jean Barrot a tenté en 1969 une définition :

« Qu'est-ce en fait que le courant ultra-gauche ? Le produit et l'un des aspects du mouvement révolutionnaire qui suivit la Première guerre mondiale et ébranla l'Europe capitaliste sans la détruire de 1917 à 1921-23. Les idées ultra-gauches ont leurs racines dans ce courant des années 20 qui exprimait lui-même la lutte de dizaines d'ouvriers révolutionnaires en Europe. Il s'agit avant tout d'un mouvement minoritaire qui s'opposait à l'orientation générale du mouvement révolutionnaire mondial. Le terme lui-même est significatif : il y a la droite (les sociaux-patriotes Ebert, Longuet...), le centre (Kautsky, la majorité du PCF), la gauche (Lénine et l'IC) et les ultra-gauches. Le courant ultra-gauche se définit donc de prime abord comme oppositionnel : opposition au sein du KPD, de l'IC. Ce mouvement minoritaire s'affirme en s'opposant à la majorité de l'IC, aux thèses qui triomphent dans le mouvement communiste international : c'est-à-dire au léninisme. Le courant ultra-gauche tire avant tout sa force du mouvement révolutionnaire en Allemagne, aux Pays-Bas ; les appuis qu'il possède en France, en Grande-Bretagne sont de peu de poids. (Nous mettons délibérément de côté pour l'instant la gauche italienne, le "bordiguisme", que nous n'incluons pas dans l'ultra-gauche pour plus de commodité et examinerons un peu plus loin. Nous prenons en quelque sorte comme "critère" de l'ultra-gauche

105 Le qualificatif de « germano-hollandais » se justifie par le fait que les principaux théoriciens de ce courant – Anton Pannekoek, Herman Gorter – étaient hollandais mais ont été liés à des groupes communistes de gauche allemands. Pannekoek fut permanent du SPD. Ils eurent peu de poids dans la vie du parti social-démocrate hollandais et restèrent marginaux dans le mouvement ouvrier allemand.

l'opposition de gauche au léninisme dans son ensemble, en tant que théorie et pratique)¹⁰⁶. »

Cette définition a l'intérêt d'être honnête : l'auteur reconnaît le caractère extrêmement minoritaire de ce courant qui exprimait, dit-il, « la lutte de *dizaines* d'ouvriers révolutionnaires en Europe ». Il montre que ce courant se positionnait essentiellement par rapport au léninisme. Il suggère en outre que le bordiguisme constitue une catégorie à part.

Le terme « ultra-gauche » désignerait plutôt les militants issus d'une deuxième vague d'opposants à la politique léniniste dans l'IC, à partir de 1925 jusqu'en 1927. Il s'agit de l'ultra-gauche du KPD allemand et de la fraction « bordiguiste » du Parti communiste italien.

Il serait fastidieux de décrire en détail les conflits internes, d'énumérer les scissions, les exclusions en chaîne qui ont caractérisé ce courant. Le mouvement autour du KAPD, qui était pourtant un courant « organisationnel », avait des conceptions particulièrement floues en matière d'organisation.

La « fraction « bordiguiste » du Parti communiste italien

Associée à l'idée d'« ultra-gauche » se trouve la Gauche communiste italienne, souvent nommée « bordiguiste », d'après Amadeo Bordiga, son principal animateur, et qui forme un courant indépendant autour des revues *Bilan* et *Prometeo*. Ce courant, qui s'est trouvé à la tête du Parti communiste italien de 1921 à 1925, a été exclu en 1926. Après l'avènement du fascisme en Italie, la Gauche communiste apparaît surtout comme un mouvement dans l'émigration, qui se consacre à d'interminables discussions et polémiques avec tous les groupes sortis ou expulsés du Komintern : trotskistes, communistes de gauche, etc. La Gauche communiste italienne (GCI) se défendait d'être « ultra-gauche » – terme par

106 J. Barrot, « Sur l'idéologie ultra-gauche », *Informations et Correspondances Ouvrières* (ICO) – n° 84, août 1969, rencontre nationale des 14 et 15 juin 1969.

lequel Trotski l'attaquait – et se percevait comme une expression de la gauche du Komintern, se référant à ses deux premiers congrès.

Elle ne partageait pas le point de vue de la Gauche communiste allemande qui estimait que les bolcheviks avaient réalisé une révolution bourgeoise.

Le marxisme devait être enrichi par l'expérience de la lutte des classes, il n'était pas un dogme immuable, et les dirigeants révolutionnaires tels que Lénine et Bordiga ne devaient pas échapper à la critique. Les recompositions de ce courant depuis 1926 sont innombrables. Un Parti communiste internationaliste d'Italie se constitue vers la fin de la guerre, mais son sectarisme fera rapidement fondre ses effectifs après une série de scissions et de démissions. Un groupe se constituera, se nommant pompeusement Courant communiste international, ayant une filiation indirecte avec la Gauche communiste italienne de l'entre-deux-guerres, en se revendiquant explicitement de la revue *Bilan*.

Les principes généraux qui fonderont le programme de la Gauche communiste italienne sont déjà élaborés dès 1926 :

- non aux fronts uniques et aux « gouvernements ouvriers et paysans » ;
- non à l'antifascisme, qui ne se place pas sur le terrain de la lutte des classes ;
- non au socialisme dans un seul pays, oui au socialisme mondial ;
- non à la défense de la démocratie.

La guerre de 1939-1945 allait porter un coup fatal à la gauche communiste et au communisme de conseils, qui ne subsistèrent que sous la forme de petits groupes épars dont la seule activité était la répétition sans fin de quelques dogmes.

La référence faite aux conseils ouvriers permit à l'« ultra-gauche » de refaire temporairement surface après mai 1968, et on redécouvrit l'existence passée de ce courant en Allemagne, aux Pays-Bas. On réédita les œuvres de Gorter et de Pannekoek dans de

nombreux pays. Les situationnistes se réclamaient alors des conseils ouvriers.

Alors que le terme « ultra-gauche », dans son acception précise, désigne les courants issus entre 1925 et 1927 du KPD, il désigne aujourd'hui, dans l'opinion commune, un magma imprécis de groupes sectaires. Leur assimilation à l'anarchisme est parfaitement abusive, même si certaines parties de la Gauche communiste elle-même, celles proches du KAPD, devaient considérer que les « conseillistes » issus du GIC étaient plus proches de l'anarchisme que du marxisme.

C'était là une opinion répandue : ainsi, Kurt Landau écrit-il que « l'ultra-gauche allemande, avec son anti-syndicalisme, son anti-parlementarisme et son anti-autoritarisme était une variété d'anarcho-syndicalisme ». Opinion totalement erronée, qui laisse à penser que son auteur ne comprend absolument pas ce qu'est l'anarcho-syndicalisme. Il le prouve d'ailleurs en disant plus loin que la contre-révolution a commencé en Allemagne parce que les organisations révolutionnaires, influencées par les réformistes, rejetèrent volontairement la socialisation de l'industrie – ce que les anarcho-syndicalistes ne firent précisément pas ¹⁰⁷.

Bordiga suivait de près les débats de la Gauche communiste germano-hollandaise, mais, soucieux de rester dans le giron de l'Internationale communiste qui le soutint un moment dans son projet de fonder un Parti communiste italien, il leva son opposition à l'intervention électorale. « En tant que marxiste, je suis d'abord centraliste, et ensuite seulement abstentionniste », ce qui signifiait qu'il se soumettait avant tout à la discipline ¹⁰⁸. Il en viendra même trois ans plus tard à critiquer, *au nom de l'anti-fascisme*, la tendance chez les ouvriers à désertier le terrain électoral : « Tout bon communiste n'a qu'un devoir : c'est de combattre (...) la tendance à l'abstention de nombreux prolétaires, conclusion erronée de leur hostilité au fascisme ¹⁰⁹. »

107 « The Spanish Revolution of 1936 and the German Revolution of 1918-19. »

108 *Il Comunista*, 14 avril 1921.

La gauche italienne vit, dans l'abstentionnisme de la gauche germano-hollandaise, une déviation syndicaliste et anarchiste qui les rapprochait de la CNT espagnole et des IWW d'Amérique du Nord.

« Nous partageons l'opinion des meilleurs camarades marxistes de la majorité du KPD qui jugent qu'il s'agissait d'une tendance petite bourgeoise hybride, comme toutes les tendances syndicalistes, dont l'apparition a résulté de la chute de l'énergie révolutionnaire du prolétariat allemand après la semaine rouge de Berlin et les journées de Munich ¹¹⁰. »

Les *meilleurs* camarades marxistes de la *majorité* du KPD, cela ne devait pas faire grand monde... En fait, ce qui distinguait la gauche germano-hollandaise de la gauche italienne, c'était que la première préconisait la dictature des conseils tandis que la seconde préconisait celle du parti. Bordiga, qui était en fait très proche du modèle bolchevik, ne comprenait pas qu'on puisse préconiser un parti qui œuvrait à sa propre disparition dans le feu de l'action. En fait, Bordiga confondit sans doute dans un premier temps le KAPD avec l'AAUD-E d'Otto Rühle, qui développait effectivement des positions anti-parti, et modifiera un peu son opinion par la suite, tout en gardant des réserves. Bordiga cessera toute relation avec le KAPD quand celui-ci sera exclu de l'Internationale communiste. En fait, il ne cessa jamais de considérer ce parti comme « anarchiste ».

La coupure sera achevée lorsque la Gauche communiste germano-hollandaise définira l'URSS comme un État bourgeois et la révolution d'octobre comme non prolétarienne.

109 *Stato operaio*, 28 février 1924. Également : « Il ne serait même pas concevable que les membres du Parti communiste aient une attitude pratique en faveur de l'abstention. Et ce n'est pas seulement une question de discipline de parti. Il suffit de penser que l'opinion de certains camarades qui se sont prononcés en 1919-1920 pour la tactique abstentionniste n'avait de sens que comme proposition faite à l'Internationale et n'était applicable que par elle, sur la base de délibérations précises et à l'échelle des différents pays. Aucun d'entre nous mit en doute en 1921 que le Parti communiste, s'appuyant sur les décisions du II^e congrès de l'Internationale, dût intervenir alors dans la campagne électorale. » (*Stato Operaio*, 28 febbraio 1924.)

110 *Il Soviet*, n° 11, 11 avril 1920, « Le parti communiste allemand ».

À la fin de l'année 1926, Bordiga est arrêté et condamné à trois ans de relégation. À sa libération, il abandonne toute activité politique et se consacre à son métier, l'architecture. Pendant que le prolétariat européen se faisait laminer par le fascisme et le nazisme, que les ouvriers et les paysans espagnols mouraient par centaines de milliers sous les balles de Franco, de Staline et de Mussolini, Bordiga se retire de la circulation.

Interrogé par la police le 23 mai 1930, il avait déclaré que « toute activité illégale dans le royaume est aujourd'hui [...] stérile et inutile. » La police fasciste l'interrogea de nouveau en octobre 1930 et nota qu'il rejetait tout esprit de « martyr et de sacrifice » et qu'il n'envisageait pas dans le futur d'assumer de fonction politique ¹¹¹. Bordiga déclara à des amis le 26 mai 1936 qu'il fallait attendre la génération future, que la situation soit mûre, qu'il était très satisfait de vivre loin des épisodes ridicules de la politique militante et des événements au jour le jour. « Rien de tout cela ne m'intéresse, je suis loyal à mes croyances, je suis satisfait de mon isolement. J'ai fait de ma vie un observatoire pour le service exclusif de mon esprit » ¹¹².

Les témoignages de ses proches révèlent qu'il pensait que les générations futures pourraient faire quelque chose mais que pour l'instant la situation était bloquée et qu'il fallait attendre. Il attendait de la guerre la reprise révolutionnaire :

« Si Hitler peut faire céder les odieuses puissances d'Angleterre et d'Amérique, en rendant ainsi précaire l'équilibre capitaliste mondial, vive le boucher Hitler qui travaille malgré lui pour créer les conditions de la révolution prolétarienne mondiale. »

« Toutes les guerres, dorénavant, ajoute-t-il, c'est une constatation, trouvent leur épilogue final dans le fait révolutionnaire. À la défaite succède la révolution ¹¹³. »

111 *Amadeo Bordiga. – La sconfitta e gli anni oscuri (1926-1945) ; Arturo Peregalli, Sandro Saggioro*, Edizioni Colibri, Milan, novembre 1998.

112 *Ibid.*

113 Cité dans *La gauche communiste d'Italie*, Courant communiste international, p. 19-20. Philippe Bourrinet.

On ne peut s'empêcher de penser à l'argumentation, « dialectique » elle aussi, d'Engels pendant la guerre de 1870 qui disait : « Bismarck travaille pour nous » sous prétexte que la défaite de la France allait permettre la réalisation de l'unité allemande, étape indispensable à la centralisation du mouvement ouvrier allemand et à son hégémonie dans le mouvement socialiste international.

Le principal théoricien du courant qui affirmait la similitude du fascisme et de la démocratie, qui condamnait la participation des anarchistes espagnols au combat antifasciste, disparaît de la circulation et ne refait surface qu'en... 1944, après que la « démocratie » eût « libéré » l'Italie du fascisme.

Le Groupe des communistes internationalistes (GIC) hollandais (1927)

Le Groupe des communistes internationalistes (GIC) hollandais se forme en 1927 avec notamment Pannekoek, revenu à l'activité révolutionnaire après une période de retrait, et Mattick, aux États-Unis. Ce groupe s'affirme comme le principal pôle du mouvement conseilliste international. Le GIC niait la nécessité politique d'une organisation révolutionnaire, rejetait tout centralisme et l'idée d'une organisation internationale. En cela le courant hollandais s'opposait aux positions de la Gauche communiste allemande qui vivait dans la clandestinité. Dès lors, les deux courants se séparent définitivement.

A vrai dire, nous ne mentionnons le GIC que pour mémoire dans la mesure où ce courant, composé tout au plus de... 10 personnes en 1930, aux Pays-Bas, atteindra tout de même les 50 personnes quelque temps plus tard. A la même époque, les anarcho-syndicalistes de la FAUD sont encore quelques milliers à se battre en Allemagne, malgré la répression.

Le GIC se voulait une partie du mouvement des conseils et reprenait la tradition des unions allemandes. Son activité externe se limitait à des réunions publiques, dont les thèmes n'avaient que peu de rapport avec l'intervention politique immédiate.

Sa tâche principale était de développer les tendances anti-syndicales des ouvriers – sans rien proposer à la place. Le fonctionnement de ce groupe était très souple :

« Le Groupe des communistes internationalistes n'avait pas de statuts, pas de cotisations obligatoires, et ses réunions "internes" étaient ouvertes à tous les autres camarades des autres groupes. Il s'ensuit qu'on ne connut jamais le nombre exact de membres que comptait le groupe. Il n'y avait jamais de vote, cette opération n'était pas nécessaire, car il ne s'agissait jamais de faire une politique de parti. On discutait un problème et quand il y avait une différence d'opinion importante, les divers points de vue étaient imprimés, sans plus. Une décision à la majorité était sans signification. C'était à la classe ouvrière de décider ¹¹⁴. »

Il est certain que lorsqu'on n'est que dix, et que, de toute façon, on n'a l'intention de ne rien faire, il n'est pas nécessaire de voter. Le communisme de conseils ne désigne, pour ainsi dire, que les militants autour d'Otto Rühle et du GIC qui considéraient que la révolution russe était une révolution bourgeoise, et refusaient l'idée d'un parti révolutionnaire militant dans le prolétariat.

Certains considèrent que si le Communisme de gauche reste marxiste, le communisme de conseils s'en écarte pour se rapprocher de l'anarchisme. Nous ne partageons pas du tout ce dernier point de vue. L'opposition entre ces deux courants ne se situe pas sur le point de savoir si l'un est marxiste et l'autre non, car sans aucun conteste ils le sont tous deux ; elle se situe dans l'acceptation, d'un côté, et dans la négation, de l'autre, d'une organisation permanente en dehors des périodes révolutionnaires.

Le noyau du Groupe des communistes internationalistes, à l'origine exclusivement composé d'instituteurs, comme Canne-Meijer, considère que, la « période » aidant, l'heure n'est plus à la proclamation artificielle de partis mais qu'il faut enrichir, développer des positions révolutionnaires au sein de petits groupes isolés de la classe ouvrière. En fait, les positions de ce courant équivalent à

114 Radencommunism n° 3, nov. 1948, cité par ICO n° 101, 1971.

considérer que tout est fichu et qu'il faut se replier sur soi-même pour élaborer une belle théorie révolutionnaire qu'on proposera au prolétariat lorsque la « période » – ou le « cycle » – sera devenue favorable, étant entendu que ce jour-là ledit prolétariat accueillera avec enthousiasme ladite théorie élaborée par des intellectuels qui auront disparu de la circulation pendant les vaches maigres. Et les prolétaires, trop heureux qu'on leur fournisse enfin une belle théorie, n'en voudront pas du tout aux intellectuels révolutionnaires de s'être planqués pendant ce temps. C'est ce que fit Pannekoek, qui disparut de la circulation entre 1921 et 1927 pour se consacrer exclusivement à l'astronomie, son métier ¹¹⁵, ainsi que Bordiga, plus tard.

L'ultra-gauche du KPD allemand (1927)

Karl Korsch, une des grandes figures de la gauche communiste, avait été exclu du KPD le 1^{er} mai 1926 pour son opposition à la politique extérieure de l'État russe, qu'il qualifiait d'impérialisme rouge. Il avait abandonné toute illusion – que l'Italien Bordiga conservera quelque temps – sur la possibilité de reconquérir l'Internationale communiste. Il est l'un de ceux qui définissaient la révolution russe comme bourgeoise, à cause du « reflux de la révolution mondiale ».

Opposé au KAPD, Korsch préconisait une « politique syndicale communiste » et la constitution de partis communistes indépendants dans une Internationale indépendante du Komintern... Il fonda le 2 avril 1926 une organisation, *Die Entschiedene Linke*, (« la Gauche résolue ») dont le destin illustre bien la situation dans laquelle se trouvait alors le mouvement révolutionnaire allemand.

– Un groupe implanté en Basse-Saxe, dirigé par Iwan Katz, se sépare de l'organisation de Korsch le 16 mai 1926 (un mois après sa création) et fonde, le 28 juin, avec l'AAU-E (Union générale

¹¹⁵ Pannekoek ne s'est jamais posé en dirigeant d'un mouvement. C'était un homme de science : « il donne ses analyses et nous nous chamaillons sur elles » écrivait Canne-Meijer à Paul Mattick. Il se refusait à toute activité militante concrète. Dans les années 30 son activité politique était marginale par rapport à son activité d'astronome.

ouvrière-unitaire), le Spartakusbund der linkskommunistischen Organisationen, dont le nom est beaucoup plus long que sa durée de vie, car ce groupe disparut au printemps de 1927.

– Schwarz, cofondateur avec Korsch de *Entschiedene Linke*, scissionne avec son groupe le 28 septembre 1926 : lui et ses partisans fusionnent avec le KAPD en juin 1927, y semant la pagaille car cet anti-parlementaire résolu était député et refusait de démissionner de son mandat.

– Après la scission de Schwarz, le groupe de Korsch prend le nom de *Kommunistische Politik* et disparaît en décembre 1927.

Rappelons que 1926 marque la défaite de la grande grève des mineurs en Grande-Bretagne ; 1927 voit l'écrasement du prolétariat chinois, c'est-à-dire la fin de la vague révolutionnaire de l'après-guerre. C'est également cette même année qu'est décrété le socialisme dans un seul pays par l'Internationale communiste.

Critique de la Russie (1927-1934)

Le Groupe des communistes internationalistes (GIC) publia en 1934 les « Thèses sur le bolchevisme » de Helmut Wagner, un militant allemand des « Rote Kämpfer »¹¹⁶. Les conseillistes seront parmi les premiers marxistes à rejeter explicitement l'expérience de la révolution russe : la contre-révolution commence avec la prise du pouvoir par les bolcheviks en octobre 1917 et la substitution du pouvoir des soviets par celui du parti. Le bolchevisme est « le parti dirigeant de l'intelligentsia petite-bourgeoise révolutionnaire de Russie ». Les bolcheviks ont soudé deux révoltes opposées, « celle du prolétariat et celle de la paysannerie, en en prenant la direction et en les orientant vers un objectif commun : l'abolition de l'État féodal »¹¹⁷.

Les bolcheviks ont trompé le prolétariat sur la nature de la révolution ; le slogan « Tout le pouvoir aux soviets » n'était que

116 « Thèses sur le bolchevisme », *International Council Correspondence*, Chicago, vol. 1, n° 3, décembre 1934. Cf. *La Contre-révolution bureaucratique*, 10/18.

117 « Thèses sur le bolchevisme ».

tactique : « les soviets n'étaient qu'un instrument qui permettait à leur parti de s'emparer du pouvoir ». Le bolchevisme trompait également son monde en parlant de révolution mondiale.

La révolution russe n'est plus une révolution prolétarienne mais une révolution bourgeoise tardive prolongeant les révolutions antiféodales du XVIII^e et du XIX^e siècle. Cependant, le GIC reconnaît l'existence d'une industrie en Russie, aussi précise-t-il qu'il s'agit d'un système mixte, féodal et capitaliste à la fois. Aussi, une révolution en Russie ne devait pas détruire le capitalisme mais le développer. « Le bolchevisme, dans ses principes, dans sa tactique et dans son organisation, est un mouvement et une méthode de la révolution bourgeoise dans un pays à prépondérance paysanne. »

Les positions du GIC sont un mélange curieux d'application mécaniste du marxisme en matière économique, de rejet radical du marxisme en tant que pensée *politique* (la plupart de ceux qui ont lu Marx ont tout de même compris qu'il envisageait de créer un *Parti communiste*), et de naïveté.

Les conseillistes introduisent dans leur théorie l'idée du complot. Pour expliquer le succès de la mystification bolchevique dans les soviets et auprès de l'opinion prolétarienne internationale, ils évoquent le « machiavélisme » bolchevik. L'histoire de la révolution russe se ramène à un complot : « L'établissement de l'État soviétique a été l'établissement de la domination du parti du machiavélisme bolchevique. » Les masses ouvrières des pays industrialisés ont été trompées pendant des années ; en toute logique, selon eux, il s'agit là d'une formidable mystification de l'histoire. Poliakov disait que dès lors qu'on aborde l'explication des événements par le complot, l'antisémitisme n'est pas loin.

Cependant, on retrouve ici, comme dans le discours révisionniste, l'idée d'un complot à l'échelle internationale qui mystifie les masses. Le terme de « révisionnisme » ici n'est plus employé dans le sens précédemment employé de « révision du marxisme » mais de révision de l'histoire d'un point de vue antisémite. Il ne s'agit bien évidemment pas de dire que l'ultra-gauche est intrinsèquement destinée à tomber dans le révisionnisme ; nous suggérons simplement qu'un militant conditionné par sa formation théorique à aborder les phénomènes historiques en termes de complots peut,

pourvu qu'il soit vulnérable et un tant soit peu enclin à l'antisémitisme, tomber dans le révisionnisme.

La Gauche communiste historique a toujours été irréprochable sur la question de l'antisémitisme¹¹⁸. Ainsi, en Allemagne le KAPD avait fermement combattu les dérives antisémites du Parti communiste allemand, ainsi que celles qui se trouvaient dans ses propres rangs.

Aux Pays-Bas, le MLL Front (Marx-Lénine-Luxembourg Front) appelait au boycott des établissements qui manifestaient de l'hostilité aux Juifs, mais appelait également les Juifs à lutter pour le socialisme. Au moment des rafles anti-juives, il diffusa un tract disant notamment :

« Si hommes et femmes des quartiers ouvriers s'ameutent dans le quartier juif d'Amsterdam, (...) s'ils mènent la lutte contre les bandits à gages du mouvement national-socialiste hollandais, alors nous assisterons à une magnifique démonstration de solidarité spontanée qui se manifesterà dans les usines sous une forme supérieure et efficace. Répondez à tout acte de violence du national-socialisme par l'agitation et des grèves de protestation dans les usines. Sortez en masse des fabriques, quittez l'embauche et le travail et joignez-vous massivement à vos camarades de classe en lutte dans les quartiers menacés¹¹⁹. »

En février 1941, une grève éclata dans les entreprises d'Amsterdam ; une manifestation se déroula aux cris de : « À bas les pogroms contre les Juifs ! » Le lendemain, la grève s'étendit à La Haye, Rotterdam, Groningen, Utrecht, Hilversum, Haarlem, et

118 Il en est de même pour l'ultra-gauche contemporaine : « Non seulement les groupes se réclamant de la Gauche communiste n'ont jamais nié la réalité de l'extermination des Juifs pendant la guerre, mais ils en ont dénoncé toute la barbarie, démontrant à la fois la logique meurtrière de l'État capitaliste nazi ET la complicité et la coresponsabilité des États démocratiques. » (*Révolution internationale*, octobre 1996.) Le choix de faire porter par un courant dans son ensemble la responsabilité de dérives de quelques individus qui en sont issus relève d'une stratégie que nous ne développerons pas ici. Ce courant a le mérite de rappeler que l'Etat nazi était aussi un Etat capitaliste.

119 Cité par Philippe Bourrinet, *op. cit.*

d'autres villes. La répression fut terrible. Le MLL Front avait joué un rôle non négligeable dans la grève. Au printemps de 1942, toute la direction du groupe fut arrêtée. Au moment de leur exécution, ils chantaient l'Internationale.

La Gauche italienne soumit elle aussi le bolchevisme à une critique sévère ; elle s'en prit à la dégénérescence – déjà ! – des partis de l'Internationale soumis à la bolchevisation. Elle souligna en particulier le danger de la contre-révolution russe. La Russie est guettée par la menace de restauration capitaliste à l'intérieur (capitalisme d'État) : face à cette menace elle ne peut être sauvée que « par la contribution de tous les partis de l'Internationale ». La faille du raisonnement de la Gauche communiste est que la soumission absolue des partis de l'Internationale à Moscou empêcha dès le début toute réforme de celle-ci. La Gauche communiste italienne était pourtant bien placée pour le savoir : majoritaire dans le Parti communiste, elle fut exclue à la suite de manœuvres orchestrées par Zinoviev. L'ensemble des groupes de la Gauche communiste étaient favorables au centralisme et à la discipline dans l'Internationale, et se battirent pour le respect de ces principes. *Ils finirent tous par être les victimes de ce centralisme pour lequel ils se battaient.*

Pourtant, la gauche communiste italienne considérait que nombre de groupes créaient trop précipitamment de nouveaux partis et de nouvelles internationales. La scission était une solution qu'il fallait éviter afin de ne pas disperser les forces du prolétariat mondial. Ce qui n'empêche pas ce courant de scissionner allégrement.

Les bordiguistes exilés en France préconisaient la création de tendances au sein des partis communistes et de fractions révolutionnaires dans les syndicats. Cependant, une partie de la gauche italienne ne partageait pas ce point de vue et se rapprocha du KAPD, notamment de Korsch, et rompit en juillet 1927 pour fonder une revue, *le Réveil communiste*, « bulletin intérieur des groupes d'avant-garde communiste », qui continua de se réclamer de Bordiga mais s'opposa au volontarisme organisationnel : « Pas de nouvelle organisation internationale sans que le processus de développement

d'une ligne de gauche sur le terrain international ne soit accompli »¹²⁰.

Le groupe tenta de se convaincre que Bordiga « n'est pas sur le terrain théorique du Léninisme »¹²¹, mais il sera pourtant conduit à prendre ses distances avec Bordiga et avec le léninisme. Des militants quittent le groupe en 1928 pour rejoindre la Fraction de la gauche du PC italien, bordiguiste « orthodoxe ».

Le *Réveil communiste* opéra un rapprochement avec la gauche allemande et prit le nom de *l'Ouvrier communiste*, organe des « Groupes ouvriers communistes » (GOC) en 1929, qui se définissaient comme une section de la « véritable » Gauche marxiste, « celle dont en 1919 et 1920 les représentants étaient Pankhurst en Angleterre, et en Hollande les Tribunistes : H. Gorter et A. Pannekoek »¹²².

La rupture avec le léninisme est consommée : « La ligne léniniste a mené aux pires défaites, la constitution des partis de masse a formé par-dessus le marché un nouveau rempart opportuniste et contre-révolutionnaire dans le camp du prolétariat. » En somme, plus on est nombreux, plus on est « opportuniste ». Les « Groupes ouvriers communistes », dont les effectifs se situent entre 15 et 20, disparaissent en 1931. Leur succède, à l'initiative d'André Prudhommeaux et de Jean Dautry, un « groupe Spartacus » composé de huit militants, qui publie trois numéros d'un bulletin du même nom avant d'exclure Prudhommeaux en septembre 1931 pour « absence de conscience politique et organisationnelle » – exclusion suivie immédiatement de la disparition du groupe dont le local, sis au 67, boulevard de Belleville, étant au nom de l'exclu...

La crise du KAPD (1928-1929)

La crise du KAPD – réduit à l'état de micro-groupe – se manifestait par le développement des tendances anti-organisation. qui allait aboutir à une coupure entre le parti et l'AAU.

120 Rappelons que tous ces groupes qui parlaient de créer ou de ne pas créer d'organisation internationale ne représentaient au plus que quelques centaines de personnes.

121 *Réveil communiste* n° 2, janvier 1928

122 *L'Ouvrier communiste* n° 1.

Une tendance voulait transformer l'union en une organisation de luttes économiques et préconisait une politique « de classe ». Une autre tendance voulait que le parti développe son activité en tant qu'organisation politique et garde la direction de l'union. Le GIC intervint dans ce débat et critiqua la « politique des chefs » de la direction du KAPD. Canne-Meijer, dans une lettre datant de février 1928, reprocha au KAPD de passer d'une politique de classe à une politique de parti et de concentrer « toute l'activité presque exclusivement à des disputes avec le KPD et ses différentes boutures ». Le centre de gravité de l'action devait se situer dans les entreprises, dans l'AAU et la « construction d'organisations d'usines ».

La direction du KAPD répondit que les luttes de partis sont inévitables et nécessaires, qu'il ne fallait pas se priver de l'arme de la critique pour « écarter les obstacles dans le développement de l'idéologie révolutionnaire ». Quant aux organisations d'usine, elles ne pouvaient naître que de la lutte elle-même. Pannekoek insistait sur la nécessité de la « lutte menée sous la forme d'un combat opposant partis et tendances les unes aux autres ». Cette lutte, dit-il, doit se poursuivre « pour les ouvriers et sous leurs yeux »¹²³. Il rappelle que le rôle de l'AAU n'est pas de se transformer en organisation syndicale, de diriger les luttes, mais de les soutenir par sa... clairvoyance. On a ainsi l'impression que pendant que les dirigeants se disputent sur des questions idéologiques, les travailleurs constitueront spontanément des organisations d'usine lorsqu'elles seront nécessaires.

La neuvième conférence de l'AAU rompt tout contact avec le KAPD en 1929, ce qui provoque une scission de ceux qui n'étaient pas d'accord avec cette mesure, affaiblissant encore plus le mouvement révolutionnaire. Le KAPD n'a alors plus qu'une centaine de militants.

L'AAU sombre dans la trivialité, au point qu'en 1929 pour la première fois de son histoire elle en est réduite – comble de l'horreur ! – à diriger une grève... Le KAPD écrit une lettre à

123 *Proletarier* n° 8, août 1927.

l'AAU pour s'en plaindre ¹²⁴ : c'était là le triomphe d'une « politique de maquignonnage » consistant à « marchander avec les capitalistes autour d'un tapis vert, en attendant que le prolétariat soit assez fort pour monter à l'assaut final ». Dans cette même lettre, le parti écrit que « la récente crise de notre mouvement montre clairement une fois de plus comment le manque d'activité de la classe ouvrière [*je souligne*] entraîne l'agitation brouillonne des éléments dispersés du mouvement révolutionnaire. On supplée au manque d'activité des masses prolétariennes par des tours d'adresse, par "l'habileté tactique" ». Autrement dit, le « manque d'activité » de la classe ouvrière (le fait qu'elle fasse des *grèves* et non la *révolution*) a conduit quelques révolutionnaires déviants à soutenir, voire conduire ces grèves. C'est à se demander ce que les *vrais* révolutionnaires sont censés faire en attendant que les prolétaires soient prêts à « monter à l'assaut finale ».

Ce type de raisonnement rejoint celui de Pannekoek qui, en 1927, évoquait la défaite de la révolution et disait que « le prolétariat ne se montra guère à la hauteur de sa mission historique ¹²⁵ ». Il évoque le manque de maturité de la classe ouvrière, ses illusions, l'absence de conscience de classe etc. En somme, c'est la faute de la classe ouvrière.

Il n'est aucunement envisagé que les conceptions des révolutionnaires en matière d'organisation, de tactique, que leurs querelles permanentes, leurs scissions, aient pu quelque peu démobiliser le prolétariat. Il est vrai que du point de vue de la Gauche communiste, scissions et querelles contribuent au contraire à la *clarification* de la théorie, mais malheureusement plus la théorie se clarifie pour les intellectuels, plus elle apparaît obscure pour les prolétaires.

124 Lettre du KAPD 19 juin 1929, *L'Ouvrier communiste* n° 4/5, 1929. Citée par Philippe Bourrinet, *op.cit.* p. 167.

125 *Proletarier* n° 7, juillet 1927, « Principe et tactique »

Six thèmes significatifs

Nous évoquerons six thèmes significatifs qui distinguent la Gauche communiste à la fois du marxisme « orthodoxe » et de l'anarchisme.

1. – L'anarchisme

La critique anarchiste de la social-démocratie constitue incontestablement un point de rencontre avec ce qui deviendra la Gauche communiste qui, cependant, prendra soin de se démarquer de l'anarchisme et mènera toujours, parallèlement à la lutte contre le révisionnisme, une lutte contre le courant libertaire. « Révisionnisme » est ici entendu dans le sens qu'avait le mot, chez les marxistes allemands, de révision de la théorie marxiste dans un sens réformiste.

En effet, révisionnisme (c'est-à-dire réformisme) et anarchisme sont considérés comme des « tendances bourgeoises au sein du mouvement ouvrier », selon Pannekoek. Pire même, l'anarchisme est « plus dangereux » que le révisionnisme. Ces deux courants sont parfaitement symétriques, ils se renforcent mutuellement, ils relèvent d'une même vision du monde, bourgeoise évidemment. Réformisme et anarchisme rejoignent le libéralisme dans le « culte commun de l'individu et de la liberté personnelle ». Anarchisme et révisionnisme traduiraient la pénétration de l'idéologie petite-bourgeoise dans le mouvement ouvrier.

Selon Pannekoek, « l'anarchisme est l'idéologie du petit bourgeois devenu fou, le révisionnisme celle du petit bourgeois apprivoisé ». Gorter, quant à lui, dans sa brochure *Social-démocratie et révisionnisme* (1909), pense que révisionnisme et anarchisme ont les mêmes racines historiques et économiques : absence de grande industrie, petites entreprises, petite paysannerie. L'anarchisme serait une étape de transition avant la formation d'un prolétariat industriel concentré et combatif. L'attitude de la Gauche communiste envers l'anarchisme fut toujours d'hostilité de principe et de combat théorique permanent.

2. – La guerre d’Espagne

L’intervention du mouvement anarchiste et anarcho-syndicaliste dans la lutte contre le fascisme en Espagne va fournir à l’« ultra-gauche » l’opportunité de montrer toute sa verve argumentative en même temps que son incapacité à proposer une solution viable, c’est-à-dire qui tienne compte de la réalité.

Le conseillisme, qui, à son grand désespoir, est souvent assimilé à l’anarchisme, cherche frénétiquement à se démarquer de ce dernier dont il proclame la faillite et le caractère bourgeois. Conseillisme hollandais et Gauche communiste italienne sont très proches sur ce point. Le fait que la CNT espagnole ait (officieusement) incité ses militants à voter en faveur du front populaire en 1936 est analysé comme un abandon de l’hostilité anarchiste à l’électoratisme. L’anarcho-syndicalisme espagnol est ainsi accusé d’avoir franchi le Rubicon et de devenir l’allié de la bourgeoisie. Pour les théoriciens d’ultra-gauche, tout problème politique se réduit à un problème théorique. Pour les anarcho-syndicalistes espagnols, le problème était alors très pratique : il y avait 30 000 libertaires en prison, et le succès électoral du front populaire a permis de les faire libérer.

C’était la seule raison qui a pu inciter la CNT à suggérer à son million d’adhérents de voter. Les anarchistes ne tombaient tout simplement pas dans le crétinisme parlementaire que Marx et Engels raillaient. Ces derniers auraient pu inclure les militants de l’ultra-gauche dans leurs railleries, le crétinisme antiparlementaire n’étant au fond qu’une forme du crétinisme parlementaire ¹²⁶.

La gauche hollandaise mena une critique constante et sans compromis contre l’ensemble du courant anarchiste. Plus que les

126 Faut-il rappeler que, si Bakounine condamne le suffrage universel parce qu’il estime qu’il ne saurait être un instrument d’émancipation du prolétariat, il n’a pas élevé l’abstentionnisme au niveau d’un principe métaphysique ? Il reconnaît une certaine utilité aux élections communales, il a même conseillé de manière circonstancielle à son ami Gambuzzi l’intervention au Parlement. S’il y a chez Bakounine une analyse critique motivée de l’électoratisme, il n’y a chez lui nulle part ces condamnations hystériques et viscérales chères à bien des anarchistes après sa mort. La participation des travailleurs aux élections n’est pas condamnée pour des raisons morales, mais parce qu’elle fait le jeu de la bourgeoisie. Sur ce point, Bakounine a eu raison sur Marx, jusqu’à Lénine. L’antiparlementarisme était si inhabituel chez les marxistes que lors de la révolution russe, les bolcheviks passaient dans le mouvement ouvrier européen pour des bakouniniens !

staliniens ou que le Parti socialiste, les anarchistes apparaissaient aux yeux du GIC comme les responsables de la défaite du prolétariat espagnol. La doctrine et la pratique anarchistes étaient, selon eux, totalement étrangers au prolétariat. L'anarchisme était défini comme d'essence petite-bourgeoise. C'est pourquoi la « condition pour la marche en avant de la révolution » était la défaite du courant anarchiste : on peut lire fréquemment dans la presse d'ultra-gauche que la CNT fut un des principaux responsables de l'écrasement de l'insurrection, parce qu'elle démoralisa le prolétariat au moment même où il s'ébranlait contre la réaction démocratique. En fait, du point de vue de l'ultra-gauche, l'anarchisme espagnol ne trahissait pas, il n'était que logique avec lui-même.

Dans l'ensemble, le GCI est, sur la question espagnole, sur les mêmes positions que la Gauche communiste italienne. Tous deux proclament que l'aide au prolétariat espagnol ne pouvait en aucun cas consister à participer à la lutte armée contre les fascistes mais dans l'extension de la lutte des classes dans tous les pays. Lorsque Helmut Wagner dit que « tant que les ouvriers de l'étranger ne se révolteront pas contre leur propre bourgeoisie, apportant ainsi un soutien actif à la lutte en Espagne, les ouvriers espagnols devront sacrifier leur but socialiste », il a parfaitement raison. Le problème est que les « ouvriers de l'étranger » ne sont pas en mesure de faire la révolution dans leur propre pays, alors même que les gouvernements russe, allemand et italien font tout pour saboter la révolution espagnole ?

Helmut Wagner est un des rares à être capable de dépasser un point de vue dogmatique et de constater ce qui se passe dans la réalité. Il évoque en avril 1937 « la situation internationale confuse, qui met les ouvriers espagnols en opposition face au reste du monde »¹²⁷.

L'auteur des *Thèses sur le bolchevisme*, pourtant critique acerbe de l'anarcho-syndicalisme, écrivit en avril 1937 que les ouvriers espagnols devaient accepter les armes de l'étranger « pour sauver leurs vies » ce qui, sous la plume d'un militant de l'ultra-gauche, révèle un souci inhabituel du paramètre humain :

127 « L'Anarchisme et la révolution espagnole », juin 1937, dans *La Contre-révolution bureaucratique*, 10/18, p. 217.

« Les travailleurs espagnols ne peuvent pas se permettre de lutter effectivement contre les syndicats, car cela mènerait à une faillite complète sur les fronts militaires. Ils n'ont pas d'autre alternative : ils doivent lutter contre les fascistes pour sauver leurs vies ; ils doivent accepter toute aide sans regarder d'où elle vient. Ils ne se demandent pas si le résultat de cette lutte sera le socialisme ou le capitalisme ; ils savent seulement qu'ils doivent lutter jusqu'au bout. »

Une telle approche est tout à fait inhabituelle chez les militants de ce courant.

Mais en général, le caractère totalement « à côté de la plaque » de la Gauche communiste est particulièrement sensible dans leur appréciation des questions militaires. Ainsi, le GCI affirme qu'en avril 1937 l'aide aux prolétaires espagnols ne pouvait en aucun cas être d'ordre militaire, « la lutte en Espagne prend le caractère d'un conflit international entre les grandes puissances impérialistes [...] Les armes modernes de l'étranger ont déplacé la lutte sur le terrain militaire et, en conséquence, le prolétariat espagnol a été soumis aux intérêts impérialistes, et avant tout aux intérêts russes ».

On se demande, sachant quel est l'environnement international en 1936, ce que le GCI propose *concrètement* de faire. L'intransigeance révolutionnaire et internationaliste de ces groupes alla jusqu'à *exclure* des militants qui avaient participé à la lutte armée en Espagne ! Dans la gauche italienne, une majorité se dégage assez rapidement contre l'envoi de militants en Espagne, et se déclare en faveur de la « transformation de la guerre impérialiste en guerre civile » – après quoi Bordiga se retire et attend tranquillement la fin de la guerre. Vaste programme, alors que le mouvement ouvrier russe, allemand et Italien a été écrasé et que le prolétariat français, dominé par les staliniens, ne bouge pas.

Il est vrai que pour les anarchistes espagnols, la présence des combattants étrangers n'avait pas d'intérêt militaire. *Tous* les militants libertaires espagnols qu'on a pu interroger s'accordent pour dire que ce qui leur a manqué, ce n'étaient pas les hommes mais les

armes. A partir de là le problème se pose bien en termes militaires. L'envoi de militants n'avait qu'une valeur symbolique.

Il ne fait pas de doute que si tous ceux qui proclamaient la nécessité d'étendre la lutte des classes dans tous les pays pour briser l'isolement des ouvriers espagnols avaient réalisé cet objectif, beaucoup d'encre aurait été économisée sur le thème de la « trahison » des anarchistes espagnols...

Le point de vue de l'ultra-gauche, d'ailleurs parfaitement juste en théorie, et d'une belle intransigeance révolutionnaire, impliquait que les deux cents militants de ce courant international constitué des quelques survivants, la plupart en exil, de la gauche communiste allemande et italienne, fassent éclater la lutte des classes dans l'Union soviétique stalinienne, dans l'Allemagne nazie, dans l'Italie mussolinienne, qu'ils transforment le Front populaire en France en authentique révolution prolétarienne. Vaste programme pour si peu de gens.

3. – La révolution russe. – Le « caractère prolétarien de la révolution russe »

La Gauche communiste germano-hollandaise fut le seul courant marxiste à faire une analyse critique de la révolution russe et une critique de la nature de classe du bolchevisme. Leurs analyses rejoignent en cela les positions qu'avaient développées « à chaud », dès les premiers mois, ceux qui les avaient précédés dans la critique révolutionnaire du bolchevisme, les libertaires, et en particulier les anarcho-syndicalistes russes ¹²⁸.

Herman Gorter sera un fervent soutien de la révolution russe en 1917 et 1918. Il « défendit le caractère prolétarien de la révolution russe », comme on dit dans le jargon idéaliste de la Gauche communiste, ce qui ne veut pas dire que, en tant qu'ouvrier – ce qu'il

128 Cf. entre autres :

- Rocker Rudolf, *Les soviets trahis par les bolcheviks*, Spartacus ;
- Avrich Paul, *The Anarchists in the Russian revolution*, Thames & Hudson, London 1973:
 - Groupe d'anarchistes russes exilés en Allemagne, *Répression de l'anarchisme en Russie soviétique*, Éditions de la « Librairie sociale », 1923.
 - Maximoff Gregory Petrovich, *The Guillotine at work* vol. 1 *The léninist counterrevolution*, Cienfuegos Press, 1979.

n'était pas ¹²⁹ –, il défendit les armes à la main la révolution prolétarienne en Russie, mais qu'il se fit le promoteur, auprès des différentes instances socialistes, de *l'idée* que la révolution russe était une révolution prolétarienne. Nuance...

Un marxiste aussi éminent que Gorter, qui sera plus tard surtout connu pour sa polémique contre Lénine, et qui bénéficia d'une réelle sympathie dans les milieux anarchistes, se laissa cependant aller, dans sa brochure *Le socialisme mondial*, à un véritable culte de la personnalité envers Lénine, « le chef de la révolution russe », appelé à « devenir le chef de la révolution mondiale », rien que ça. Ce culte, peu conforme aux principes du matérialisme historique, frisait le gâtisme mystique :

« La force de son esprit et de son âme est égale à celle de Marx. Si Marx le surpasse en connaissances théoriques, en force dialectique, il surpasse Marx par ses actions... Et nous l'aimons comme nous aimons Marx. Comme chez Marx, son esprit, son âme nous inspirent immédiatement de l'amour ¹³⁰. »

C'est à vomir.

Gorter croit à la nécessité d'un parti centralisé et discipliné. Le parti ne se définit pas seulement par son programme mais par son action de propagande ; il reste une avant-garde qui dirige la lutte. Toutefois, la révolution reste l'œuvre des masses car elle ne se décrète pas, elle se déclenche spontanément. C'est la maturation de la conscience de classe du prolétariat qui conditionne les actions spontanées des masses ; c'est pourquoi le parti, selon Gorter, doit « toujours agir et parler de manière à réveiller et à fortifier la conscience de classe des ouvriers ». Aussi le parti n'a-t-il pas besoin d'être très nombreux ; il doit au contraire être constitué d'un noyau résistant, sélectionné.

129 Hermann Gorter était poète. Sa première œuvre fut un poème épique de 4000 vers intitulé « Mai », publié en 1889, et qui établit sa réputation comme représentant de la littérature impressionniste hollandaise. Ce poème fut rapidement suivi d'un autre, intitulé... « Juin ».

130 Cité dans « La gauche hollandaise de 1914 au début des années 1920 », *Revue Internationale* n° 49 - 2^e trimestre 1987.

4. – A propos de Kronstadt

Deux faits allaient contribuer à modifier le point de vue de la Gauche communiste sur la révolution russe : l'écrasement de l'insurrection de Kronstadt, sur laquelle nous ne nous étendrons pas, et l'« Action de mars » 1921, que nous avons déjà évoquée.

Le KAPD s'en tint au début à la thèse officielle d'un complot contre la Russie soviétique, mais le rapport détaillé des délégués du parti à Moscou modifia les choses. Arthur Goldstein, qui représentait le KAPD à l'Internationale communiste, donna un point de vue plus exact de la situation. Gorter, lui, estimait « nécessaires » les mesures prises par les bolcheviks contre Kronstadt et n'excluait pas que les communistes de gauche puissent eux-mêmes prendre de telles mesures en Occident, dans la mesure où la contre-révolution serait plus forte dans la classe ouvrière¹³¹. Cela n'empêchait pas Gorter d'estimer qu'une « dictature de classe » était préférable à une « dictature de parti », ce qui fit dire à Radek et Zinoviev que Gorter « soutenait Kronstadt ».

En 1923, Gorter écrivit à propos de Kronstadt¹³² que le soulèvement de la forteresse avait fait effondrer le communisme : « Ses fondations disparurent en un instant. » Il entend par là que le soulèvement de Kronstadt, ayant conduit à l'introduction de la NEP, avait eu un rôle contre-révolutionnaire. « Le petit acte d'un petit groupe de paysans a suffi – on dit que les vaisseaux de guerre étaient surtout manœuvrés par des fils de paysans. » Gorter reprend le thème éculé de la propagande bolchevique et trotskiste selon laquelle les insurgés étaient issus de la paysannerie – donc par définition contre-révolutionnaires.

La revendication de l'égalité des rations alimentaires entre bolcheviks et non bolcheviks ne peut évidemment qu'être interprétée comme contre-révolutionnaire. L'argumentaire de Gorter dans ce texte de 1923 est surréaliste. Il s'efforce de montrer que toutes les décisions politiques des bolcheviks ont conduit à instaurer le pouvoir de la paysannerie en Russie. Les bolcheviks ont « mis la révolution

131 D'ailleurs, aucun des groupes oppositionnels du parti russe, à commencer par l'Opposition ouvrière, ne condamna s'écrasement de l'insurrection de Kronstadt.

132 « The World Revolution », *Workers Dreadnought*, entre le 9 février 1923 et le 10 mai 1924.

paysanne capitaliste au-dessus de la révolution prolétarienne ». Mais il qualifie de réactionnaire, inspirée par des paysans, un événement dont l'objectif était de remettre le cours des événements sur les rails de la révolution prolétarienne. Gorter passe complètement à côté des choses.

L'instauration de la NEP, l'interdiction des fractions au X^e congrès du parti, firent dire à Gorter : « Après le dernier congrès de la République soviétique russe, on ne peut plus douter qu'en Russie il n'existe pas une dictature de classe mais une dictature de parti. » Ce point de vue, partagé par le KAPD, annonce la rupture de la gauche communiste avec l'Internationale communiste.

5. – L'antibolchevisme

La critique du bolchevisme constitue une des contributions les plus importantes du courant conseilliste. Dès les années trente ses théoriciens avaient à peu près tout dit sur la nature de classe du parti bolchevik. Dans un texte émanant de la gauche communiste hollandaise daté de 1934, on peut lire que « le mouvement de la social-démocratie russe, dirigé par des révolutionnaires professionnels, représentait essentiellement un parti de la petite bourgeoisie révolutionnaire »¹³³.

La fonction historique du bolchevisme dans la révolution, selon la Gauche communiste allemande, est de réaliser la révolution bourgeoise : « Lénine s'adapta si bien aux nécessités de la révolution que l'on peut quasiment dire qu'il accomplit l'œuvre de cette classe qu'il combattait ouvertement¹³⁴. » « Le bolchevisme offre toutes les caractéristiques de la révolution bourgeoise, mais intensifiées par une connaissance approfondie, tirée du marxisme, des lois de la lutte des classes¹³⁵. » Quant à la nature de la révolution russe, elle est « un processus de transformation unitaire, qui a débuté avec la chute du tsarisme et a atteint son apogée avec la victoire de l'insurrection armée des bolcheviks, le 7 novembre. Et ce violent processus de

133 « Thèses sur le bolchevisme », 1934, *La contre-révolution bureaucratique*, 10/18, p. 30.

134 « Lénine et sa légende », dans *La contre-révolution bureaucratique*, 10/18.

135 « Thèses sur le bolchevisme », 1934, p. 31.

transformation ne peut être que celui de la révolution bourgeoise russe, dans les conditions particulières de la Russie ¹³⁶. » Il revenait au bolchevisme de réaliser cette révolution, car, « dans ses principes, dans sa tactique et dans son organisation », il est « un mouvement et une méthode de la révolution bourgeoise dans un pays à prépondérance paysanne ¹³⁷. »

La critique *in situ* de l'échec de la révolution avait été faite dès 1918 par les anarchistes russes, qui discernaient une « triple menace contre-révolutionnaire », celle « de la bourgeoisie étrangère, de la contre-révolution intérieure et du parti actuellement dominant, devenu contre-révolutionnaire après la conclusion de la paix de Brest-Litovsk et de la trahison du prolétariat et de la paysannerie de Pologne, de Lituanie, d'Ukraine, de Finlande et autres ». On peut dire que les anarchistes russes ne tombent pas dans la confusion des rôles.

En janvier 1918, lors du premier congrès pan-russe des syndicats, une résolution anarcho-syndicaliste énonce, en son point 6 :

« Ce n'est pas par la voie bureaucratique avec la création d'institutions étatiques, où domineraient le fonctionnaire ouvrier, pas plus que par ces parodies pitoyables de la bourgeoisie, que l'on pourra sauver le pays de la ruine. »

Le point n° 8 déclare qu'il est nécessaire que la production soit confiée à la « classe laborieuse », et non à l'État ni à quelque appareil de fonctionnaires, composé de « membres de la classe ennemie » ¹³⁸.

Une résolution de la 1^{re} conférence des anarcho-syndicalistes, tenue à Moscou (25 août-1^{er} septembre 1918), désigne le parti bolchevik comme « le parti de la stagnation et de la réaction », et

136 *Ibid.*, p. 41.

137 *Ibid.*, p. 53. On peut retrouver, sur la nature de l'URSS, un écho des « Thèses sur le bolchevisme » dans *Solidarité ouvrière*, le journal d'un groupe anarcho-syndicaliste français entre 1970 et 1980.

138 Les résolutions anarcho-syndicalistes ici mentionnées se trouvent dans *Les anarchistes dans la révolution russe*, Tête de Feuilles, 1973.

« l'ainsi-dénommée “dictature du prolétariat ” » comme « la dictature du parti et même de quelques individus sur le prolétariat ».

En avril 1922, Alexandre Berkman publie un texte dans *la Revue anarchiste* :

« Une centralisation mécanique paralyse l'activité du pays (...) Le gouvernement monopolise toute la vie : la révolution est enlevée au peuple. Une machine bureaucratique est née, effrayante quant au nombre, à l'inefficacité et à la corruption. Rien qu'à Moscou cette nouvelle classe de Sovbur (bureaucrates bolchevistes) est supérieure en nombre au total des employés de l'administration du régime tsariste de 1914. »

En 1922 également, Emma Goldman écrit un livre, *My further disillusionments in Russia*, dont *la Revue anarchiste* publie un extrait en 1925. Elle y indique que l'échec de la révolution n'a pas été dû « uniquement aux pratiques des bolcheviks. Fondamentalement ce fut le résultat des principes et des méthodes du bolchevisme. » Elle pose donc dès cette époque le problème que développera la revue *Socialisme ou Barbarie* quelque quarante ans plus tard : le rôle de l'idéologie bolchevik dans la naissance de la bureaucratie. Mais les anarchistes russes ne diront jamais que la fonction du parti bolchevik a été de réaliser les objectifs de la révolution bourgeoise : selon eux le système mis en place, malgré ses points communs avec le système capitaliste, a quelque chose d'original et se définit plutôt par ce qui le *distingue* du capitalisme « traditionnel ».

En 1921, Rudolf Rocker, militant anarcho-syndicaliste allemand, publie un livre, *la Faillite du communisme d'État* (que les éditions Spartacus ont publié sous le titre accrocheur de *Les Soviets trahis par les bolcheviks*). Rocker écrit de façon prophétique : « La politique de Robespierre a conduit la France au IX Thermidor puis à la dictature militaire de Napoléon. A quels abîmes la politique de Lénine et de ses camarades conduira-t-elle la Russie ? »

En dépit de toute la pertinence de leurs analyses, les théoriciens de l'ultra-gauche passent à côté d'un certain nombre de points

déterminants. En effet, leur *a priori* économiste (une constante, chez eux) leur fait désigner la révolution captée par les bolcheviks comme une révolution *bourgeoise*. Une abondante littérature développe ce thème. Mais cet aspect-là de l'analyse du mouvement conseilliste n'a évidemment pas été retenu par les porte-plume de la bourgeoisie, prompts à retenir la critique du bolchevisme, mais peu enclins à admettre l'idée saugrenue pour eux que la révolution russe était une révolution *bourgeoise* et le parti bolchevik un parti de la petite bourgeoisie.

Pour ce qui nous concerne, nous avons là une illustration intéressante de la démarche intellectuelle de l'ultra-gauche dont la méthode d'analyse – fort peu marxiste, au demeurant – est fondée sur l'amalgame. En affirmant que ces deux systèmes sociaux sont identiques, les théoriciens de l'ultra-gauche ne font que semer la confusion, car pour les comprendre, il est indispensable de définir ce qui les *distingue*. Ayant fait l'amalgame entre capitalisme et communisme version bolchevique, on comprend mieux comment l'ultra-gauche peut ensuite faire l'amalgame entre démocratie et fascisme, puis entre bolchevisme et fascisme, ce que fait Otto Rühle dans un texte de 1939 intitulé significativement « La lutte contre le fascisme commence par la lutte contre le bolchevisme ».

L'ultra-gauche s'évertuera à démontrer que le capitalisme d'État – terme employé par Lénine – est le capitalisme, ce qui est vrai, mais insuffisant. Les libertaires russes ne désignent pas le système issu de la révolution d'Octobre comme du capitalisme, ils montrent que le système *parodie* le capitalisme, qu'il tente d'en utiliser les méthodes, et que pour ce faire il utilise les procédés les plus archaïques et inefficaces du capitalisme : la dictature, les fonctionnaires, la bureaucratie. Lorsque Emma Goldman dit que l'échec de la révolution fut le résultat des principes et des méthodes du bolchevisme, elle laisse entendre que le système mis en place doit être expliqué par le bolchevisme, pas par le capitalisme. Le terme le plus adéquat, utilisé par les anarchistes, est celui de socialisme d'État.

On pourrait, par jeu, employer le même procédé argumentatif que l'ultra-gauche et dire que la fonction de celle-ci, dans le domaine

théorique (qui est son *seul* domaine d'intervention), et en particulier dans sa critique de la révolution russe, est de préserver le marxisme de toute critique. En désignant le parti bolchevik comme un parti de la petite-bourgeoisie intellectuelle chargé de réaliser le programme de la révolution bourgeoise en Russie, l'ultra-gauche exonère totalement le marxisme de toute influence idéologique sur les événements.

Le concept de socialisme d'État adopté par les anarchistes porte au contraire le débat sur les responsabilités à l'intérieur même du socialisme : « On ne peut séparer les conceptions bolchevistes de l'État et du socialisme. Les bolcheviks étaient des socialistes d'État et la doctrine économique du socialisme fixait les moyens politiques propres à la réaliser ¹³⁹. »

6. – L'antifascisme

Les gauches allemande, italienne et hollandaise développèrent des positions sur la démocratie et le fascisme qui ne différaient pas beaucoup : il n'y a pas de différence de nature entre l'un et l'autre.

Tous deux sont un mode particulier d'exercice de la dictature de la bourgeoisie sur le prolétariat, le fascisme reposant sur la terreur, la démocratie sur un consensus mou qui est le meilleur moyen de dévoyer la lutte des classes. « Il n'y a pas la moindre différence entre “démocratie” et fascisme, quelle que soit la forme étatique » ; « dès qu'éclate un mouvement révolutionnaire, l'ennemi fasciste n'est pas plus dangereux que l'ennemi “démocratique” », peut-on lire en juillet 1935 dans *PIC* ¹⁴⁰. De là, il n'y a qu'un pas à considérer que la démocratie est pire que le fascisme : la démocratie « est à certains égards pour la bourgeoisie une bien meilleure arme que la violence du pouvoir d'État absolu, pour pouvoir souvent dévoyer un mouvement montant par des revendications définies... »

Ainsi Karl Korsch écrivait-il en 1941 que « le “secret” qui sous-tend les batailles verbales entre “totalitarisme” et “anti-totalitarisme” et le combat diplomatique et militaire plus important entre l'Axe et le groupe anglo-américain de puissances impérialistes est le fait historique que le pire et le plus intime ennemi de la démocratie

139 Arthur Lehning, *Marxisme et anarchisme dans la révolution russe*, 1929.

140 Cité par Philippe Bourrinet, p. 212.

aujourd'hui n'est pas Herr Hitler mais la "démocratie" elle-même ¹⁴¹ ».

La défense des droits démocratiques serait une illusion, une mystification bourgeoise pour empêcher les ouvriers de se battre contre l'ordre bourgeois. « Les droits dont les ouvriers peuvent faire usage dans les organisations ouvrières reconnues ne servent qu'à intégrer les travailleurs à l'ordre démocratique. [...] Les ouvriers doivent toujours et partout combattre le capitalisme, et peu importe s'il se sert des formes de gouvernement démocratiques ou fascistes. »

« Aussi bien sous le fascisme que sous la démocratie, les travailleurs sont exploités par le capital ¹⁴². » Ainsi, démocratie et fascisme ne sont que deux modalités différentes et complémentaires de gouvernement capitaliste.

L'attitude du GIC par rapport à la montée du nazisme est particulièrement révélatrice. Le nazisme était perçu comme l'expression de l'offensive du capitalisme monopoliste contre le prolétariat. Sa base sociale était constituée de la petite-bourgeoisie prolétarisée par la crise. La seule tactique possible pour la classe ouvrière était la lutte de classe massive et internationale, sous forme de mouvements spontanés et anti-syndicaux. Toute alliance avec des partis de gauche était une trahison. La Gauche communiste considérait – avec raison, certes – que social-démocrates et communistes avaient participé à l'écrasement du prolétariat : les social-démocrates en liquidant le mouvement spartakiste en 1919 ; les communistes, à partir de 1923 en faisant de la surenchère nationaliste pour concurrencer les nazis.

Pendant dix ans le GIC passa pratiquement à côté du phénomène nazi en Allemagne, n'en évaluant pas la portée réelle. Ce n'est que fin 1932 que ses militants commencent à analyser sérieusement la question, notamment Pannekoek. Celui-ci tenta une explication des causes de la défaite du prolétariat en Allemagne. Là encore, comme le fera la gauche communiste italienne en 1933, la victoire de Hitler n'est perçue que comme l'aboutissement de la contre-révolution social-démocrate commencée en novembre 1918 avec la venue au

141 Karl Korsch, « The Workers' Fight Against Fascism », *Living Marxism* Vol 5, No. 3, Winter 1941.

142 *Räte-Korrespondenz* n° 14, décembre 1935.

pouvoir de Ebert et Scheidemann. Le rôle de Hitler n'était pas d'empêcher la révolution mais *d'achever* un processus commencé avec l'arrivée au pouvoir de la social-démocratie.

Le capital allemand utilisa le mouvement nazi, qui fournit ses troupes pour réaliser la contre-révolution. Les cadres du mouvement nazi étaient constitués de la petite-bourgeoisie étudiante et des officiers de l'armée. Mais la classe ouvrière allemande subit aussi une défaite idéologique, dans la mesure où, à l'initiative de la social-démocratie, son combat avait été orienté dans la voie des élections.

C'était là pire qu'une défaite : « Mais ici, c'était un effondrement, aucune lutte, parce que les ouvriers ne faisaient qu'élire les social-démocrates et n'ont pas appris à combattre de façon révolutionnaire ¹⁴³. » Sur ce point, la critique de la gauche révolutionnaire est pertinente : on se souvient que Rosa Luxembourg fut traitée d'anarchiste parce qu'elle affirmait que ce n'était que par la lutte que les travailleurs pouvaient s'organiser et s'auto-émanciper. Mais alors, on se demande bien pourquoi la gauche révolutionnaire a-t-elle toujours systématiquement refusé de s'allier aux anarchistes.

Une histoire dénuée d'événements

Nous n'entendons pas nous livrer ici à une critique détaillée, d'un point de vue libertaire, des positions de l'ultra-gauche, un courant politique pratiquement tombé dans l'oubli avant que les médias ne répercutent les délires de quelques individus issus de ce courant sur les thèses de Rassinier.

Dans la littérature de la gauche communiste allemande, hollandaise ou italienne, on constate une inflation de débats d'idées absolument incroyable, qui se manifeste par une multiplication de scissions. Ces débats mettent souvent l'accent sur des divergences somme toute mineures mais qui prennent, dans le contexte d'isolement dans lequel ce courant se trouva par rapport à la classe ouvrière, des proportions énormes. Ce courant était friand de « conférences internationales » auxquelles ne participent que quelques individus ne représentant rien, sinon l'idée qu'ils se faisaient de leur rôle.

143 *PIC*, n° 9, avril 1933. Cité par Philippe Bourrinet.

Les histoires de ce courant développent abondamment ces débats, qui pourtant ne concernent que peu de monde. Des conflits titanesques opposant, d'une part, les authentiques tenants de la vraie théorie révolutionnaire du prolétariat mondial, et, d'autre part, une fraction représentant objectivement les intérêts de la bourgeoisie internationale, peuvent ne concerner que quelques dizaines de personnes. Ainsi, lorsque l'Union générale ouvrière d'Allemagne (AAUD) et l'Union générale ouvrière d'Allemagne-Unitaire (AAUD-E) fusionnent en 1931 pour constituer la KAU (Union communiste ouvrière), la première avait 343 membres et la seconde 57¹⁴⁴. Pourtant, la littérature de la Gauche communiste évoque ces deux groupes comme si le sort du prolétariat mondial en dépendait.

Ces deux organisations avaient été relativement puissantes par le passé mais leurs effectifs avaient fondu à cause de l'incompétence révolutionnaire de leurs dirigeants, qui en étaient encore à se demander s'il fallait diriger une grève au moment où Hitler faisait des SA un redoutable instrument de combat contre le prolétariat allemand, la population allemande en général, et juive en particulier.

Tout cela n'empêche pas les héritiers de ce courant, encore aujourd'hui, de pontifier doctement sur les erreurs du mouvement libertaire espagnol et de donner des leçons *a posteriori* sur ce qu'il aurait fallu faire. Si les ultra-gauches allemands avaient été capables de faire en Allemagne ce qu'ils reprochent aux anarcho-syndicalistes espagnols de ne pas avoir fait, ils n'auraient peut-être pas contribué à clore le cycle révolutionnaire commencé en 1917 et dont la guerre civile espagnole n'était que la dernière vague.

Les histoires de ce courant rédigées par ses propres sympathisants peuvent faire état d'événements présentés comme majeurs mais qui n'ont eu aucun impact sur la réalité. Les histoires de l'ultra-gauche sont *singulièrement dénuées d'événements* : c'est que les idées tiennent lieu de faits, les comptes rendus de congrès tiennent lieu d'événements. Dans la mesure, par ailleurs, où ce qui est déterminant est moins le fait lui-même que le conflit d'intérêts de classe qu'il est censé exprimer, on arrive rapidement à la situation où les événements

144 Chiffres donnés par Philippe Bourrinet.

ont moins d'importance que les idées dont ils sont la manifestation... « objective », évidemment.

De là à nier l'événement lui-même, il n'y a qu'un pas. En tout cas, un événement qui ne concorderait pas avec la théorie serait facilement amené à être nié car impossible.

On peut ainsi se demander si la hargne avec laquelle la Gauche communiste, aussi bien Allemagne qu'en Italie dans les années 1920-1930, mettait sur le dos de la seule social-démocratie la responsabilité de la montée du fascisme et du nazisme ne servait pas en grande partie à masquer ses propres responsabilités. Ces responsabilités se situeraient dans l'incapacité de ce courant à produire un modèle d'organisation unifiant une fraction décisive de la classe ouvrière, dans les querelles idéologiques incessantes qui détournaient les militants du combat réel, dans leurs conceptions des rapports entre organisation politique et organisation de masse qui ont paralysé l'une et l'autre. On peut également se demander si leur refus fanatique de l'anti-fascisme n'est pas une justification *a posteriori* de leur aveuglement devant la montée de celui-ci et de leur incapacité à analyser ce phénomène au moment même où il apparaissait. Si on ne se pose pas ces questions, on ne peut pas comprendre pourquoi l'Espagne, où le mouvement anarcho-syndicaliste était hégémonique, est le seul des trois pays devenus fascistes où le prolétariat a pu résister, les armes à la main mais aussi en prenant en main l'appareil productif – résistance temporaire il est vrai, mais réelle.

Conscience de classe et révolution

La Gauche communiste germano-hollandaise, opposée aux conceptions léniniennes de *Que faire ?*, considère que l'instinct des masses est bridé par les appareils bureaucratés des syndicats et des partis, ce qui la fera accuser par la gauche communiste italienne bordiguiste de spontanéisme. Cependant, avant l'apparition du GIC, la Gauche communiste germano-hollandaise n'est pas opposée à l'organisation. Les marxistes hollandais et allemands souligneront l'importance de la grève de masse, à la fois spontanée et organisée.

La Gauche communiste germano-hollandaise adopte textuellement la théorie de Marx dans *L'Idéologie allemande* : pour

produire la conscience communiste et pour faire triompher la cause, il faut une « transformation qui touche la masse des hommes, laquelle ne peut s'opérer que dans un mouvement pratique, dans une révolution »¹⁴⁵.

Dans un article écrit en 1911, Pannekoek affirme que Marx n'est pas un « éthicien », un moraliste. L'éthique est « un produit des facteurs matériels de la société », « ce n'est pas l'éthique qui forme la base du marxisme, mais, au contraire, c'est le marxisme qui donne à l'éthique un fondement matérialiste »¹⁴⁶.

Pannekoek écrit une brochure contre l'anarchisme et le révisionnisme¹⁴⁷ (qu'il considère comme procédant de la même matrice) parce que ceux-ci parlent de *l'injustice*. Pour Pannekoek, le capitalisme crée les bases objectives de sa disparition et devient donc obsolète : c'est ainsi qu'il montre son caractère injuste. C'est là un raisonnement hyper-rationaliste, mécaniste et économiste. Le capitalisme ne doit pas être remplacé par un « meilleur ordre social » parce qu'il est « mauvais et injuste » : « c'est parce que le capitalisme peut être supprimé et qu'un meilleur ordre est possible qu'il est injuste et mauvais »¹⁴⁸. Est moral tout ce qui « sert l'intérêt de classe », et immoral « tout ce qui lui nuit ». La question reste de savoir qui définit ce qu'est « l'intérêt de classe » : Pannekoek ?

Ces considérations sur la morale évolueront vers un autre problème, celui de la conscience de classe comme condition de la victoire de la révolution.

C'est par la conscience que la classe ouvrière existe : « Seule la conscience de classe permet à ce corps mort, immense et musculeux d'accéder à l'existence et d'être capable d'action », dit Pannekoek¹⁴⁹. Cette manière de voir le prolétariat comme un corps *mort*, immense et musculeux est quelque peu troublante...

145 Pléiade III, p. 1123.

146 « Marx der Ethiker », in *Bremer Bürgerzeitung*, 25 février 1911, cité par Philippe Bourrinet, *op. cit.*

147 Il s'agit évidemment du révisionnisme au sens qu'avait ce mot dans le mouvement ouvrier allemand au début du siècle.

148 « Ethik und Sozialismus – Umwälzungen im Zukunftsstaat », Leipzig 1906.

149 *Les Conseils ouvriers*, EDI, 1968, p. 56.

Mais il y a différents degrés dans la conscience. Pannekoek insiste sur l'instinct de classe : « L'instinct des masses est le levier du développement politique-révolutionnaire de l'humanité » – en quoi il se rapproche curieusement de... Bakounine ! C'est la conscience de classe immédiate non encore parvenue à sa forme politique.

Le parlementarisme ne peut servir d'instrument de domination du prolétariat, il est « la forme de domination politique normale de la bourgeoisie ». Les syndicats, quant à eux, ne se trouvent pas sur le terrain de la lutte de classes mais sur celui de l'État bourgeois. C'est pourquoi les syndicats ne peuvent être des instruments de lutte révolutionnaire ; ils sont « un élément nécessaire à la stabilité d'une société capitaliste normale »¹⁵⁰. Pannekoek préconise la fusion entre lutte politique et lutte syndicale « en une lutte unifiée contre la classe dirigeante », en quoi il se rapproche beaucoup de l'anarcho-syndicalisme.

Ces idées, fondées sur le constat que le capitalisme ne peut plus accorder de réformes durables, évacuent le fait que les réformes ne sont *jamais* durables sous le capitalisme. Le caractère fugitif des revendications, constamment rognées par le système, est un constat banal, qui nécessite un état de mobilisation permanente de la classe ouvrière – donc une organisation permanente. Alors que la Gauche communiste se contente d'attendre le grand soir, c'est au contraire à maintenir ce caractère de mobilisation permanente que doivent s'attacher les révolutionnaires, mobilisation permanente impossible à réaliser sans une organisation préexistant à la révolution... Et là, on a une distinction capitale avec l'anarcho-syndicalisme, qui postule la nécessité absolue d'une organisation permanente de la classe ouvrière.

La Gauche communiste théorise la grève de masse en lui accordant un caractère quasi mythique : elle est la forme typique de la lutte des classes à l'ère de l'impérialisme, elle n'est plus une lutte pour des réformes, c'est une action spontanée regroupant la majorité des ouvriers, et dotée de sa propre organisation. Pannekoek affirme la capacité d'auto-organisation du prolétariat luttant massivement par des moyens extraparlimentaires : la masse « devient une masse active, un organisme doté de sa vie propre, cimentée et structurée par

150 Cf : *Les Conseils ouvriers*, EDI, p 75-80.

elle-même, dotée de sa propre conscience et de ses propres organes ». Le rôle du parti est décisif : il est le catalyseur de l'action révolutionnaire qu'il dirige, organise, mais c'est un rôle plus « spirituel » que matériel ; il ne s'agit pas de commander le prolétariat. Dans la confrontation État-prolétariat, l'État peut détruire la forme de l'organisation du prolétariat, mais pas son esprit, qui persiste dans les masses éduquées : l'État « ne peut détruire que l'enveloppe extérieure de l'organisation du prolétariat, pas son être même ». C'est là un point de vue éminemment idéaliste.

En opposition aux pratiques et à la théorie social-démocrates, Pannekoek développe une théorie de l'organisation-processus selon laquelle les travailleurs doivent créer eux-mêmes leurs formes de lutte et d'organisation. Les idées de Pannekoek n'auront leur forme achevée qu'après l'expérience des révolutions en Russie et en Europe centrale. Vers 1920-1921 il qualifiera désormais la révolution russe de révolution bourgeoise.

Quelle fonction pour les Unions ?

Les Unions furent, plus sans doute que les conseils, des créations originales du mouvement ouvrier allemand. Ni partis, ni syndicats, un peu des deux, leur échec sera le produit à la fois de leur ambiguïté et des querelles au sein de la gauche communiste quant à leur fonction effective. Au plus fort de la révolution, leurs effectifs restèrent cependant insignifiants au regard des millions de travailleurs organisés dans les syndicats social-démocrates.

Des organisations d'usine (*Betriebsorganisationen*) forment des unions qui apparaissent, avec l'échec de la révolution, comme des organes de lutte politique héritiers des conseils d'usine. Ces unions se généralisent au cours de l'année 1919 dans les mines, les chantiers navals, la métallurgie etc. Alors que le KAPD maintiendra une division du travail entre parti et organisations d'usines, certains militants de la Gauche communiste tels Rühle développeront des positions antiparti, disant que la révolution n'était pas une question de parti.

Certains militants de la Gauche communiste entendaient réduire le rôle du parti à un cercle de propagande pour les unions ; cependant, la majorité du KAPD était très hostile à l'anarcho-syndicalisme et entendait que les unions soient des organes de lutte appliquant les directives du parti. Les unions sont conçues comme une émanation du parti ; le KAPD, rigoureusement centraliste, rejette radicalement le syndicalisme révolutionnaire et le fédéralisme anarchiste.

Pannekoek récusait l'idée selon laquelle les unions seraient des organisations d'entreprises regroupant une minorité d'ouvriers éclairés opposés au « rôle réactionnaire des syndicats et formant un petit groupe au milieu des larges masses, encore inactives, s'accrochant aux vieux syndicats ». Pour lui la double organisation parti / unions était inutile puisque c'étaient les mêmes hommes qui s'y trouvaient. Pannekoek sentait que les unions étaient des groupes d'usines permanents du parti, élargis à des cercles d'ouvriers sympathisants, et non des cercles d'ouvriers s'organisant dans la lutte en comités d'action.

Une série d'articles parus au début de 1922 explique le rôle des unions dans la lutte des classes¹⁵¹. On considère que les luttes salariales n'ont aucun sens à l'époque du déclin du capitalisme. Les ouvriers dans l'AAU doivent se battre pour la révolution. Les luttes revendicatives sont une « affaire privée » de chaque ouvrier :

« Le réformisme est la lutte à l'intérieur du capitalisme pour de meilleures conditions de salaire et de travail ; en d'autres termes la lutte pour une portion plus grande de la propriété privée. Le prolétaire mène la lutte comme individu particulier en concurrence avec les autres individus dans son intérêt en tant qu'individu. Les syndicats représentent les intérêts de l'ouvrier particulier au sein du capitalisme. L'AAU organise la classe prolétarienne dans un but exclusif : la disparition directe du capitalisme comme système ; elle n'a nullement à prendre en

151 *Kampfbruf* [appel au combat, nos 4, 5, 6 et 8, « Die union, was sie ist und was sie sein soll » [L'union, ce qu'elle est et ce qu'elle devrait être]. (Cité par Philippe Bourrinet, *op. cit.* p. 145)

compte et à représenter les intérêts personnels de l'ouvrier individuel au sein du capitalisme... Lorsqu'un unioniste est embauché dans une entreprise capitaliste, il passe un contrat privé – en tant qu'ouvrier individuel – avec le chef d'entreprise. Se trouve-t-il dans l'entreprise avec un salaire insuffisant pour le maintien de sa simple existence matérielle, alors il va de nouveau voir son employeur, comme individu ouvrier, en exigeant un changement de son contrat privé sous forme d'amélioration de ses conditions de salaire et de travail... Si l'employeur ne l'accorde pas, alors l'unioniste, en tant qu'individu ouvrier, dans l'entreprise, a à sa disposition une série de moyens pour imposer ses revendications, par exemple la grève et la résistance passive ¹⁵²... »

À relire ce passage, on ne peut s'empêcher de se demander si le rédacteur de la brochure a la moindre idée de ce qu'est un ouvrier, une usine, un patron et le travail salarié en général. Ce passage est remarquable car il définit parfaitement ce que furent non seulement les unions dans la conception de la Gauche communiste allemande, mais aussi toute leur politique : aucune implication dans les luttes revendicatives ; désintérêt envers les conditions d'existence quotidiennes des travailleurs ; abandon des travailleurs dans leur situation de concurrence face à l'emploi ; isolement des travailleurs face à l'employeur ; affirmation du tout (la révolution) ou rien.

La manière dont l'auteur de ce texte – et le groupe qui l'a publié – perçoivent les relations entre ouvrier et employeur est absolument stupéfiante. L'ouvrier n'a, dans l'entreprise, que des « intérêts *personnels* » ; en aucun cas des intérêts collectifs. L'amélioration de ses conditions d'existence est une affaire individuelle, il se débrouille tout seul avec son patron. Il n'est pas envisagé que les ouvriers en tant que collectivité dans l'entreprise puissent avoir les mêmes intérêts et puissent s'organiser pour les faire valoir, puisque la seule forme d'organisation possible est celle qui va accomplir la révolution. Et si l'ouvrier individuel n'obtient pas satisfaction, il lui reste comme moyen de pression la grève – tout seul, sans doute.

152 *Die Kommunistische Arbeit Internationale*, « Räte Internationale oder Führer internationale ? » brochure du KAPD, 1923.

On se demande *qui* a bien pu rédiger ce texte – intellectuel ou rentier, en tout cas quelqu’un qui n’a *jamais* eu affaire à un patron. C’est une vision de petit bourgeois. On comprend dès lors le succès qu’eut le Parti communiste allemand lorsqu’il entreprit de prendre à son compte l’organisation de lutte revendicatives, et le déclin de l’ultra-gauche : en prétendant que seules sont à l’ordre du jour les luttes révolutionnaires pour la conquête du pouvoir, la Gauche communiste imprime au prolétariat allemand une terrible régression, elle abandonne de fait le terrain de la lutte des classes dans la mesure où celle-ci est un combat quotidien contre le capital, et où les luttes revendicatives sont un entraînement quotidien à un combat plus élargi.

Le constat que ce combat quotidien ne pouvait plus être mené dans les syndicats traditionnels est une chose, qui ne conduit pas *nécessairement* à l’abandon du combat lui-même. Gorter, par exemple, trouvera « très dommage » que la direction d’Essen du KAPD laisse ses membres « diriger comme individus la lutte salariale » ! On en viendrait presque à compatir avec Lénine et à comprendre son exaspération devant ce poète qui se mêlait de révolution... Quand une organisation révolutionnaire a, dans sa presse et dans ses tracts, comme mot d’ordre : « À bas les luttes salariales », il est certain qu’elle ne s’approche pas du prolétariat avec la « compréhension réelle et vivante de ses maux réels », que préconisait Bakounine.

L’accusation d’anarcho-syndicalisme faite à la Gauche communiste allemande par la direction de l’Internationale communiste est donc totalement injustifiée, car le spontanéisme est étranger à l’anarcho-syndicalisme. Pour Bakounine, le sentiment du droit, dans la classe ouvrière, s’éveille de façon particulièrement vive grâce à l’expérience de la grève. « La grève, c’est la guerre », dit-il ; elle « jette l’ouvrier ordinaire hors de son isolement, hors de la monotonie de son existence sans but », elle le réunit aux autres ouvriers, dans la même passion et vers le même but ; elle « convainc tous les ouvriers de la façon la plus saisissante et directe de la nécessité d’une organisation rigoureuse pour atteindre la victoire »¹⁵³.

153 *Le Père Peinard*, n° 45, 12/01/1890, p. 11.

L'idée de la grève comme mode d'éducation de la classe ouvrière à l'action révolutionnaire sera reprise par les anarcho-syndicalistes français du début du siècle à travers ce qu'ils appelaient la « gymnastique révolutionnaire » : c'est, dit encore Pouget, « ...la meilleure des gymnastiques, car elle habitue à la solidarité et à l'initiative ». La grève s'inscrit dans une stratégie graduelle articulée sur une « progression cumulative où les luttes partielles sont comprises comme un entraînement à l'affrontement général et où les améliorations obtenues par l'action sont comme une préfiguration de la société à construire »¹⁵⁴. Ainsi, Émile Pouget pouvait-il écrire en 1907 : « Au creuset de la lutte économique se réalise la fusion des éléments politiques et il s'obtient une unité vivante qui érige le syndicalisme en puissance de coordination révolutionnaire. » Selon Bakounine, encore, la plupart, prolétaires comme bourgeois, ne se laissent entraîner que par la logique des faits.

« Il est vrai qu'il y a [chez les travailleurs] une grande force élémentaire, une force sans aucun doute supérieure à celle du gouvernement et des classes dirigeantes pris ensemble ; mais sans organisation, une force élémentaire n'est pas une puissance réelle. C'est sur cet incontestable avantage de la force organisée sur la force élémentaire du peuple qu'est basée la puissance de l'État. » (...) « En conséquence la question n'est pas de savoir s'ils [les travailleurs] peuvent se soulever, mais s'ils sont capables de construire une organisation qui leur donne les moyens d'arriver à une fin victorieuse⁶⁵. »

La réalité de la pensée de Bakounine se trouve encore mieux exprimée dans un autre texte : « Le socialisme... ne trouve une réelle existence que dans l'instinct révolutionnaire éclairé, dans la volonté collective et dans l'organisation propre des masses ouvrières elles-mêmes, – et quand cet instinct, cette volonté, cette organisation font défaut, les meilleurs livres du monde ne sont rien que des théories dans le vide, des rêves impuissants. » On est loin du spontanisme attribué aux anarchistes et aux anarcho-syndicalistes.

154 J. Toublet, « L'anarcho-syndicalisme, l'autre socialisme ».

Or il semble que la Gauche communiste allemande ait élaboré toute sa stratégie et ses conceptions organisationnelles non à partir d'une « compréhension réelle et vivante [des] maux réels » du prolétariat, mais à partir de l'analyse qu'elle faisait de la « période ».

La « période »

La « période » est un terme un peu vague et fourre-tout, qui revient constamment dans la littérature de l'ultra-gauche, et qui désigne l'idée que se fait celui qui l'emploie de l'étape du développement des contradictions du capitalisme. Ce terme sert surtout à absoudre l'ultra-gauche de ses erreurs politiques et à expliquer pourquoi les groupes qui se réclament d'elle ont bien fait de ne rien faire puisque le moment – pardon, la période – n'était de toute façon pas favorable.

Les positions du KAPD étaient catastrophiques. La négation des luttes économiques, l'affirmation que l'organisation ne pouvait se constituer qu'au dernier moment dans le cadre d'une lutte révolutionnaire – son rôle entre-temps se limitant à la propagande – signifiait dans les faits l'abandon de toute activité collective en dehors de ces périodes.

La Gauche communiste ne semblait pas comprendre que les luttes dites « revendicatives », les grèves, les augmentations éventuelles de salaires ou les améliorations des conditions de vie, vite rattrapées par le patronat, étaient moins importantes que la manière dont elles étaient menées, manière qui constituait un entraînement à l'action collective.

L'idée des Unions, telles qu'elles étaient conçues alors en Allemagne, malgré une apparence très superficiellement libertaire, était à cent lieues des conceptions anarcho-syndicalistes. Le rejet, par l'ultra-gauche, de la lutte économique quotidienne distingue irrémédiablement les deux courants. Les anarcho-syndicalistes ne pouvaient pas concevoir une organisation qui n'ait pas une fonction de lutte mais seulement de propagande pour la révolution ; on peut se demander en quoi on peut bien faire de la propagande pour la révolution sans lutter un tant soit peu...

D'ailleurs, dans un sursaut de réalisme, certaines instances du KAPD, à Berlin notamment, s'inquiétaient de la politique suivie par

leur organisation, dont les effectifs avaient chuté à 5 000, et soulignaient que « des ouvriers qui sont incapables de mener de telles luttes [revendicatives] et qui dans des conflits avec le capital cèdent à la couardise ne sont justement pas capables de mener la lutte pour le pouvoir »¹⁵⁵.

D'une certaine façon, tout en rejetant le léninisme, la Gauche communiste en avait tous les travers – le discours obsessionnel sur la prise du pouvoir, la « dictature du prolétariat » – mais sans s'en donner les moyens. Cette obsession de la prise du pouvoir les a fait passer à côté de ce qui fait la particularité de l'anarcho-syndicalisme : la prise en main de la production par la classe ouvrière organisée, alors même que les Unions auraient pu être parfaitement adaptées pour réaliser cette tâche.

La tendance d'Essen, qui avait développé la thèse de l'ouvrier individuel, et la tendance de Berlin, s'exclurent mutuellement. La scission fut consommée en mars 1922, entraînant encore une perte de militants. 600 des 12 000 membres de l'AAU rallièrent la tendance d'Essen. Il y eut dès lors deux KAPD, et deux AAU, chacun évidemment se proclamant l'authentique.

La classe ouvrière allemande n'en sortit évidemment pas renforcée.

Un paradoxe

C'est un réel paradoxe que si l'anarcho-syndicalisme trouve sa *formulation* dans la théorie bakouninienne de l'organisation, théorie que le révolutionnaire russe a déduite de l'observation attentive qu'il faisait du mouvement ouvrier de son temps, la meilleure *définition* de l'anarcho-syndicalisme se trouve sans doute chez... Pannekoek :

« La lutte de classe révolutionnaire du prolétariat contre la bourgeoisie et ses organes étant inséparable de la mainmise des travailleurs sur l'appareil de production, et de son extension au produit social, la forme d'organisation unissant la classe dans sa

155 KAZ, n° 12, février 1922, « Leitsätze zur taktik der KAPD und AAU ». Cité par Philippe Bourrinet, La Gauche hollandaise, CCI, p. 146.

lutte constitue simultanément la forme d'organisation du nouveau processus de production ¹⁵⁶. »

L'idée générale de Bakounine est que l'organisation des travailleurs, dans sa forme, n'est pas constituée sur le modèle des organisations de la société bourgeoise, mais qu'elle est fondée sur la base des nécessités internes de la lutte ouvrière et, comme telle, est une préfiguration de la société socialiste. Le mode d'organisation du prolétariat est imposé par les formes particulières de la lutte des travailleurs sur leur lieu d'exploitation ; l'unité de base de l'organisation des travailleurs se situe là où ceux-ci sont exploités, dans l'entreprise. A partir de là, elle s'élargit horizontalement (ou géographiquement, si on veut), par localités et par régions, et elle s'élève verticalement par secteur d'industrie. Cette vision des choses devait évidemment fournir à Marx et à Engels l'occasion de multiples sarcasmes à l'encontre de Bakounine, accusé d'être indifférent en matière politique, puisqu'il ne préconisait pas l'action parlementaire, cette dernière étant considérée comme la seule forme d'action politique envisageable. Engels, cependant, avait parfaitement compris le fond de la pensée de Bakounine, au-delà des déformations de la polémique : il écrit en effet à Théodore Cuno :

« Comme l'Internationale de Bakounine ne doit pas être faite pour la lutte politique mais pour pouvoir, à la liquidation sociale, remplacer tout de suite l'ancienne organisation de l'État, elle doit se rapprocher le plus possible de l'idéal bakouniniste de la société future ¹⁵⁷. »

Engels résume en fait parfaitement le point de vue de Bakounine et de ce qui deviendra plus tard l'anarcho-syndicalisme. Si on met de côté l'amalgame habituel selon lequel l'opposition de Bakounine à l'action parlementaire est assimilable à une opposition de principe à la lutte politique, Engels ne dit dans ce passage rien d'autre que ceci :

– l'organisation des travailleurs doit être constituée selon un

156 Pannekoek, *Les Conseils ouvriers*, EDI, p. 273.

157 Lettre à Th. Cuno, 24 janvier 1872.

mode le plus proche possible de celui de la société que la classe ouvrière porte en elle ;

– la destruction de l'État n'est rien d'autre que le remplacement de l'organisation de classe de la bourgeoisie – l'État – par celle du prolétariat.

En somme, l'organisation de classe des travailleurs, qui est l'instrument de lutte sous le capitalisme, constitue le modèle d'organisation politique de la société après la révolution. Il y a donc, au moins sur ce point, une réelle concordance entre les positions de Pannekoek et celles de l'anarcho-syndicalisme. La divergence principale entre Pannekoek et l'anarcho-syndicalisme réside dans la notion d'organisation permanente. Selon Bakounine, c'est à travers la lutte quotidienne et revendicative que le prolétariat se constitue en classe, qu'il acquiert progressivement la conscience de la séparation irrémédiable entre les classes ouvrière et capitaliste et qu'il crée l'organisation qui lui permettra demain de prendre en main la production.

Critiques du réformisme, les théoriciens de la Gauche communiste allemande auraient été bien inspirés de s'inspirer des positions de Bakounine et de ses amis car dans une large mesure ils posent les mêmes problèmes. En effet, contre Marx et Engels, qui préconisaient la voie de la participation aux élections parlementaires, Bakounine opposait : « Les buts que nous proposons étant si différents, l'organisation que nous recommandons aux masses ouvrières doit différer essentiellement de la leur ¹⁵⁸. »

César de Paepe, le militant belge de l'AIT, développait des idées identiques. Dans un texte datant de 1869, intitulé significativement « Les institutions actuelles de l'Internationale au point de vue de leur avenir » ¹⁵⁹, il part de l'idée que les institutions que le prolétariat se constitue sous le capitalisme préfigurent les institutions de l'avenir : « Nous voulons montrer que l'Internationale offre déjà le type de la

¹⁵⁸ « Aux compagnons de la fédération des sections internationales du Jura », Oeuvres III, 74.

¹⁵⁹ Cité dans Bakounine, Œuvres, éd. Lebovici, tome III, appendice III, p. 255-256.

société à venir, et que ses diverses institutions, avec les modifications voulues, formeront l'ordre social futur. »

De Paepe décrit une structuration à deux niveaux : verticale-industriel et horizontale-géographique.

Au niveau « vertical », les « sociétés de résistance », que Bakounine appelle les « sections de métier », sont en fait des syndicats ¹⁶⁰ : elles regroupent autour d'elles les ouvriers d'un même métier : aujourd'hui elles leur apprennent à « discuter leurs intérêts, à calculer le prix de vente et le prix de revient pour baser là-dessus leurs prétentions, la société de résistance est destinée à organiser le travail dans l'avenir ». Les sociétés de résistance se transformeront en ateliers coopératifs, dit De Paepe.

Au niveau « horizontal », la section, qui est une structure interprofessionnelle, implantée sur une localité, regroupe « les ouvriers de tous les métiers sans distinction. Là doivent être traitées les affaires qui intéressent tous les travailleurs, quelle que soit leur profession. » La section, dit De Paepe, « est le type de la commune. » C'est ce que Bakounine appelle la « section centrale ».

Selon De Paepe, les sections seront reliées en fédérations, par bassins, puis par pays. Les fédérations comprendront un groupement par sections, mais aussi par corps de métier, comme cela existe pour les communes. Ainsi le travail pourra être organisé au sein des communes et au sein du pays tout entier.

« Nous croyons maintenant avoir montré que l'Internationale renferme en germe dans son sein toutes les institutions de l'avenir. Que dans chaque commune, il s'établisse une section de l'Internationale, et la société nouvelle sera formée et l'ancienne s'écroulera d'un souffle ¹⁶¹. »

De Paepe ne fait rien d'autre que définir la notion d'abolition de l'État. Or c'est exactement le problème que se posaient les militants des Unions allemandes. Les problèmes qu'ils soulevaient avaient été abordés depuis longtemps dans l'AIT, mais pas par les penseurs de

160 Il va de soi qu'à l'époque on n'envisageait pas encore la constitution de syndicats d'industrie, auxquels les anarcho-syndicalistes adhéreront plus tard.

161 César de Paepe, *loc. cit.*

leur bord : par les collectivistes bakouniniens, dont ils devaient ignorer tout, puis par les anarcho-syndicalistes.

Nouveau rapprochement avec les nazis

Au début des années trente, alors qu'il était complètement stalinisé, le Parti communiste allemand reprit le cours nationaliste dans lequel il s'était engagé en 1923. Il lança une campagne populiste de « révolution populaire » et s'efforça de mettre en avant les convergences entre lui et le parti nazi. Les slogans chauvins destinés à aller dans le sens du poil du national-socialisme (qui a obtenu 13 millions de voix en 1932) vont de pair avec la dénonciation de la social-démocratie comme principal ennemi du prolétariat : le Parti communiste ira même jusqu'à contracter des alliances électorales avec les nazis contre les socialistes.

S'adressant aux socialistes, un député communiste déclara au Reichstag en septembre 1930 :

« Le parti national-socialiste a une tâche historique, la tâche de désagréger les milieux que nous ne touchons pas encore et qui nous ne nous sont pas encore passés à l'armée révolutionnaire. Ces gens chez lesquels il a détruit la foi en la capacité de survie du système capitaliste, en sa nécessité et en sa légitimité, ces gens ne viendront jamais à vous, ils viendront à nous ¹⁶². »

L'objectif est clairement affiché : abattre le régime social-démocrate. En Prusse, le KPD soutint un référendum proposé par les nazis contre les socialistes en juillet 1931. En mars 1932, le KPD et le parti nazi engagèrent une motion de censure commune contre le gouvernement social-démocrate de Prusse, provoquant la dissolution du parlement allemand en juillet. En novembre 1932, le Parti communiste organisa avec le parti nazi (NSDAP) une grève des transports à Berlin.

¹⁶² Cité par Thierry Wolton, *Rouge-Brun, le mal du siècle*, JC Lattès, 1999, p. 99.

« Les communistes ont mobilisé leurs militants pour soutenir la grève des transports de Berlin organisée de concert avec les nazis, contre la centrale syndicale social-démocrate, BVG. Jeunesses communistes et Hitler Jugend quêtent ensemble dans les rues de la capitale pour soutenir les grévistes ¹⁶³. »

Lors des élections législatives de la fin 1932, on put lire dans *Die Rote Fahne* du 1^{er} novembre une « Lettre ouverte aux électeurs ouvriers du NSDAP » dans laquelle Walter Ulbricht, le futur dictateur de la RDA, déclare : « Les membres prolétariens du NSDAP sont entrés dans les rangs du front uni du prolétariat ¹⁶⁴. » Ernst Thälmann estimait qu'une victoire du nazisme créerait les conditions d'une révolution socialiste en Allemagne ¹⁶⁵. Il déclare ainsi : « Nous avons même constitué un front unique de classe avec les prolétaires nazis ¹⁶⁶. »

Le journal du Parti communiste affirme, dans un article intitulé « Hitler au secours des Juifs riches » ¹⁶⁷, que ce dernier fait le jeu de la bourgeoisie juive, qu'il est « l'ami de tout propriétaire de coffre-fort. Maintenant, l'homme à la croix gammée et l'antisémite déclaré se rapproche des juifs ; mais bien entendu seulement des juifs riches qu'il veut sauver du bolchevisme ainsi que les capitalistes de l'Ouest et les propriétaires fonciers à l'Est de l'Elbe. »

En 1932 *Rote Fahne* remet ça avec un article intitulé « Les nazis pour le capital juif » ¹⁶⁸.

Le Parti communiste appliquait une analyse simpliste de la question juive « à la lumière du matérialisme historique ». L'antisémitisme se limitait à sa dimension économique et exprimait la réaction de la petite-bourgeoisie face à sa prolétarianisation, dont les Juifs étaient rendus responsables. L'antisémitisme n'était qu'une tactique du grand capital, une étape dans la concentration du capital.

163 Wolton, *Rouge-Brun*, p. 101.

164 Wolton, *Rouge-Brun*, page 101.

165 Erreur fatale, c'est le cas de le dire. Les nazis ne partageaient pas sa candeur : ils l'arrêtèrent en 1933 et l'exécutèrent à Buchenwald le 18 août 1944. Ernst Thälmann fut chef du parti communiste allemand à partir de 1925.

166 *Die Rote Fahne* du 10 novembre 1932, cité par Wolton, pages 101-102.

167 « Hitler proklamiert Rettung reicher Juden », 15 novembre 1931.

168 « Nazis für jüdisches Kapital », 7 septembre 1932.

« Les Juifs allemands peuvent considérer l'avenir avec espoir – dans la mesure où ils ont de l'argent ¹⁶⁹. » Dans la mesure où le nazisme était une des formes prises par le capitalisme, capitalistes juifs et non juifs allaient trouver un arrangement. Ce n'est qu'à partir de 1935 que les analyses du KPD se modifient. Dès lors, le Komintern réoriente sa stratégie vers la politique de front populaire, reprend le discours et les valeurs démocratiques du libéralisme politique.

La tentation rouge brune ou les fantômes de la révolution allemande (1939)

Les anarchistes russes furent les premiers à avoir pressenti le caractère totalitaire – le mot n'existait pas encore – du système politique mis en place par les bolcheviks. Cependant, ils ont toujours défendu la révolution russe contre les tentatives de restauration du système politique antérieur. Leur participation à la guerre civile contre les blancs fut décisive.

Lorsque se sont mis en place les régimes fascistes, les anarcho-syndicalistes n'ont pas manqué de faire l'analogie entre le fascisme et le communisme de type soviétique. Les militants de la CGT-SR (créée en 1926) désignaient communément les communistes sous le terme de « Nacos » – National-communistes. Ils savaient de quoi ils parlaient. Cependant les libertaires n'ont jamais confondu communisme, fascisme et démocratie parlementaire.

Otto Rühle écrivit en 1939 une brochure, *Fascisme brun fascisme rouge* dans laquelle il affirmait que « la compréhension profonde et réelle du bolchevisme aussi bien que du fascisme ne peut être obtenue que par l'examen critique et analytique de ces phénomènes et de leurs rapports ». Selon Rühle, il y a une réelle identité entre bolchevisme et fascisme :

« Par ses méthodes, le bolchevisme a directement travaillé pour le fascisme. Dictier, corriger, contrôler chaque pas des masses, prévenir et saboter toute velléité d'indépendance, décevoir et affaiblir le moindre mouvement de confiance en soi par des insuccès artificiellement provoqués et les intimider pour

169 *Correspondance internationale*, 1933, cité par Traverso, p. 213.

les tentatives suivantes – c’est le chemin direct qui a finalement conduit à la soumission sans résistance au pouvoir fasciste.

« La victoire du fascisme n’a pu être si facile que parce que les dirigeants des partis et les syndicats ouvriers avaient tellement dressé, émasculé et corrompu le matériel humain qu’il est devenu la proie consentante de l’assujettissement, auquel il avait été éduqué pendant des décennies. Parmi les coupables, Lénine est sans doute l’un de ceux qui portent la plus lourde responsabilité ¹⁷⁰. »

Staline n’a fait que mettre une dernière touche au tableau.

« Pactes économiques, pactes de neutralité, de non-agression, d’entente, de communauté d’intérêt, pactes réciproques ou de collaboration – c’était désormais le seul contenu du programme de politique étrangère. Le fascisme se déchaînait contre le bolchevisme, les prisons étaient remplies de communistes “criminels” et accusés de “haute trahison”, Hitler menaçait de “faire tomber des têtes”, et pendant ce temps les représentants de la Russie étaient assis aux côtés des représentants de l’Allemagne plus ou moins fascistes aux tables de conférence, ils fréquentaient les mêmes banquets et échangeaient des télégrammes de fraternisation ¹⁷¹. »

Ainsi le pacte germano-soviétique n’apparaît pas seulement comme une tactique pour gagner du temps dans la perspective de la guerre qui se préparait mais comme la manifestation d’une réelle conjonction entre fascisme et stalinisme. Cependant, Rühle ne prend pas la peine d’analyser ce qui peut *différencier* les deux systèmes et, dans une large mesure, il préfigure les auteurs qui, quarante ou cinquante ans plus tard, assimileront fascisme et stalinisme, en opposition au modèle de la démocratie comme référence ultime du politique.

170 Otto Rühle, *Fascisme brun fascisme rouge*, « Révolutionner les syndicats ».

171 Otto Rühle, *Fascisme brun fascisme rouge*, « La politique extérieure bolchevique ».

Dans l'analyse politique, la technique de l'amalgame n'est jamais efficace et se situe à l'opposé de toute démarche scientifique. Les phénomènes humains sont toujours complexes et jamais réductibles à une ou à un petit nombre de déterminations. Et lorsque deux phénomènes différents présentent des analogies, leur examen n'a aucun sens si on ne met pas en lumière leurs différences. Faute de quoi on tombe dans l'idéologie.

Au début des années 90, on put constater d'étranges convergences entre l'extrême droite et certains courants du PCF. Ainsi, le 12 mai 1992, l'Institut de recherches marxistes, sous le patronage de *l'Humanité*, annonce sous la plume de Francette Lazard une soirée qui inaugurera « une renaissance de la pensée critique ». Parmi les intervenants, Alain de Benoist, fondateur d'un groupe de réflexion d'extrême droite, le GRECE, et fondateur de la revue *Krisis* (avec un K) pour dialoguer avec les penseurs de gauche. De Benoist était également annoncé pour un débat sur le « nouveau paysage intellectuel français » avec Jean-Marie Domenach (de la revue *Esprit*) et Marc Cohen, rédacteur-chef de *l'Idiot international* et membre du PCF. Marc Cohen était également responsable de la *Lettre écarlate*, bulletin du Collectif communiste des travailleurs des médias, lié au PCF, bulletin qui se spécialisait dans les attaques contre les sociaux-démocrates, surtout quand leur nom avait une consonance juive.

Le numéro de mai 1993 de *l'Idiot international*, dans un article intitulé « vers un front national », défend une « politique autoritaire de redressement du pays ». « La gauche, en France, c'est fini. Pour toujours. Et c'est bien. » Jean-Paul Cruse, l'auteur de l'article, affirme qu'« aucun des conflits fondateurs qui ont forgé l'esprit des vivants d'aujourd'hui ne s'est déployé sur l'axe droite-gauche ». Ce personnage considère donc que les conflits qui ont fondé son droit aux congés payés, à la retraite, à l'assurance santé, ne se sont pas « déployés » sur l'axe gauche-droite. Cruse propose une « alliance des communistes et de la droite catholique, nationale, militaire et maurassienne du général De Gaulle » On a droit également aux schémas racistes éculés sur le « sionisme international » qui, avec

Wall Street, mène le monde, et, pour faire bonne mesure, un couplet sur les « nains de Tokyo ».

Jean-Paul Cruse était membre de la rédaction de *Libération*, adhérent de la CGT et adhérent ou proche du PCF. Le Collectif communiste des travailleurs des médias remerciera Cruse « d'avoir pris date pour l'avenir ».

Didier Daeninckx alerta Georges Marchais, secrétaire du Parti communiste, qui l'encouragea à poursuivre son enquête. Il y aurait au Parti communiste, selon Daeninckx, « une bande d'intellos en perdition, sur fond d'anti-américanisme, d'anti-socialisme et de nationalisme qui joue avec le feu ¹⁷². » L'affaire ne se limite pas à un phénomène franco-français. L'écrivain Edward Limonov, qui passe de Paris à Moscou et inversement, collaborateur du journal d'extrême droite *le Choc du mois*, conseiller de *l'Idiot international*, reçu par l'hebdomadaire des intellectuels communistes *Révolution*, tente d'organiser à Moscou une alliance des Rouges et des Bruns. Il devient président du Front national bolchevique, composé d'anciens communistes, de néofascistes et d'ultra-nationalistes. Le phénomène s'étend à l'ex-Yougoslavie, à l'Allemagne de l'Est, à la Bulgarie. Une force tente de se construire à l'échelle européenne.

Les dérives d'une frange minoritaire d'intellectuels du Parti communiste apparaissent dans un contexte bien précis. Le mur de Berlin s'est écroulé en novembre 1989 et le modèle soviétique est en train de s'effondrer : nos intellectuels sont désarmés. Circonstance aggravante, la gauche est en pleine déroute en France. Les bases mêmes de l'existence de ces intellectuels sans idée sont en train de fondre et ils se raccrochent désespérément à tout ce qu'ils peuvent.

La guerre du Golfe et la guerre civile en Yougoslavie, qui a immédiatement suivi, fournissent des sujets de réflexion où antiaméricanisme et nationalisme se disputent la vedette. On parle d'« ultra-nationalisme social et bolchevique ».

En même temps, le Parti communiste, qui a perdu son modèle et qui a fini par s'apercevoir que son alliance avec le PS avait largement contribué à sa chute, s'engage dans une dénonciation

172 *Le Monde*, 26 juin 1993.

systématique et populiste du Parti socialiste. Bien que le contexte soit différent, certains militants communistes, comme dans l'Allemagne des années 20 et 30, constatant la désaffection des masses, sont conduits à en faire porter la responsabilité aux socialistes. Et comme dans les années 20-30, la fascination d'une alliance avec l'extrême droite semble irrésistible.

Le Parti communiste français ne saurait être tenu pour complice de ce processus qui touche une minorité d'intellectuels. Néanmoins, une réorientation théorique a dû être d'autant plus difficile que ce sont précisément les intellectuels chargés de penser ces orientations qui ont fait l'objet des dérives.

Tout minoritaires qu'elles furent, ces dérives, dûment médiatisées, confortèrent ceux qui théorisent l'identité entre fascisme et communisme et qui découvrirent, à la chute du mur de Berlin, c'est-à-dire soixante-dix ans après la révolution russe, que le régime soviétique n'était pas un paradis socialiste.

Le politiquement correct d'aujourd'hui consiste à renvoyer dos à dos communisme et stalinisme. La fonction politique d'une telle attitude vise à frapper d'opprobre toute remise en cause du capitalisme et à montrer qu'une telle remise en cause est en elle-même un premier pas vers le fascisme. On ne parlera plus de stalinisme mais de communisme ; on ne parlera plus de communisme et de fascisme mais de fascisme rouge ou brun. Et le malheureux qui n'adhérera pas à ces nouvelles catégories aura vite fait de se faire cataloguer de révisionniste ou de négationniste. Les idéologues de cette nouvelle « école » sont souvent des repentis du stalinisme et montrent d'autant plus de zèle à défendre leur nouvelle marotte qu'ils ont beaucoup à se faire pardonner.

Épilogue : La résistance libertaire contre les nazis

Les libertaires avaient perçu très tôt la menace que représentaient les nazis, mais avaient perdu toute capacité de mettre en œuvre une résistance de masse. Ils tentèrent de réaliser un front commun avec les communistes et les socialistes, qui s'avéra impossible. Ils agirent

donc seuls. Ils passèrent à l'action armée avec une milice d'environ 500 membres, les « Schwarze Scharen » (Foules noires), ce qui semble dérisoire face au parti nazi. Ces milices affrontèrent les nazis dans la rue jusqu'à la prise du pouvoir par Hitler en 1933.

A Cologne quelques mois avant qu'Hitler ne prenne le pouvoir, les anarcho-syndicalistes organisèrent, contre la visite de Goebbels, une manifestation qui reçut un énorme soutien populaire. Goebbels se plaignit d'être « chassé de sa ville natale comme un criminel ». Les autres tendances du mouvement ouvrier se sentirent obligées d'organiser elles aussi des manifestations, rendant les tournées de propagande nazies hasardeuses.

A Berlin, les manifestations nazies étaient lourdement protégées par la police. Albert Meltzer cite un jeune observateur britannique, Isherwood, qui décrivait les foules hostiles dans le quartier ouvrier de Moabit ¹⁷³.

Les bandes d'assassins nazis attaquaient les opposants isolés, mais se gardaient d'entrer en confrontation ouverte avec des groupes organisés. Pourtant, dès l'accession au pouvoir des nazis, les SS arrêtaient massivement les leaders du mouvement ouvrier et celui-ci s'effondra. « Rien ne disparut d'une manière plus ignominieuse que l'armée du Front rouge, un jour paradant dans les rues avec ses généraux entraînés à Moscou, le jour suivant languissant dans des trous et des cellules des camps de concentrations hâtivement créés – tout d'abord des entrepôts désaffectés – sans tirer un coup de fusil », écrit Albert Meltzer, qui commente : au moins, les social-démocrates autrichiens tant méprisés se battirent jusqu'au dernier contre Dolfuss... « La classe ouvrière dans son ensemble était assommée par le fait que toute les défenses qu'elles s'était construites s'étaient envolées dans le vent », dit encore Meltzer.

Pourtant, pendant les douze ans de la dictature nazie, des groupes d'ouvriers maintinrent un mouvement de résistance. Pour preuve, cet obus allemand que les Madrilènes faisaient la queue pour voir, sur

173 Une partie des informations qui précèdent proviennent de : Albert Meltzer, « Anarchist Activity in Nazi Germany », *Black Flag Magazine*.

lequel était écrit : « Camarades, les obus que je fabrique n'explodent pas »¹⁷⁴.

Les effectifs déjà faibles de la FAUD fondirent à la prise du pouvoir par les nazis. A Erfurt en mars 1932, le dernier congrès de l'organisation décida que si les nazis prenaient le pouvoir, son bureau fédéral serait dissout et qu'une direction clandestine serait mise en place. Le secrétariat de l'AIT fut transféré aux Pays-Bas en 1933. L'organisation fut décimée par des vagues d'arrestations.

A Duisbourg, la FAUD qui avait en 1921 cinq mille adhérents était réduite à quelques groupes à la prise du pouvoir par Hitler : à Duisbourg-Sud il ne restait que 25 militants.

La FAUD avait transféré sa commission administrative de Berlin à Leipzig. Un réseau de 600 militants environ continua à organiser des rencontres régionales. Des tentatives de publier des journaux clandestins furent rapidement réprimées. *Die soziale Revolution* tira entre 1933 et 1935 huit numéros à environ 200 exemplaires. Ces journaux étaient récupérés après lecture et diffusés ailleurs.

Une brochure anti-nazie fut publiée sous un titre destiné à détourner l'attention : « Mangez des fruits allemands et vous serez en bonne santé ». Elle devint si populaire chez les mineurs que ceux-ci s'apostrophaient mutuellement : « As-tu mangé aussi des fruits allemands ? »

En 1933-1934 les anarcho-syndicalistes allemands en exil fondèrent le groupe « Deutsche Anarcho-syndikalisten » (DAS, Anarcho-syndicalistes allemands) dont le bureau était à Amsterdam.

De nombreux militants allemands se rendirent en Espagne en 1936, parmi lesquels Helmut Rüdiger, Augustin Souchy.

La situation économique de l'Allemagne s'améliora à partir de 1935 ; beaucoup de militants retrouvèrent du travail après une longue période de chômage et hésitaient à s'engager dans l'action clandestine, d'autant que la Gestapo était omniprésente.

La révolution espagnole donna un coup de fouet au mouvement. Des ouvriers, des libertaires, s'opposaient au fascisme. Julius

174 Il est possible cependant que cette affaire d'obus non explosés ait été montée par la propagande républicaine. On voit mal en effet à quelle étape de la chaîne de fabrication une telle inscription aurait pu être faite en passant inaperçue... Mais ce n'est pas grave, l'histoire est jolie.

Nolden ¹⁷⁵ prit des contacts à Duisbourg, Düsseldorf, Cologne : on collecta de l'argent pour les camarades espagnols. On utilisa les contacts dans les bourses du travail de Rhénanie pour trouver des techniciens volontaires pour partir en Espagne.

En décembre 1936, des réseaux furent découverts par la Gestapo à Monchengladbach, Dolken et Viersen. Cinquante anarcho-syndicalistes de Duisbourg, Cologne et Düsseldorf furent arrêtés au début de 1937.

Le 5 novembre 1937 Julius Nolden, un ouvrier de l'industrie automobile, fut condamné par le « Tribunal du peuple » de Berlin à dix ans de réclusion pour « préparation d'une entreprise de haute trahison avec circonstances aggravantes ». Il se trouvait à la tête de la FAUD de Rhénanie.

D'autres arrestations suivirent, portant à quatre-vingt-neuf le nombre de membres de la FAUD qui se trouvaient entre les mains de la Gestapo. Ces hommes et ces femmes furent jugés en janvier et février 1938 pour « préparation d'actes de haute trahison ». Nolden fut enfermé dans le pénitencier de Lüttringhausen et libéré le 19 avril 1945 ¹⁷⁶.

Les activités de la DAS conduisirent les nazis à procéder en 1937 à des rafles en Allemagne, détruisant le réseau de résistants anarcho-syndicalistes. L'organisation clandestine fut démantelée par la Gestapo en janvier 1937. Quatre-vingt-huit militants et militantes anarcho-syndicalistes furent arrêtés et jugés sur place au début de 1938.

175 En 1933 Julius Nolden, qui était au chômage, utilisa comme couverture la Société pour le droit à la crémation (*sic*) pour organiser les réseaux de la FAUD clandestine, ce qui lui valut d'être arrêté par la Gestapo.

176 Quelques noms de militants assassinés sont parvenus jusqu'à nous :

Emil Mahnert, tourneur, jeté du haut d'un escalier.

Wilhelm Schmitz, maçon, mort en prison le 29 janvier 1944.

Ernst Holtznagel, fut envoyé dans le bataillon disciplinaire 999, de sinistre réputation, et fut tué.

Michael Delissen, de Monchengladbach, battu à mort par la Gestapo dès décembre 1936.

Anton Rosinke, de Düsseldorf, assassiné en février 1937.

(Source : « La résistance de l'anarcho-syndicalisme allemand au Nazisme », Traduit de *Direkt Aktion*, journal de la FAUD.

Contraints à l'action individuelle ou minoritaire, les anarchistes allemands entreprirent des tentatives d'assassinat contre Hitler, que l'histoire n'a pas retenues. A la fin de la guerre, Rudolf Rocker et Augustin Souchy refusèrent de fournir la documentation sur ces attentats parce que cela aurait accrédité l'image de poseurs de bombes des anarchistes !

A Düsseldorf, le *Schwarzrotgruppe* (groupe noir et rouge) était l'un de ces groupes. Deux tentatives furent faites, qui faillirent réussir : l'une au palais de la bière de Munich, l'autre à l'opéra de Nuremberg. Les organisateurs des attentats réussirent à s'enfuir en Ecosse. Des arrestations massives suivirent parmi les travailleurs du Rhin, provoquant la paralysie de toute activité.

Parmi les autres tentatives, il faut citer celle de Hilda Monte, liée au mouvement anarchiste et au mouvement conseilliste. Elle était déçue que le groupe Noir et rouge ne l'ait pas utilisée. Pour être plus libre de ses mouvements, elle devint sujet britannique en épousant un militant gay, John Olday. Elle rata son coup, réussit à s'enfuir en Angleterre ; son époux fut arrêté et déporté. Elle réussit cependant à revenir en Allemagne, fut arrêtée et assassinée.

L'anarcho-syndicaliste Ernst Binder de Düsseldorf écrit rétrospectivement, en août 1946 : « Une résistance massive n'ayant pas été possible en 1933, les meilleurs au sein du mouvement ouvrier durent disperser leurs forces dans une guérilla sans espoir. Mais si, de cette expérience douloureuse, les travailleurs tirent l'enseignement que seule une défense unie au moment propice est efficace dans la lutte contre le fascisme, alors les sacrifices n'auront pas été inutiles ¹⁷⁷. »

177 *Ibid.*

CONCLUSION

Faut-il attendre des héritiers de la gauche révolutionnaire qu'ils fassent le bilan de la révolution allemande ? Qu'on en juge :

« L'analyse de cette vague révolutionnaire de l'après guerre est directement analyse de la subsomption réelle, de sa constitution dans ses caractéristiques historiques, et se trouve donc à la base de sa possible périodisation. On ne peut comprendre ce que dans la subsomption réelle dépasse la restructuration actuelle, et en quoi celle-ci est contre-révolution, si l'on ne sait pas ce qu'a pu être la nature de l'ancien cycle de luttes. On ne comprend réellement la restructuration comme contre-révolution qu'en définissant l'ancien cycle comme le fait de poser le travail et la montée en puissance de la classe comme rival du capital à l'intérieur de lui-même, dans le moment où celui-ci les définit, en subsomption réelle, comme un moment de son cycle propre, de sa propre reproduction ¹⁷⁸. »

178 Le verbe « subsumer » (substantif : « subsomption ») est employé dans la théorie des ensembles et signifie en gros : « contient ». Le concept « humain » *subsume* (contient) les concepts « homme », « femme », « enfant », « vieillard », etc. Mais dans le texte cité, on ne voit pas ce que ça vient faire – indépendamment du fait que les phrases sont grammaticalement bancales. L'expression « subsomption réelle », quoi que cela veuille dire, devrait avoir un complément d'attribution : la « subsomption de ceci en cela »... Toni Negri emploie le terme à bon escient lorsqu'il parle de « la subsomption de la société dans le capital », de « la subsomption formelle de la société dans le capital » (« L'école de la régulation face à de nouveaux problèmes »). On comprend qu'il s'agit d'« intégration » ou de « fusion ».

Peut-être l'auteur a-t-il formé le mot sur le modèle de l'« assumption », dogme de l'Église catholique selon lequel, au terme de sa vie terrestre, la maman du petit Jésus aurait été « élevée » (*assumere* en latin signifie « enlever ») jusqu'au Ciel en chair et en os ? Le préfixe « sub » signifiant « vers le bas », la « subsomption » serait le contraire de l'« assumption ». Ce qui ne nous avance pas plus.

Autre hypothèse : le mot serait un recyclage mal compris (et fautif) de la « sursumption » de Hegel. Dans les traductions modernes de Hegel, on emploie maintenant ce mot à la place de « dépassement », dans le cas des contradictions

Il est évident que le lecteur à peu près normalement constitué n'en sait pas plus sur « l'analyse de cette vague révolutionnaire de l'après guerre ». Ce passage d'un texte glané sur le site Internet d'un groupe d'ultra-gauche contemporain est révélateur d'une approche de la réalité totalement décalée.

La révolution allemande est mal connue dans le mouvement libertaire. C'est un tort, parce que le mouvement anarcho-sindicaliste y joua un rôle certain, même s'il ne fut pas déterminant. La révolution russe et la révolution espagnole ont quelque peu occulté cet épisode du mouvement révolutionnaire européen. Mais cette occultation a elle-même contribué à créer un mythe qui a permis à de petits groupes qui se réclament – abusivement en général – de l'héritage de cette révolution, de se forger une aura révolutionnaire. Le mythe des martyrs de cette révolution devenus des icônes – Rosa Luxembourg, Karl Liebknecht – et le prestige post-soixante-huitard des Gorter, Rühle et Pannekoek ont renvoyé dans l'ombre les innombrables acteurs anonymes ou moins anonymes de cette révolution.

Trois choses pourraient être retenues.

♦ La révolution allemande eut lieu dans un pays fortement industrialisé alors même que ses acteurs ont tenté de rejouer la révolution russe, qui se déroula dans un pays avec un prolétariat en nombre insignifiant.

dialectiques, par exemple. Le mot « dépassement » était pas mal et voulait assez bien dire ce qu'il voulait dire (et puis, on s'y était habitué) ; malheureusement il ne rendait pas les subtilités de l'allemand. En effet, le mot qu'emploie Hegel est « *aufheben* »... qui a deux sens contradictoires !

Dans *la Science de la logique*, Hegel explique que « *Aufheben* a dans la langue deux sens. Ce mot signifie “garder”, “conserver”, et en même temps “faire cesser”, “mettre fin à”. (...) La pensée spéculative se réjouit de trouver dans la langue des mots qui ont par eux-mêmes un sens spéculatif... »

Ce qui nous ramène à la fonction historique de l'ultra-gauche, qui est de se livrer à la spéculation...

♦ Elle eut lieu alors qu'il n'y avait pas de mouvement et encore moins d'organisation révolutionnaires préalablement à son déclenchement.

♦ Elle opposa un mouvement révolutionnaire qui resta constamment très minoritaire face à un prolétariat très massivement organisé par la social-démocratie.

Les « analyses » proposées par les héritiers de la gauche révolutionnaire allemande occultent en général ces constats. Elles décrivent un mouvement révolutionnaire prêt à prendre le pouvoir ou désireux de le faire, comme si c'était une éventualité réalisable ; elles décrivent un mouvement révolutionnaire opposé à la social-démocratie comme s'il s'agissait de forces plus ou moins égales.

Il est sans doute difficile aujourd'hui de comprendre réellement les raisons de la haine viscérale de la gauche révolutionnaire allemande envers la social-démocratie. Il y a d'abord la collaboration de cette dernière à l'union sacrée qui a légitimé l'effroyable boucherie de la guerre. Mais d'une façon plus générale, il y a aussi le degré incroyable d'intégration de celle-ci au système dominant. Le parti social-démocrate avait constitué au sein de la société allemande une contre-société constituée d'un ensemble d'institutions qui encadraient totalement le mouvement ouvrier dans tous les domaines. Cette véritable toile d'araignée ne pouvait fonctionner qu'avec une pléthore de salariés, appointés par le mouvement ouvrier, constituant une énorme bureaucratie qui avait perdu de vue les objectifs du socialisme. Cette logique d'intégration poussera le parti social-démocrate à prendre l'initiative de la répression contre le mouvement révolutionnaire. Il semblait qu'il n'y avait rien, dans l'expérience de la social-démocratie allemande, qui pût être retenu par le mouvement révolutionnaire.

Gauche révolutionnaire et communisme moscovite n'avaient pas les mêmes raisons de s'opposer à la social-démocratie. Les révolutionnaires allemands lui reprochaient son intégration à l'État, son réformisme. Pourtant leur propre politique n'a jamais constitué une véritable alternative. Ils étaient simplement un miroir inversé de la social-démocratie, pas un dépassement – ce que Rosa Luxembourg

semble avoir bien perçu. Les réformistes priorisaient-ils l'organisation permanente ? Les révolutionnaires s'y opposeront. Étaient-ils engagés dans les luttes revendicatives ? Les révolutionnaires diront que c'est du maquignonnage.

Les communistes liés à Moscou avaient d'autres raisons. La social-démocratie était le seul concurrent sérieux à la politique des bolcheviks. Il fallait donc l'abattre.

On peut être tenté de désigner la révolution allemande comme la première révolution « moderne » dans un pays industriel avancé. Nous nous inscrivons en faux contre cette tentation. Si l'Allemagne était effectivement un pays fortement industrialisé, la *manière* dont les révolutionnaires allemands ont abordé cette révolution était trop ouvertement inspirée de la dernière révolution du XIX^e siècle, la révolution russe.

Tout en contestant la social-démocratie, les révolutionnaires allemands étaient enfermés dans ses schémas stérilisants. Des décennies d'habitudes parlementaires avaient empêché le mouvement ouvrier allemand, ou du moins une partie déterminante de celui-ci, de développer l'idée que la révolution prolétarienne devait être *immédiatement* suivie de la prise en main générale de l'appareil de production par leur organisation de classe – une organisation *préexistante* à la révolution et dans laquelle ils se seraient longuement préparés à cette prise en main. C'est cette longue et patiente préparation qui a permis au mouvement ouvrier espagnol, là où la CNT était implantée, de contrôler l'économie dans les centres industriels et dans les campagnes (étonnamment absentes des histoires de la révolution allemande) ¹⁷⁹.

C'est également la présence d'une organisation de masse *préexistante* à la révolution, et préparée, qui a immédiatement lancé des groupes d'assaut contre les casernes, les centres de pouvoir – encore une fois là où la CNT était implantée.

179 Il est vrai que du point de vue de la Gauche communiste, le fait que des millions de travailleurs aient, pendant trois ans, pris en main la production industrielle, l'agriculture, les transports, etc. ne constitue en rien un fait digne d'intérêt : ils ne faisaient que *gérer le capital*.

Les années 1918-1923 montrent pourtant les tentatives désespérées de la Gauche révolutionnaire allemande de trouver des solutions, et elle fut souvent près de les trouver. Elle posa de bonnes questions sans trouver les réponses. Les Unions furent des instances très proches de l'anarcho-syndicalisme, mais l'importance qu'y jouèrent les intellectuels de formation marxiste, sectaires, féroce­ment anti-anarchistes, attachés à des dogmes somme toute inutiles (la « dictature du prolétariat ») et plus soucieux de clarifications théoriques incessantes que de projets pratiques conduisirent à une cascade de scissions et à un affaiblissement général du mouvement révolutionnaire.

La révolution allemande conduisit à de « nouvelles conceptions », à la mise en place de « nouveaux organes » agissant dans un « sens de classe », selon Canne-Meijer. Les révolutionnaires, dit-il encore, avaient compris qu'il y avait « une liaison étroite entre les formes de la lutte de classe et les conceptions de l'avenir » – idée qui se trouve au fondement de la tendance bakouninienne dans la I^{re} Internationale et de l'anarcho-syndicalisme.

Mais les conseillistes allemands furent incapables de résoudre le problème de l'articulation entre organisation de classe et organisation des révolutionnaires. Ils maintinrent pour certains le principe éminemment social-démocrate de division du travail entre la revendication économique et l'action politique ; pour d'autres ils affirmèrent la fusion entre ces deux fonctions, mais dans tous les cas ils se refusèrent à s'engager dans l'action revendicative, tout en posant comme critère de recrutement l'adhésion à des principes idéologiques ! Autrement dit ils firent tout pour se paralyser eux-mêmes ! Ils n'avaient rien à proposer à ceux des ouvriers – les plus nombreux – qui n'étaient pas, ou pas encore « révolutionnaires ».

Les anarcho-syndicalistes espagnols eux, regroupaient dans leur organisation de nombreux adhérents qui n'étaient pas révolutionnaires mais qui avaient des raisons de penser que leur organisation défendait leurs intérêts immédiats. C'est aussi avec ceux-là qu'ils réussirent à collectiviser l'économie. Le travailleur allemand, lui, devait être acquis aux idées de l'AAUD pour y adhérer, et s'il le faisait, le spectacle des conflits sectaires qui s'y

déroulaient, et surtout de leur insignifiance en termes pratiques devait souvent le faire repartir aussi vite.

La première révolution du XX^e siècle n'eut pas lieu en Allemagne, mais en Espagne vingt ans plus tard, avec un prolétariat qui s'était depuis longtemps posé les problèmes de la reprise en main générale de la production par ses organisations de classe.

Malheureusement, le prolétariat espagnol n'avait pas que sa propre classe dominante à affronter : il dut faire face à Staline, à Mussolini et à Hitler. Ça fait beaucoup.

Peut-être la révolution espagnole échoua-t-elle parce que les révolutionnaires allemands ne réussirent pas la leur.

Document

Gerhard **Wartenberg** (1904-1942) fut actif à partir de 1922 dans le mouvement des jeunes anarcho-sindicalistes de l'organisation anarcho-sindicaliste Freie Arbeiter Union Deutschlands. Éditeur à partir de 1926 de la revue *Der Bakunist* (Le Bakouninien) et collaborateur à des publications anarcho-sindicalistes (*Der Syndikalist*, *Fanal*).

Condamné en 1938 à 5 ans de prison pour haute trahison, il fut déporté dans le camp de concentration de Sachsenhausen, où il mourut.

Der Syndikalist (Le Syndicaliste) fut l'organe de la Freie Arbeiter Union Deutschlands de décembre 1918 jusqu'à la fin 1932. C'était un hebdomadaire qui eut, dans la phase du plus grand développement de la FAUD, un tirage d'environ 120 000, imprimé par la maison d'édition Der Syndikalist (Le Syndicaliste). Son abonnement était inclus dans la cotisation des adhérents. Le tirage dépendait du nombre d'affiliés à la FAUD.

Une fois par mois paraissait dans *Der Syndikalist* le supplément syndicaliste féministe, organe de l'association des femmes syndicalistes de la FAUD, ainsi que *Die junge Menschheit* (La Jeune humanité) de la SAJD (l'organisation de jeunesse).

Dans les années trente fut également publié *Frei das Land* (Libérez la terre) pour l'agitation dans les campagnes

Der Syndikalist, qui avait huit pages, fut plusieurs fois interdit ; au début de 1933 lui succéda *Arbeiterecho*. La rédaction était composée de Max Winkler, Augustin Souchy, Helmut Rüdiger et Fritz Oerter.

Der Syndikalist fut, avec *Die Internationale*, le principal organe du mouvement Anarcho-sindicaliste en Allemagne, avec un contenu informatif impressionnant, en particulier sur les questions syndicales, culturelles et internationales. Une liste impressionnante de militants contribuèrent à ces journaux, parmi lesquels Alexander Berkman, Erich Mühsam, Max Nettlau, Rudolf Rocker, Helmut Rüdiger, Otto Rühle (dirigeant de la Allgemeinen Arbeiter-Union-Einheitsorganisation AAU-E), Alexander Schapiro, Augustin Souchy, B. Traven, Gerhard Wartenberg, Milly Witkop Rocker.

L'anarcho-syndicalisme en Allemagne (1932) ¹⁸⁰

Gerhard Wartenberg

Au cours de la domination séculaire des Hohenzollern sur la Prusse et plus tard sur toute l'Allemagne, qui a déterminé non seulement des relations étatiques extérieures, mais qui a également corrompu le caractère du peuple entier, l'Allemagne est devenue un des pays dans lesquels la racine de l'esprit centraliste-autoritaire est la plus profonde. Les autres pays européens comme l'Espagne, la France, l'Angleterre ont construit plus tôt un État unitaire avec un pouvoir central, de sorte que les masses populaires ont fait l'expérience des dégâts causés par le centralisme sur leurs vies et ont plus ou moins conservé un point de vue fédéraliste-libéral sain. En Allemagne (comme en Italie), se sont développés de nombreux petits États dont les barrières douanières, à l'ère du commerce mondial et de l'industrialisation, empêchaient le développement économique. La conséquence naturelle fut une forte aspiration à « l'unité nationale » à laquelle les bourgeois révolutionnaires de ce pays a aspiré tout au long du XIX^e siècle. Cette attitude demeure encore aujourd'hui assurément l'une des raisons principales pour lesquelles les socialistes allemands de presque toutes les tendances ne jurent que par la centralisation étatique.

Par ailleurs, l'industrie et le prolétariat se sont développés très vite tandis que se constituait l'État constitutionnel démocratique. La bourgeoisie avait donc déjà, pendant un moment, dû compter avec un fort mouvement révolutionnaire prolétarien alors qu'elle n'avait pas encore imposé sa propre domination sur le féodalisme. Par peur de la « révolution rouge », la bourgeoisie allemande se jeta donc vers 1870 dans les bras du régime militaire bismarckien et céda le pouvoir aux Junkers ¹⁸¹, se contentant des profits économiques. L'État bismarckien s'imposa comme un cauchemar pendant presque cinquante ans à la classe ouvrière allemande et conduisit par conséquent le mouvement ouvrier allemand à ajourner ses objectifs de lutte purement prolétariens et économique-sociaux et à combattre tout d'abord l'État féodal. Cette tâche politique, en fait bourgeoisie-démocratique, du mouvement ouvrier a eu plusieurs conséquences néfastes :

180 Traduction : René Berthier.

181 Grands propriétaires fonciers.

♦ Tout d'abord, la lutte du parti social-démocrate a eu la priorité, et les tâches économiques ou culturelles ont été délaissées ;

♦ Deuxièmement le parti attira, en dehors de la classe ouvrière, de plus en plus d'éléments d'opposition petite-bourgeoise et devint par conséquent lui-même réformiste petit-bourgeois.

♦ Troisièmement, l'hégémonie de la politique du parti, de la « bataille électorale », etc. a tellement marqué les travailleurs qu'ils en ont presque oublié le vrai combat social-révolutionnaire et économique.

Quand, en novembre 1918, le pouvoir politique est tombé entre les mains des travailleurs allemands, ils n'ont rien su faire d'autre, au début, que d'élire une assemblée nationale dans laquelle les bourgeois avaient la majorité. On se contenta de la démocratie politique, on détruisit presque entièrement le régime de conseils naissants et on ne songea pas à arracher le pouvoir économique des capitalistes et des gros propriétaires terriens par l'expropriation de leurs entreprises et de leurs latifundia.

Toutefois, les travailleurs n'étaient pas tous pénétrés d'esprit bourgeois. Parmi les révolutionnaires se trouvaient les syndicalistes révolutionnaires qui, avant la guerre, avaient justement constitué une petite organisation de quelques milliers de membres et qui tenaient une place honorable. On peut estimer l'organisation syndicaliste révolutionnaire en 1919-1921 à 100 000 membres, mais son influence s'étendait à des millions. Lors des grèves générales, en particulier dans l'industrie minière et l'industrie lourde de Rhénanie-Westphalie, ils eurent un rôle déterminant.

Mais les social-démocrates dominants s'entendirent avec des mercenaires réactionnaires pour écraser tout mouvement du prolétariat. Et comme à la fin de 1923 la monnaie fut stabilisée et la République consolidée, tous les mouvements révolutionnaires se trouvaient dans une situation très difficile. Seul le Parti communiste réussit, en tant que parti de masse, parce qu'il décida d'entrer dans la voie parlementaire. Tous les autres mouvements révolutionnaires ont périclité et le mouvement anarcho-syndicaliste allemand a été ramené à son niveau d'avant-guerre.

Au cours des dernières années, la bourgeoisie allemande bascula presque entièrement dans le camp du fascisme et éjecta la social-démocratie de la direction de l'État. La résistance du prolétariat fut affaiblie parce que, à cause des immenses déceptions de la Révolution, des divisions, etc., un grand découragement s'était abattu qui laissa de nouveau la place à une certaine combativité à partir du printemps de 1932.

Aujourd'hui en Allemagne, il y n'a donc en principe comme partis de masse que des partis dictatoriaux et centralisateurs ; le KPD qui joue de plus en plus le rôle de la social-démocratie d'avant-guerre, qui est ouvertement

dictatorial, ainsi que le parti national-socialiste qui organise la plus grande partie de la bourgeoisie et de la paysannerie. Et les partis du milieu, la social-démocratie et les catholiques sont restés sans s'opposer à l'établissement de la demi-dictature du chancelier du Reich Brüning

A l'étranger, on ne peut avoir aucune idée à quel point la foi en la toute-puissance de l'État est enracinée dans la classe ouvrière allemande. Par conséquent, tout le monde considère comme exclue la « conquête du pouvoir politique ». C'est naturellement un terrain plus défavorable pour la théorie anarcho-syndicaliste de l'action directe et de la révolution sociale.

La reconnaissance de l'État bourgeois par la social-démocratie en novembre 1918 conduisit au remplacement du socialisme par la politique sociale. Les syndicats réformistes allemands (« libres ») étaient réellement actifs dans le domaine de la protection sociale, des salaires, de droit du travail et le Conseil des prud'hommes. On ne menait presque plus les vraies batailles, on laissait toujours la décision aux pouvoirs publics.

Les appareils d'État et syndicaux étaient tellement entremêlés qu'une distinction était presque impossible. Si les syndicats réformistes recevaient un monopole pratique dans la représentation des ouvriers, les unions révolutionnaires se trouvaient complètement privées de droits.

C'est pourquoi il appartient aujourd'hui dans une large mesure à la conscience révolutionnaire d'adhérer à une union révolutionnaire, d'autant plus que le chômage immense permet aux patrons de mettre fin sans scrupule à toute activité révolutionnaire dans les entreprises. De 80 à 90% des militants de l'organisation anarcho-syndicaliste allemande, la Freie Arbeiter Union Deutschlands (FAUD) sont au chômage plusieurs depuis des années.

A ces circonstances extérieures défavorables s'ajoutent les faiblesses intérieures du mouvement allemand, qui ne doivent pas être tues, la connaissance étant encore le meilleur moyen d'éliminer les erreurs.

Au cours des années de révolution, le mouvement souffrit de confusion intellectuelle. Tous les travailleurs révolutionnaires qui, sans expérience ni tradition, rejoignaient le mouvement, y apportaient énormément d'idées confuses qu'ils voulaient en plus mettre immédiatement en application, ce qui a fortement nui au mouvement. On peut dire en particulier que l'idée de communauté et l'exagération démesurée du principe anti-autoritaire ont conduit à l'atomisation. En 1927 s'est même constituée une « Opposition » qui bien sûr n'a jamais atteint la moindre importance

Vers 1922, la clarification fit alors un pas en avant. Sur ce point essentiel, l'Association internationale des travailleurs a contribué à diffuser l'information sur les expériences étrangères. En particulier, au dernier

congrès de la FAUD à Erfurt en 1932, on parvint à l'élaboration d'une ligne tactique réelle.

Mais ces résistances extérieures et intérieures ont surtout raffermi le courage et l'énergie de nos camarades. Encore aujourd'hui, nous disposons dans des centaines de localités allemandes de noyaux de combattants capables et disposés à se sacrifier, qui distribuent des milliers et des dizaines des milliers de journaux et brochures, qui organisent des réunions sur les événements importants, qui sont présents dans les Bourses du travail et dans les réunions des organisations adverses.

Dans de nombreuses industries où nos camarades disposent d'une grande influence, ils soutiennent des grèves et d'autres batailles de premier plan. Le mouvement est en mesure de publier un hebdomadaire, *Der Syndikalist* (Le Syndicaliste)¹⁸² ; un journal paraissant toutes les deux semaines *Der Arbeitslose* (Le Chômeur) et un organe mensuel théorique, *L'Internationale*.

Par ailleurs, il y a une maison d'édition efficace avec un catalogue varié et il y a dans notre pays une association qui a déjà publié une douzaine d'ouvrages à caractère libertaire. Le nombre de locaux et de journaux professionnels est important. Récemment, un tel journal fut créé pour les ouvriers agricoles et les petits propriétaires. Le prochain objectif sera de publier un bulletin pour les fonctionnaires pour pouvoir traiter des questions propres à cette catégorie.

Une organisation collabore étroitement avec la FAUD : l'organisation de jeunesse, la Jeunesse syndicaliste-anarchiste. Elle publie un journal, mais qui paraît irrégulièrement, *les Jeunes anarchistes*. Récemment, des groupes d'enfants ont été activement créés. Dans ce domaine, les succès sont assez grands, il y a même un hebdomadaire libertaire pour les enfants, *Le pays des enfants prolétaires*. Ce mouvement d'enfants permet les plus grands espoirs, car depuis 1918 la révolution des méthodes éducatives en Allemagne reste de nos jours le meilleur moyen pour conduire à la décomposition de l'esprit autoritaire. Enfin, il est important également de développer l'influence des anarcho-syndicalistes dans les autres organisations de travailleurs, sportives ou culturelles.

Il faut mentionner en particulier « l'Association des libres penseurs prolétariens », une organisation neutre, anti-religieuse de révolutionnaire d'environ 15 000 membres. Naturellement, les syndicalistes ne se servent pas de leur influence que pour mettre les directions au pied du mur ; ils ont

182 Pour rappel, *Syndikalismus* en allemand signifie syndicalisme révolutionnaire ou anarcho-syndicalisme.

la gestion de nombreuses localités simplement du fait de l'importance de leur travail et de leur activité.

La solidarité financière que nous devons apporter aux nécessiteux constitue malheureusement un triste chapitre de notre activité. Des tentatives ont été faites de créer un fonds de solidarité dans ce but particulier. Cela est d'autant plus nécessaire que les poursuites s'aggravent lourdement contre le mouvement révolutionnaire.

Des tribunaux d'exception, des attaques fascistes, des interdictions de journaux, des confiscations, des interdictions de meetings et de réunions, des arrestations et d'autres tracasseries s'abattent ainsi. Le *Syndikalist* fut interdit trois fois en un an, *L'Internationale* une fois. Beaucoup de nos camarades se retrouvent en prison, plusieurs sont menacés de longues années de réclusion. Cela indique que notre organisation allemande, malgré sa faiblesse numérique, mène une activité extraordinaire et qu'elle est traitée par la réaction en conséquence.

Il est à espérer que le prolétariat allemand vaincra bientôt la réaction actuellement au pouvoir et que la FAUD puisse de nouveau librement se développer. Cela ne se fera pas sans de dures batailles dans lesquelles les anarcho-syndicalistes allemands sauront trouver leur place.

Nous ne savons pas si cela produira des répercussions immédiatement dans l'organisation. En tout cas, les anarcho-syndicalistes allemands se mettent à l'ouvrage avec une résolution de fer, pour rétablir les positions de leurs idées au sein du prolétariat allemand et pour créer, dans l'ancienne forteresse de l'autorité wilhelmienne¹⁸³, une section de l'Association internationale des travailleurs qui soit digne de l'exemple des autres pays.

183 De Wilhelm II (Guillaume II).

LE CONTEXTE.....	3
.....	20
L'HISTOIRE.....	21
1918 Les conseils ouvriers.....	21
1918-1919 Fondation du KPD.....	24
1919 Contre-offensive social-démocrate.....	26
Chaises musicales.....	28
1919 Une nouvelle forme d'organisation : les « Unions »..	29
Le putsch de Kapp.....	40
Le KAPD.....	43
Le programme du KAPD.....	50
Illusions sur la Russie.....	53
Liquidier les « gauchistes ».....	55
L'« Action de mars ».....	57
Conclusion sur mars 1921.....	60
L'Internationale communiste.....	65
Le KPD et a III ^e Internationale.....	66
1922 Berlin, fondation de l'AIT.....	71
1923 L'année terrible.....	80
Dérives brunes du « Drapeau rouge »	83
1923 Vers la révolution.....	86
Faiblesse de l'anarcho-syndicalisme allemand.....	91
.....	93
LES DÉBATS.....	93
Mars 1918 : Brest-Litovsk.....	93
1918-1927 Le Communisme de gauche.....	99
La « fraction « bordiguiste » du Parti communiste italien	105
Le Groupe des communistes internationalistes (GIC)	
hollandais (1927).....	110
L'ultra-gauche du KPD allemand (1927).....	112
Critique de la Russie (1927-1934).....	113
La crise du KAPD (1928-1929).....	117
Six thèmes significatifs.....	120
Une histoire dénuée d'événements.....	133
Conscience de classe et révolution.....	135

Quelle fonction pour les Unions ?.....	138
La « période ».....	143
Un paradoxe.....	144
Nouveau rapprochement avec les nazis.....	148
La tentation rouge brune ou les fantômes de la révolution allemande (1939).....	150
Épilogue : La résistance libertaire contre les nazis.....	154
CONCLUSION.....	159
Document.....	165
L'anarcho-syndicalisme en Allemagne (1932)	166